

Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)

Grégoire Ghika

Nous avons eu l'occasion d'examiner, en vue d'une autre étude, un certain nombre de documents relatifs à notre histoire du XVII^e siècle. Nous avons constaté que le chanoine Grenat ne les mentionnait pas dans son «*Histoire Moderne du Valais...*», publiée à Genève en 1904, par les soins de l'avocat Joseph de Lavallaz (que nous citerons dorénavant : Grenat).

Il s'agit d'un certain nombre de pièces, puisées aux *Archives du Valais*, (citées : AV...), des *recès fédéraux* (*die Eidgenössischen Abschiede*, tome V, Berne 1872 et tome VI, Bâle 1875, cités : E.A...) et de l'*Histoire de la Représentation diplomatique de la France auprès des Cantons suisses, de leurs alliés...*, de E. Rott, tome III (Berne 1906) et tome IV (Bumplitz 1909) (que nous citerons : Rott...).

Ces textes, ainsi que d'autres ouvrages que nous indiquerons, nous ont révélé plusieurs traits de l'histoire valaisanne sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613—1638) et nous les avons notés en cours de route.

Nous nous sommes vite rendu compte qu'une étude définitive sur cette période exigerait des années de persévérantes analyses, en Valais et à l'étranger. Notre travail ne sera donc qu'une contribution à cette étude ; nous l'avons limité aux luttes politiques, concernant le pouvoir temporel, qui opposèrent l'évêque Jost aux «patriotes» des dizains et qui éveillèrent tant d'échos dans les Etats voisins. Nous avons tâché de rectifier la chronologie de Grenat et de préciser les sources historiques des graves événements de cette époque.

*

Dierauer, dans son *Histoire de la Confédération suisse*, (traduction A. Raymond, T. III, p. 503 sqq.), dit que l'histoire de l'Europe, au début du XVII^{me} siècle, est dominée par un fait politique primor-

dial : c'est, depuis la mort de Philippe II d'Espagne, l'effondrement d'une grande idée médiévale, celle de la domination universelle, sous le signe de l'Empire et de la Papauté.

L'invincible Armada n'a pas réussi à dompter l'Angleterre schismatique. Les Calvinistes des Pays-Bas ont secoué le joug espagnol. Henri IV a rompu la Ligue et son Edit de Nantes a garanti la tolérance dans son royaume. Le protestantisme fait donc échec à Rome et, pour deux siècles, l'Europe catholique sera lacérée par l'antagonisme de la France et de la dynastie austro-espagnole.

Depuis la Réforme, le Corps helvétique s'est désarticulé. Il fait songer à un pantin, muni de membres catholiques et protestants, qui sert de jouet aux puissances européennes.

En 1602, c'est la France qui l'emporte : XII cantons adhèrent à son alliance. La Rhétie et le Valais lui ouvrent leurs cols en direction de Milan, où règne l'Espagne.

En 1604, l'Espagne renouvelle son alliance de 1587 avec les Cantons catholiques, ce qui lui assure le Gothard. Mais le Valais lui résiste ouvertement : dirigé par des esprits de tendance réformée, il s'oppose aux sympathies naturelles du clergé pour le pape et pour l'empereur. Forts de l'appui d'Henri IV, les Dizains ont pris, dès 1600, l'initiative d'une alliance perpétuelle avec les Ligues Grises. Les deux contractants visaient à se mettre sur pied d'égalité avec les cantons suisses à l'égard de la France ; ils se promettaient en outre 3000 hommes en cas de danger et se garantissaient mutuellement la liberté de commerce.

Les Cantons catholiques virent, dans ce traité, une machine de guerre, dirigée par Berne et Zurich, dans le but de les anéantir. C'est pourquoi ils intervinrent à maintes reprises en Valais où ils pouvaient compter sur l'appui du peuple, resté foncièrement catholique. En 1604, à Viège, ils obtinrent un succès appréciable : les protestants furent mis hors la loi.

Quant aux malheureuses Ligues, divisées en factions catholiques ou évangéliques, soumises encore partiellement à la souveraineté de l'Autriche, elles donnèrent prise à un jeu d'influences étrangères dont le résultat fut la guerre civile, la ruine du pays et l'occupation de la Valteline par l'Espagne.

La Curie romaine appuyait de tout son crédit les Cantons catholiques. Par contre, la Savoie, alliée naturelle des ennemis de Berne, avait fini par se rapprocher de cette ville, car elle était entrée en conflit avec l'Espagne à propos du Montferrat (1612—1617).

En 1610, Henri IV mourut assassiné. Il méditait alors une expédition de grand style, destinée à éliminer l'Espagne du Milanais et des Pays-Bas. Ce n'était pas la régente Marie de Médicis qui allait mettre à exécution ces projets. Au contraire, elle rétablit provisoirement la paix entre la France et l'Espagne.



Telle était donc la situation extérieure, en 1613, au moment où Hildebrand Jost fut élu évêque de Sion.

Les Patriotes valaisans, très excités déjà depuis une dizaine d'années, n'auraient point hésité à renouveler les exploits de Georges Supersaxo contre le cardinal Schiner. Le fameux banneret Allet de Loèche le dira expressément dans une de ses lettres.

Néanmoins, le malheureux Jost ne vit point se dresser le vieux symbole révolutionnaire de la mazze. Ce fait, presque miraculeux, s'explique par la situation intérieure du Valais et par l'évolution de la politique européenne, dans laquelle la France jouait un rôle de premier plan.

On peut affirmer que les classes dirigeantes du Valais ne tenaient pas du tout à armer le peuple, car celui-ci avait plus de griefs contre elles-mêmes que contre le clergé.

En effet, comme dans tout le reste de la Confédération, un fossé se creusait entre le peuple et les «familles régnautes». Le patriciat valaisan avait édifié patiemment sa fortune depuis les temps troublés de Mathieu Schiner. Ce qui était plus grave, c'est que l'on pouvait soupçonner d'hérésie nombre de ses membres. Et le peuple, soutenu en cela par les cantons catholiques, avait fait mine, plusieurs fois, de dresser la mazze contre eux.

Pourquoi donc le peuple ne se souleva-t-il point lorsque la Diète, où siégeaient maints calvinistes, s'en prit au pouvoir temporel des évêques ?

Pour répondre à cette question, il est indispensable de se souvenir que le peuple était illettré à cette époque. Le clergé ignare de la fin du XVI^{me} siècle n'avait pas su instruire les humbles Valaisans. Quant aux chefs du pays, ils avaient étudié leurs leçons dans les écoles protestantes ou dans les livres écrits par les hérétiques.

Ils étaient bien révolus les jours où quelques braves, armés de morgensterns, pouvaient bouleverser les frontières des Etats. Marignan l'avait démontré. De grandes puissances s'agitaient autour de la Confédération et auraient pu lui porter un coup fatal, tant sa désunion était grande. Tel était le danger des luttes entre la France et le bloc austro-espagnol, qui allaient ravager justement les Grisons.

Pris d'apathie, le peuple renonçait à saisir le mécanisme délicat de la politique européenne. Il en laissait la responsabilité aux grands Etats et s'engageait dans leurs armées. Il faisait défendre ses intérêts par procuration : le patriciat, «sa Haute Autorité» s'y entendait si bien...

Qui aurait pu tirer le peuple de sa torpeur envahissante ? Ce n'était pas le jeune Hildebrand Jost, plus prédicateur que démagogue. «Son humeur est fort entreprenante, quoi que peu suffisante et capable d'affaires» dira de lui l'ambassadeur français Miron, dans sa *«relation de ce qui s'est passé en Suisse... depuis le 17 novembre 1617 jusqu'au 2 mars 1624 et continuée jusqu'en décembre 1627»* (dans *Archiv für Schweizer. Geschichte*, II. Bd, 1844, p. 270 sqq.).

Un seul personnage instruit et habile aurait pu faire échec à la politique valaisanne du début du XVII^{me} siècle, tout orientée vers la France et teintée de calvinisme. C'était le capitaine Antoine Stockalper, qui tenta de créer un courant favorable à l'Espagne et, peut-être, au maintien du pouvoir temporel de l'évêque de Sion. Mais, après qu'il fut assassiné, la «Caroline», c'est-à-dire la prétendue donation du Valais faite à S. Théodule par l'empereur Charlemagne, pouvait dormir de son dernier sommeil dans le légendaire de Valère.

Si le Valais ne vit point de révolution sanglante, c'est donc parce que les députés de la diète l'auraient redoutée autant et plus que le clergé. Et si le peuple ne prit pas la défense de son Eglise, menacée dans ses privilèges temporels, c'est parce qu'il manqua de chefs et aussi, sans doute, parce qu'une habile propagande avait su exciter ses ressentiments contre le pouvoir du clergé.

Mais il convient, en second lieu, de souligner les mérites éminents des puissances voisines ou alliées des dizains, qui mirent tout en œuvre pour écarter tout recours à la violence.

Comme l'a dit Dierauer (*op. cit.*, p. 562 sqq.), si le Valais ne succomba point aux sollicitations de Milan, antérieurement à l'année 1624, il faut l'attribuer à certains patriotes qui tenaient à conserver un système commercial ouvert sur la France et sur la Savoie. Les Liges Grises et les Cantons protestants retenaient aussi notre pays sur la pente qui aboutissait aux plaines de l'Italie. Quant aux Cantons catholiques, rien ne prouve qu'ils tenaient à voir la vallée du Rhône sous protectorat espagnol. Et la Curie romaine ne favorisait pas davantage le développement de la puissance espagnole dans la Péninsule.

En somme, plusieurs puissances avaient intérêt à maintenir le Valais dans une stricte neutralité. Voilà pourquoi les Patriotes ne cèderont pas même à la France leurs importantes voies de communication.

La France comprit qu'il ne fallait pas brusquer le Valais. Grenat peut bien lui reprocher de ne pas s'être rendu compte que «toute la lutte contre la Caroline était dictée par les sentiments protestants de familles avides de s'enrichir des dépouilles de l'Eglise» (*op. cit.*, p. 249). Il n'en reste pas moins que la France contribua au maintien du catholicisme dans notre pays, et c'est Dierauer qui l'affirme (*op. cit.*, p. 580 sqq.). L'ambassadeur Miron avait même une vue fort nette de notre situation : «Le Valais est intéressant, dira-t-il dans sa relation (p. 314 sqq.), c'est le seul passage pour l'Italie qui soit encore exempt de l'alliance héréditaire avec l'Autriche... le Païs est muguetté de deux factions... l'espagnole et la protestante... le païs est entièrement catholique... il a introduit les Jésuites»...

Pour cet agent français, l'évêque Jost n'avait rien d'un farouche partisan de l'Espagne. La France devait veiller plutôt à le délivrer de l'oppression des patriotes, guidés par la faction protestante. Il fallait «entretenir en égale balance l'Evesque de Syon et les disains de Val-lays». Et Rott confirme cette thèse (*op. cit.*, III, p. 282 sqq. et 131 sqq.).

Jusqu'en octobre 1623, dit cet auteur (*ibidem*, p. 656 sqq.), la France protégea ouvertement le catholicisme, sans négliger ses intérêts, qui ne concordaient pas en tout avec ceux de l'Espagne. L'équilibre entre la Diète et son prince paraissait la formule idéale.

A partir de 1624, tout change et le jugement de Grenat devient plus exact : la politique de Richelieu soutiendra presque ouvertement les Réformés. Voilà ce qui rendit intenable la situation de Hildebrand Jost en Valais et ce qui causa la perte de son pouvoir temporel. En 1627, la faction austro-espagnole, à laquelle il se peut que notre évêque ait adhéré de trop près, fut totalement liquidée et les dizains, comme les Cantons suisses, s'engagèrent sous le protectorat de fait de la France.

En 1628, la France, qui entraînait dans son orbite les Cantons catholiques, fit semblant d'appuyer les propositions du nonce, mais soutint en réalité les dizains contre le prince-évêque. Si Hildebrand Jost put regagner son évêché en 1630, sans autre perte que celle de sa souveraineté temporelle, il faut l'attribuer, croyons-nous, aux succès très réels de la Contre-Réforme, dans le peuple, tout au long de son épiscopat.

On voit ainsi comment des événements extérieurs ont pu, jusqu'à un certain point, déterminer l'échéance de la «Caroline». Leur rôle fut plutôt celui d'un frein, car, en 1613 déjà, les conditions d'ordre politique interne étaient telles que la théocratie valaisanne ne pouvait plus espérer de longues années de vie. La hardiesse d'Adrien II de Riedmatten (1604—1613) avait hâté sans doute l'événement. S'il s'était produit avant la victoire de la Restauration catholique, il est bien probable que la chute du pouvoir temporel aurait entraîné celle de la religion catholique en Valais.

1. «Capitulation électorale de 1613» et renonciation à la «Caroline»

L'évêque de Sion Adrien II de Riedmatten (1604 à 1613) avait laissé entrevoir aux «patriotes valaisans» diverses réformes qu'il ne s'était point hâté de réaliser. C'est pourquoi les députés des dizains voulurent tirer tout le parti possible d'une nouvelle élection épiscopale.

Comme ils l'avaient fait plusieurs fois au cours des siècles, ils imposeraient une «capitulation» au nouvel élu, c'est-à-dire, lui extorqueraient certaines concessions ou garanties. Les protestants songeaient sans doute à enrayer le zèle catholique des prélats; et ceux qui se disaient catholiques songeaient à une révolution profitable en matière de droit constitutionnel ou administratif.

Le jour même du décès de l'évêque de Riedmatten, le vice-bailli Sébastien Zuber convoqua une diète qui se réunit du 7 au 16 octobre 1613¹. Selon la formule d'usage, «on devait repourvoir le pays, au plus tôt, d'un prince et d'un chef, assurer l'ordre dans le spirituel et dans le civil».

Le Bailli François am Hengart était mort peu avant. En raison des circonstances critiques, les députés décidèrent d'élever à cette magistrature «une personne qui l'ait déjà remplie». C'est ainsi que le choix tomba sur Mathieu Schiner, qui fut élu avant l'évêque.

Pendant la vacance du siège épiscopal, le Bailli devait s'établir à la Majorie de Sion, résidence des princes-évêques. Zuber l'avait déjà fait provisoirement «suivant ancienne coutume que l'on ne veut pas laisser tomber»².

Dès l'ouverture de la diète, «les députés s'étant entendus sur leurs instructions, ont présenté, verbalement et par écrit, quelques articles unanimement délibérés, qu'ils ont remis au Vénérable Chapitre, demandant qu'il veuille y consentir, et qu'ils soient ratifiés par sa Grandeur l'évêque à élire. Le V. Chapitre s'est aussi consulté... les négociations à ce sujet ont duré jusqu'à cinq jours...»

Il en résulta ce que Grenat appelle «le conclusum de 1613 en 15 articles», suivi de l'acte de renonciation à la Caroline³. Cet auteur nous assure⁴ que, pendant la vacance du siège épiscopal, seul le Doyen du Chapitre pouvait résider à la Majorie. Si le vice-bailli, puis le Bailli s'y installèrent, «ce ne fut pas sans dessein»: dès qu'ils apprirent que les

¹ *Abscheide*, T. III, p. 427 sqq. — Traduction française des recès de la diète valaisanne, par Adolphe de Courten, 7 volumes in-fol. manuscrits, aux Archives cantonales (AV), L 17 à 23, que nous citerons: de Courten...

² Grenat, p. 184 sqq.

³ *ibidem*, p. 185 sqq. et 189.

⁴ *ibidem*, p. 190.

chanoines, par une «coupable insouciance», avaient laissé entre les mains des héritiers de l'évêque tous les titres et documents concernant les prérogatives de l'évêché, les hauts magistrats, (probablement instigateurs secrets de cette négligence), se chargèrent de réparer cet oubli et emportèrent tous les documents qui tombèrent sous leur main⁵.

C'était peut-être une réplique à cette affirmation de l'évêque en 1603 : «Nos droits viennent de l'empereur, sont munis du sceau impérial, comme nous pouvons l'exhiber». Les patriotes allaient trancher enfin le nœud gordien⁶.

Ils allèrent plus loin et arrachèrent cette promesse aux chanoines : «Nous nous sommes dépossédés des titres carolins et les avons remis aux sept dizains, promettant sur notre dignité de prêtres, si d'autres titres semblables se découvraient encore, de les livrer aussitôt au pays». Le Chapitre devait renoncer à perpétuité à la Caroline, reconnaître les sept dizains comme peuple libre et accepter les principales conséquences qui en découlaient pour le droit public. Après quoi, on lui imposerait quelques dispositions dans le style des articles auxquels Adrien II s'était élégamment soustrait. Cette fois, évêque et Chapitre n'échapperaient point à la volonté de la diète !

Nous l'avons vu, les délibérations traînèrent cinq jours et il fallut encore recourir à la violence : le Chapitre s'en est souvent plaint⁷ : On procéda «*per horrendas fulminarum minas*», on criait : «*es muess dahin, oder es muess bluot kosten*», c'est-à-dire la capitulation ou la mort. On parla de dépouiller le Chapitre de ses biens et de mettre à sa charge les frais de la diète, 500 écus environ. Le Chapitre était donc en danger de perdre ses libertés et sa vie. On répéta, en outre, la menace de ne plus nommer d'évêque catholique, vu que le Bailli résidait déjà à la Majorie, armé du glaive temporel.

Les protocoles de la diète se gardent bien de souffler mot de ces incidents⁸. On pourrait croire qu'après cinq journées de paisibles discussions, les articles de 1613 furent adoptés et que la Caroline était morte de vieillesse.

Grenat nous donne une traduction ou une interprétation de ces textes, interrompue de commentaires empruntés le plus souvent au chanoine A. J. de Rivaz⁹. Nous tâcherons ailleurs de donner une idée des textes de l'époque.

⁵ Grenat, p. 195.

⁶ de Courten, III, p. 147 sqq. — cf. S. Grüter, *Der Anteil der katholischen und protestanten Orte der Eidgenossenschaft an den religiösen und politischen Kämpfen im Wallis, während der Jahre 1600—1613*, Stans 1899, p. 70. — cf. encore Grenat, p. 127 sqq.

⁷ Grenat, p. 195. Le texte latin se trouve aux AV, L 133, p. 111 et dans la *Gallia Christiana*, XII, instr. XXXI, *Gravamina Venerabilis Capituli*...

⁸ Grenat, p. 188.

⁹ Grenat, p. 185 sqq.

Parmi les députés qui prirent part à cette mémorable diète d'octobre 1613, il faut noter, à Sion, l'entrée en scène de l'ancien châtelain Jacob Waldin et, à Loèche, du seigneur Michel Magéran, avec Stephan Perren et Hans Ottchier. Naturellement, le banneret Allet est présent. A Viège, Nicolas im Eich fait son apparition ; à Brigue, J. Schmidt et Gylig Owlig ; à Conches, Peter von Riedmatten.

L'acte de «renonciation à la Caroline» fut imposé aux quatre dignitaires du Chapitre : Pierre Brantschen, doyen allemand et procureur général du Chapitre, Barthélemy Venetz, doyen de Valère («welscher Dekan»), Jacob Schmidteyden, sacristain et Pierre Bonivini, chantre. En leur nom et au nom du Chapitre entier, réuni pour l'élection de l'évêque, ils renoncèrent librement et à perpétuité, pour eux et pour leurs successeurs, à la fameuse Caroline.

Grenat en a traduit le texte¹⁰, qui se retrouve aux archives de l'Etat du Valais¹¹. Les Abscheids originaux en ont une copie, signée de Zuber¹².

En échange de cette renonciation, le Bailli et les dizains, sur demande des dignitaires du Chapitre, confirmèrent les anciennes libertés, franchises, privilèges, immunités, juridictions, bons usages et louables coutumes de l'évêché et de la mense, «concedés par les prédécesseurs (des députés)... avec tous les droits et émoluments,... exceptant et réservant la Caroline (à laquelle le V. Chapitre a renoncé), et le Haut domaine (*reservata Carolina et reservato alto dominio*), qu'à teneur des statuts du pays, on laisse aux seigneurs patriotes». Cette réversale porte la signature de Zuber¹³.

Huit exemplaires de cet acte de renonciation devaient être dressés : un pour chacun des sept dizains et un pour la chancellerie d'Etat. Les représentants du Chapitre devaient y apposer leur sceau secret et s'obliger à faire sceller les huit expéditions par le nouvel évêque. Ce qui fut fait¹⁴.

Voici les députés qui signèrent cet acte :

Pour Sion :

Gylig Jossen, ancien Bailli et banneret.
Junker Nicolaus Wolff, châtelain de la ville.
Junker Peterman ahm Hengart, bourgmestre.
Jacob Waldin, ancien châtelain.
Anthoni Waldin, ancien gouverneur à Monthey.

¹⁰ Grenat, p. 189.

¹¹ AV, carton 61, No 1.

¹² Cf. de Courten, III p. 437 sqq.

¹³ Texte latin aux AV, fonds de Rivaz. *Opera Historica* de A. J. de Rivaz (18 volumes in-fol.), V, p. 207 sqq. et XV, p. 445.

¹⁴ Grenat, p. 191.

Pour Sierre :

Frantz Perren, châtelain à Sierre.
Junker Angelin Fromb, ancien gouverneur, capitaine de dizain.
Junker Frantz am Hengart, ancien gouverneur.
Jacob Chufferelli, lieutenant à Anniviers.

Pour Loèche :

Capitaine Barthélémy Allet, banneret à Loèche.
Steffen Perren, major.
Anthoni Heimmen, capitaine de dizain.
Peter in der Kumben.
Hans Odtschier, ancien major.
Michel Maggeran, châtelain du dizain de Loèche.

Pour Rarogne :

Joder Kalbermatter, major de Rarogne.
Joder Kalbermatter, à Türtig, ancien gouverneur.
Cristan zum Oberhaus.
Peter Magschen.
Hans Leügeiners, ancien major.
Vogt (vidomme ?) Michel Owlig, capitaine de dizain.
Andres Halabarter.
Cristan Minnig, ancien major.

Pour Viège :

Hans Würstinner, châtelain à Viège.
Peter an denn Matten.
Niclaus im Eich, capitaine (Kriegshauptmann).
Niclaus Binder, ancien major à Gasen (= St-Nicolas).

Pour Brigue :

Gerig Michlig, ancien Bailli et châtelain à Brigue.
Peter Pfaffen, capitaine de dizain.
Gerig Lergien, ancien gouverneur.
Gylog Joannis Schmidt.
Casper Owlig, ancien châtelain.

Pour Conches :

Matthee Schinner, Bailli nouvellement élu.
Christian Bürcher, major actuel de Conches.
Marti Jost, ancien gouverneur.
Peter von Riedmatten, lieutenant.
Peter Byderbosten, capitaine de dizain.
Heinrich im Ahoren.

La pièce est signée par Sébastien Zuber, secrétaire d'Etat et notaire.
Si l'on compare cette liste à celle des députés qui avaient participé aux premières sessions de la diète du 7 au 16 octobre, dans le recueil officiel des recès, on peut faire les constatations suivantes :

A Sion, la douzaine de représentants des communes dites « rive-raines » (Savièse, Ayent, Arbaz, Grimisuat, Hérens, St-Martin, Mase, Nax, Vernamiège, Bramois et Vex) ont disparu en cours de route et ne sont plus présents pour signer la renonciation à la Caroline, le 15 octobre. Sans doute, les vendanges préoccupaient davantage ces

braves gens, mais ne faut-il pas déceler ici une certaine désaffection des communes campagnardes à l'égard des affaires publiques ? Ne sommes-nous pas en un siècle où l'on abandonne volontiers la politique aux mains du patriciat urbain, « qui s'y entend mieux » ? On comparera cette attitude à celle décrite par M. Liebeskind¹⁵ pour l'année 1615 : on fait confiance à l'autorité, « *als die mit höherem Verstand begabet* » !

Même phénomène à Sierre : un des Anniviards a disparu, ainsi que le major de Lens, le lieutenant de Grône, de Vercorens, etc. Les représentants de la ville ne sont plus tous les mêmes.

Les autres dizains, au contraire, font preuve d'une constance exemplaire. Ils sont sans doute moins accablés de soucis viticoles. Peut-être sont-ils simplement trop éloignés de leur dizain, qui ne désire pas payer des frais de voyages supplémentaires...

2. Election de l'évêque Hildebrand Jost

Comment les « patriotes », qui menaient le Chapitre si rondement, laissèrent-ils accéder à l'épiscopat Hildebrand Jost, dont ils se plaignirent si amèrement par la suite ? Grenat imagine¹⁶ que les députés l'auraient choisi à cause de son humble origine et de sa jeunesse — il n'avait que 27 ans —, convaincus de pouvoir le mener à leur gré.

Cela est plausible. Mais on peut encore se demander s'ils n'ont pas cru trouver dans ce jeune prêtre un partisan secret de la nouvelle foi.

En effet, lors de son élection, on émit l'espoir « qu'il imiterait, quoique jeune, les vertus de son père, maître d'école à Sion pendant 25 ans », dont on vantait la douceur et l'excellent enseignement. Son père, Jean Jost, notaire de Münster, était décédé quelques mois avant la diète du 4 août 1600¹⁷. Or, cette date marque l'apogée du mouvement évangélique en Valais. Pour avoir donné satisfaction « par sa douceur » dans une ville aussi protestante que Sion à ce moment, ce professeur avait dû faire preuve, pour le moins, d'une forte dose de tolérance¹⁸.

¹⁵ W. A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, p. 33.

¹⁶ Grenat, p. 183.

¹⁷ de Courten, III, p. 21.

¹⁸ *ibidem*, p. 430 sqq. — Jean Jost fut nommé maître d'école en décembre 1574, en diète du 9 décembre (AV, L 12, p. 115), pour une année, avec solde ordinaire et possibilité d'augmentation si le nombre d'élèves croissait. Il fut confirmé en décembre 1575 (AV, L 8). Nous apprenons alors qu'il avait succédé à un prêtre «welche», qui avait tenu la classe un an, sous le bourgmestre de Sion Nicolas Jordan. Ce dernier devait être le neveu de l'évêque Jean Jordan, et ancien étudiant à Zurich (cf. *Blätter aus der Walliser Geschichte* (cité : BWG), IX, p. 111, article de M. Possa). Jean Jost

Il est avéré que Jean Jost avait épousé une personne née dans une famille de Réformés : Anna de Berterinis¹⁹, appelée aussi Annilia²⁰, petite fille du capitaine Thomas von Schalen, que l'abbé H.-A. von Roten nous présente comme un chaud partisan de la foi nouvelle. Une autre fille de Th. v. Schalen était la femme de Martin Guntern, protestant convaincu²¹. Commettrions-nous un jugement téméraire en soupçonnant le père de l'évêque Jost d'accointances avec les milieux hérétiques, voire même, d'un attrait pour l'hérésie ?

En outre, Barthélemy Allet, le fameux banneret de Loèche, s'est étendu sur l'élection de l'évêque Jost, dans une lettre qu'il adressa à son beau-fils Antoine de Platéa (Anthony Heingart, député à la diète)²². Grenat en a donné quelques extraits²³.

Cette lettre trahit une amère déception : Allet aurait grandement favorisé l'élection de Hildebrand Jost. « On m'a prié, écrit-il, de travailler en sa faveur, car les dizains ne voulaient pas d'un Conchard et proposaient Schnidrig. Le jour de l'élection, trois députés par dizain constituèrent le conseil secret, et, du sein de ce conseil, on choisit encore un représentant de chaque dizain. Parmi ces sept, trois furent désignés pour former le conseil, ce furent : le Bailli Jossen, le secrétaire d'Etat (Zuber) et moi²⁴. Nous avons délibéré avec soin et notre choix s'est porté sur l'évêque actuel (Jost). Nous l'avons fait connaître aux quatre autres députés (*den übrigen vieren*), qui l'ont admis. Cette décision fut portée devant le conseil secret de 14 députés (restants). Le choix fut confirmé et l'on procéda à l'élection à la cathédrale, en grand conseil (*für den grossen Rhatt*), qui l'adopta aussi ». Allet termine son épître en déplorant l'esprit aventureux de l'évêque Jost, qui se soumet aux Jésuites. Malheur à ces derniers s'ils approchent de Loèche-les-Bains. Un post-scriptum menaçant déclare : « *so der Bischoff des Cardinals Schiners Tyrannei ernüwern wil, so wellend wir uns mit*

succédait à plusieurs maîtres protestants, Brünlein, Jean von Schalen et Jean Otschier (*ibidem*, p. 94 sqq.). Conches fit mine de ne plus pouvoir tolérer ce dernier à la tête de l'école de Sion. L'esprit conciliant du notaire de Münster, Jean Jost, rallia-t-il les suffrages de tous les dizains ?

¹⁹ BWG, III, p. 22.

²⁰ BWG, IX, p. 310 sqq.

²¹ La mère de Hildebrand Jost était ainsi cousine germaine du célèbre Jacob Guntern et nièce de Nicolas et de Jean von Schalen, tous deux anciens étudiants de Bâle (M. Possa, dans BWG, IX, p. 97 sqq.) Jean fut le maître d'école dont nous avons parlé (note 18). Son frère Thomas, fils illégitime de Thomas von Schalen et commerçant à Brigue, fit scandale en introduisant des bibles zuricoises en 1555. Il n'en épousa pas moins la fille du Bailli Stockalper.

²² Lettre du 4 avril 1615 (AV, fonds ABS, tiroir 92—94, No 102). On y trouve une amusante exégèse de ces mots de l'Écriture Sainte : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ». Allet retourne ce verset contre le curé de Loèche, partisan de l'évêque, et soutient que le curé doit obéir à Dieu, puis au louable dizain...

²³ Grenat, p. 203.

²⁴ « *...gesandten von welchen man aus jeden zenden dry gesandten in heymlichen rhatt geschickt, von welchen man widerumb von jeden zenden einen ausgestossen in Rhatt von denselben widerumb dry zuo Eerwellung nebensich getreten, als namblich...* »

Georgischen Mittlen defendieren». On va donc revivre la lutte de Schiner contre Supersaxo.

Voici comment, à notre sens, les choses ont dû se passer : depuis les événements de 1604, les dizains inférieurs ne voulaient pas d'un évêque ressortissant de «Conches la catholique». Pour concilier les esprits, on choisit bien un Conchard, mais un Conchard aussi peu intrigant que possible.

Bien mieux, si l'on considère quels furent ses parrains laïcs, on constate que deux d'entre eux sont ouvertement protestants et que le dernier, Zuber, est en tout cas un féroce «patriote». Ces hommes n'auront-ils pas porté leur choix sur un candidat de leur bord ? Tel père tel fils, pensèrent-ils... Hildebrand Jost ne persécutera point le parti évangélique, comme l'avait fait Adrien II de Riedmatten. Jost était bon prédicateur, il connaissait plusieurs langues, mais sa jeunesse était garante de son inexpérience et son père ne l'avait sans doute pas élevé dans des sentiments hostiles à la Réformation²⁵.

On voit ainsi quel a pu être le sens de l'élection de Hildebrand Jost. On devine la fureur du parti évangélique et des vieux renards de la diète valaisanne, lorsque le nouveau prélat se révéla zélé catholique et défenseur entêté des privilèges de son Eglise. Les griefs de 1627 lui reprochèrent d'avoir acquis l'épiscopat par «*Symonie*»²⁶, par des «*pratiques et des cadeaux*»²⁷. Et l'on sentira toujours une haine nourrie contre sa personne²⁸.

Si l'on en croyait Barthélemy Allet, la diète seule, c'est-à-dire les dizains, aurait désigné le nouvel évêque. Les chanoines se seraient donc résignés sans difficulté à un rôle qui se serait limité à une présentation de candidats. Et Hildebrand Jost aurait accepté, sans sourciller, la renonciation à la Caroline, puis il aurait reçu le glaive séculier et impérial, de même que les clefs de la Majorie, selon le cérémonial

²⁵ Jossen connaissait bien, sans doute, la famille Jost, alliée à celle de son secrétaire Jacob Guntern (cf. note 21).

²⁶ de Courten, III, p. 730.

²⁷ *ibidem*, p. 475 : «*Praticken und gaben*».

²⁸ cf. Boccard, *Histoire du Valais avant et sous l'ère chrétienne, jusqu'à nos jours*, Genève, 1844, p. 223. — Rott, III, p. 104, confirme notre hypothèse en écrivant : «*Les Jésuites, qui avaient tenté en vain de faire élire l'abbé de St-Maurice, se vengèrent en accusant le nouveau prélat H. Jost de favoriser en secret les protestants de son diocèse*». D'autre part, nous sommes en mesure d'expliquer, maintenant, pourquoi, lors de l'élection de H. Jost, les dizains firent une réserve relative à Jacob Guntern (Grenat, p. 190 sqq. et de Courten, III, p. 431). On sait qu'ils demandèrent à l'évêque de sanctionner tout ce qui avait été décrété contre cet homme remuant. Si le nouvel élu s'y refusait, ils se considéraient comme déliés de leur serment d'obédience. C'est tout simplement qu'on redoutait trop de mansuétude de la part de Jost en faveur de son trop célèbre cousin. Ce qui nous montre encore combien l'on croyait le jeune prélat peu ennemi des protestants. Quant au procès des hoirs Guntern, le nonce s'en occupa en personne. (cf. AV, fonds ABS, tiroir 111, No 2, document de 1625).

nouveau, prévu par les patriotes dans leurs articles de 1613, c'est-à-dire des mains du Bailli.

Comme rien ne vient contredire cette thèse, on peut admettre, avec Grenat²⁹, que le nouvel élu ne comprit pas toutes les ruses des députés. Par contre, les chanoines portent toute la responsabilité de l'affaire, de l'aveu du chanoine-historien lui-même.

Il n'est donc pas sans intérêt de faire une incursion chez ces vénérables ecclésiastiques. Le chanoine A.-J. de Rivaz a glané quelques renseignements³⁰, qui gagneraient sans doute à être revus dans les archives de Valère. Cet auteur se déclare en mesure de citer les noms des chanoines qui nommèrent évêque Hildebrand Jost, le 15 octobre 1613³¹, et tous, y compris le futur évêque, auraient accordé leur suffrage à H. Jost, sauf Pierre de Grilly, Dayer et Bulliet.

Devons-nous en conclure que le Chapitre, qui comprenait de saints personnages, — Zentriegen et Melchior a Riedmatten par exem-

²⁹ Grenat, p. 197.

³⁰ *Opera Historica*, V, p. 380 sqq.

³¹ Ce furent :

Pierre Brantschen, doyen de Sion. Il était originaire de Zermatt. En 1565, il est curé de Loèche, puis chanoine ; sacristain en 1581 et curé de Sion en 1583 ; official en 1587, puis doyen de Sion. En 1614, c'est lui qui salue S. François de Sales, lorsqu'il arrive à Sion pour le sacre de l'évêque Jost (cf. *BWG*, I, p. 391). Il mourut de la peste en 1616. Les indications données, ainsi que celles qui vont suivre, sont tirées du «*Nouvel Essai de Vallesia Christiana...*» de J. E. Tamini et P. Délèze, St-Maurice, 1940.

Barthélemy Venetz, originaire de Saas, curé de Viège 1576, chanoine dès 1579 ; doyen de Valère 1611. Mort en 1617. Ni sa vie, ni ses convictions ne paraissent catholiques (cf. Grüter, *op. cit.*, p. 129). En 1604, on aurait voulu en faire l'évêque de Sion (cf. *BWG*, VII, p. 383).

Jacob Schmideiden, originaire de Münster, curé d'Ernen en 1581. Réside à Sion dès 1599. Sacristain en 1605 ; official, puis doyen 1616. Mort en 1617. Le 12 août 1603, il se montre peu partisan des cantons catholiques (Grüter, *op. cit.*, p. 80. — cf. *BWG*, VI, p. 469).

Pierre Bonivini (Bonvin), originaire d'Ayent. Chanoine dès 1583, chantre en 1587. Doyen en 1619 et official. Mort en 1624.

Tels furent les quatre dignitaires qui renoncèrent, comme on le sait, à la Caroline. Deux d'entre eux au moins ne sont pas de fervents catholiques. De plus, les trois premiers furent, à côté de H. Jost, les quatre candidats à l'élection épiscopale de 1613. On n'hésitait donc pas à nommer un évêque suspect d'hérésie !

Voici les autres électeurs :

Pierre de Grilly, probablement l'abbé de Saint-Maurice, mort en 1618.

Georges Dayer, curé d'Héremence, de Savièse et official.

Théodule Bulliet (*Theobald*, selon Tamini), curé de Vercorin, de Conthey et chanoine.

Hildebrand Jost senior, oncle de l'évêque. Cf. A.-J. de Rivaz, *Opera Historica*, V, p. 380.

Jean Sartoris. Il ne doit pas s'agir de Jean Schnyder, qui sera official en 1629, car ce dernier ne devint chanoine qu'en 1618, selon Tamini ; mais on l'appela aussi Jean Sartoris. — Il s'agit peut-être d'un Jean de Serto, originaire du Faucigny. Cf. *BWG*, VIII, p. 382.

Guillaume Quintin, de Troistorrents, curé de Collombey, de Sierre, de Lacques, de Monthey et chanoine.

ple, — connaissait mieux que les députés des dizains les vertus de Hildebrand Jost ? Un indiscipliné, tel que Bulliet³², voulait-il esquiver les pénitences à venir ? On ne sait qu'en penser, car Jean Balet donnait aussi fort mauvais exemple à Sion³³, et nous savons qu'il vota pour H. Jost³⁴. Ces abstentions doivent s'expliquer par un autre fait, dont nous parlerons plus loin (cf. note 79), c'est-à-dire par la candidature de l'abbé de Saint-Maurice.

Un article bien documenté de M. l'abbé H.-A. von Roten, sur le chanoine Martin Lambien, ne laisse pas une impression très favorable de ces ecclésiastiques à la fin du XVI^{me} siècle³⁵. Le Chapitre n'était pas mieux recruté que les prêtres³⁶.

Ce qui étonne surtout, c'est la jeunesse des candidats. Un clerc, même mineur, pouvait obtenir un bénéfice³⁷, ce qui lui permettait de fréquenter les Universités. D'où l'abondance des chanoines licenciés, docteurs ou bacheliers en droit et en théologie. Les bons prêtres étaient rares cependant, nous dit Mgr Imesch : le jeune chanoine, de retour de ses études, hésitait souvent à s'engager dans les ordres et ceci explique pourquoi les statuts du Chapitre devaient interdire aux chanoines le jeu, les habits de couleur, le port d'armes, les auberges, etc.³⁸.

Georges ... (?)

Pierre Frili, de Miège, doyen de Vissoie, chanoine.

Claude Boetius (alias C. Bebois d'Illiez), chanoine.

Melchior a Riedmatten, neveu d'Adrien II, né en 1588, immatriculé à Fribourg en Brisgau. Chapelain de l'église dell' Anima de Rome. Rentré en Valais en 1604, chanoine (cf. BWG, VI, p. 272).

Jean Lergien, de Naters, curé de Mörel, de Sion, chanoine (cf. BWG, III, p. 213).

Jean Balet, de Grimsuat, prieur de Granges-Ayent, chanoine.

Jacob Brantschen, de Zermatt, curé de Sion et de Zermatt (cf. BWG, I, p. 392).

Stephan Zentriegen, de Rarogne, né en 1586, chanoine en 1610 et curé de Rarogne. Très zélé, il soutint les Jésuites et se dévoua sans compter lors des épidémies de peste. Il mourut de cette maladie en 1639. Il s'était fait Jésuite en 1625 après un noviciat en Bavière (cf. BWG, VII, p. 446).

³² cf. A.-J. de Rivaz, *Opera Historica*, V, p. 382 sqq. — En 1612 encore, Bulliet est mis en pénitence pour avoir injurié un chanoine, — le sacristain Schmideiden, sauf erreur, — au repas du jeudi-gras.

³³ *ibidem*, p. 381.

³⁴ BWG, IX, p. 503. — En 1626, un Jésuite disait de ce chanoine : il a soixante ans, n'a jamais étudié et ne parle pas couramment le latin.

³⁵ *ibidem*, p. 222 sqq.

³⁶ Voir un exemple donné par A.-J. de Rivaz, pour l'année 1612, dans *Opera Historica*, V, p. 383 sqq. — A un autre point de vue, la composition du Chapitre, en 1613, était conforme à la bulle d'Innocent VIII, du 20 août 1486, qui voulait que personne n'obtienne une prébende ou dignité à la cathédrale de Sion, sans être originaire du diocèse ou de la Suisse alémanique (*Allemânia*) (cité par Mgr Imesch, dans BWG, VI, p. 34). Plus tard, on reprochera à H. Jost d'introduire des «étrangers» dans le Chapitre.

³⁷ cf. par exemple, BWG, IX, p. 255.

³⁸ BWG, VI, p. 34 sqq.

Le nonce apostolique, en 1615, reprochait au Chapitre de constituer une grave pierre de scandale pour les laïques³⁹, tant par leur inconduite que par leur cupidité⁴⁰.

Les idées nouvelles, surtout celles des Luthériens, qui s'en prenaient au célibat des prêtres, trouvaient bon accueil dans un tel milieu. Preuve en soit le cas de Venetz et de Schmideiden pour ne citer que ces deux personnages.

Le Chapitre n'a réagi contre les idées des Réformés qu'au moment où ceux-ci menacèrent ses biens et ses privilèges. On peut en voir une illustration dans la scène, rapportée par Grenat⁴¹, où les chanoines, inquiets des manœuvres de Jossen et des émissaires de Berne, furent tout heureux de recourir enfin aux services des Pères Capucins.

A l'époque que nous étudions, les membres du Chapitre ne nous frappent point par leur jeunesse. Les quatre dignitaires, en 1614, sont de malheureux vieillards traqués⁴². Il n'en reste pas moins que l'on entre jeune au Chapitre de Sion : à partir de 1616, une terrible épidémie de peste sévit⁴³ et en 1626, ce corps est presque entièrement renouvelé. Les nouveaux élus ont tous vingt ou trente ans, sauf le célèbre et peu révérend chanoine Balet, qui a résisté à tous les microbes et qui, âgé de soixante ans, fait figure de vieillard illettré⁴⁴.

On s'étonnera beaucoup moins, désormais, de ce que Hildebrand Jost fut élu évêque avant la trentaine. Mais en dehors de tout calcul politique, un motif économique explique ce fait : c'est que la Curie romaine percevait des droits fiscaux assez élevés lors d'une élection épiscopale (*servitia communia, annates...*). Il fallait donc éviter que cela ne se répât trop souvent...

Rome ne confirma pas immédiatement l'élection de Hildebrand Jost. Le 7 juin 1614, le pape Paul V ne l'autorisa à remplir ses fonc-

³⁹ Grenat, p. 193. — A.-J. de Rivaz rapporte qu'en 1619 un certain chanoine Quidebois se prit de querelle avec deux recteurs et donna grandement affaire au Chapitre par sa mauvaise langue... On s'était battu à l'église à coup de chandeliers et Quidebois aurait dit que tous les chanoines, à l'exception des deux doyens, étaient des «foutues bêtes». — C'étaient Pierre Bonvin et Jean Schnyder qui constituaient ces deux honorables exceptions. Notons qu'en 1626, un Jésuite taxe J. Schnyder d'innocent (*harmlos*) (BWG, IX, p. 503). Aux calendes de 1620, il est encore question des fredaines du chanoine Tornéry (de Rivaz, *Opera Historica*, V, p. 387 sqq.).

⁴⁰ Mgr Imesch (BWG, VI, p. 37) a montré comment on cumulait plusieurs bénéfices sur une même tête au XVI^e siècle : un chanoine pouvait jouir de deux à trois bénéfices, sans compter celui qu'il possédait au Chapitre. Comme il lui était impossible de remplir diverses fonctions, il les louait au rabais à un clerc quelconque.

⁴¹ Grenat, p. 143.

⁴² Cf. à ce sujet AV, fonds ABS, tiroir 27, No 60.

⁴³ Grenat, p. 200.

⁴⁴ BWG, IX, p. 503 sqq.

tions que pour quatre mois⁴⁵. La confirmation définitive ne survint que le 6 septembre 1614⁴⁶.

L'archevêque de Vienne (en Dauphiné), Gribaldi, procéda au sacre le 29 novembre 1614, assisté de l'évêque de Genève, François de Sales, et de l'abbé de St-Maurice, Pierre de Grilly.

Selon un manuscrit des archives du Valais⁴⁷, traduit du latin en allemand vers 1805, S. François de Sales aurait prédit, avant son départ, que beaucoup de bien, mais aussi beaucoup de mal surviendrait à cause du nouvel évêque. Boccard donne de ce fait une version un peu différente⁴⁸. Si le saint évêque avait pris contact avec le très catholique, mais très intransigeant Hildebrand Jost, il pouvait bien prévoir des luttes assez vives en Valais.

La profession de foi romaine du jeune prélat date de 1614 et se trouve aux archives de la bourgeoisie de Sion⁴⁹. Elle fut reçue par Pierre de Grilly, abbé, en présence de B. Venetz, J. Schmideiden, Th. Bulliet et Adrien de Riedmatten, chanoines ; d'Egidius Jossen, A. Waldin, Nicolas Wolff, Zuber, Fromb et d'autres patriotes.

3. Echos des articles de 1613

a) Répercussions chez les Cantons catholiques.

Les innovations consacrées par les articles d'octobre 1613 ne pouvaient manquer de mettre en émoi le Nonce apostolique à Lucerne, ainsi que les cantons catholiques, toujours soucieux du maintien de la vraie foi en Valais.

Au cours de la diète tenue à Lucerne le 28 octobre 1613⁵⁰, on donna connaissance de la capitulation imposée au nouvel évêque et l'on constata, sans autres commentaires, que l'Eglise avait dû faire de grandes concessions au pouvoir civil.

En décembre 1613, les VII cantons catholiques envoyèrent des délégués en Valais ; on entendit leur rapport lors d'une conférence tenue l'année suivante⁵¹. Un bref du Pape, souligné par le Nonce, recommandait instamment d'avoir l'œil ouvert sur le Valais. L'impression générale était que la religion y subissait une crise des plus graves :

⁴⁵ AV, 10—54, carton 19, No 10.

⁴⁶ Grenat, p. 194 et AV, 10—54, carton 19, No 11.

⁴⁷ AV, L 142, p. 126. Cf. BWG, III, p. 23.

⁴⁸ Boccard, *op. cit.*, p. 235 sqq.

⁴⁹ ABS, volume 205/3, p. 251 sqq.

⁵⁰ E.A., V, 1, No 841 zu c. — Dates selon le nouveau calendrier.

⁵¹ E.A., V, 1, No 850.

...«dass es in Wallis mit der katholischen Religion schlimmer stehe als je». On décida de s'adresser à l'ambassadeur de Castille, qui pouvait faciliter la confirmation du nouvel évêque.

Les cantons catholiques, on le voit, envisageaient surtout l'aspect religieux de l'affaire. Le point de vue politique n'était, à leur sens, que le résultat de luttes confessionnelles.

Grenat établit que le Nonce, en novembre 1613 déjà, avait demandé aux chanoines de Sion des renseignements sur «certains chapitres, articles, pactes ou conventions fort opposés ou nuisibles aux immunités de la foi et de la religion catholique romaine, à la liberté de l'Eglise, aux règles d'une vie chrétienne et à la réformation des mœurs»⁵².

La nonciature dut écrire et menacer plusieurs fois encore avant de recevoir une réponse. Elle insista pour que le Chapitre annulât les articles souscrits, contraires au principe canonique : «*vacante sede nihil innovetur*»⁵³.

Le 18 avril 1614, Uri, Schwyz et Nidwald tinrent conseil à Brunnen⁵⁴. Lucerne avait écrit au premier de ces cantons que les Valaisans s'apprêtaient à chasser les Jésuites, les capucins et les autres ecclésiastiques, avec l'appui de leurs voisins protestants.

Le 29 avril, la conférence des VII cantons se réunit à Lucerne⁵⁵, afin de préparer le renouvellement de l'alliance avec le Valais. Les délégués, qui devaient se rendre à Sion dans ce but, reçurent les instructions suivantes : s'aboucher avec des personnes de confiance, d'un catholicisme éprouvé ; obtenir l'autorisation de lire, dans chaque commune, le texte de l'alliance ; enfin et surtout, réfuter l'accusation mensongère des Valaisans, selon laquelle la délégation des cantons catholiques, venue en Valais l'automne dernier, visait à déposer l'évêque Hildebrand Jost, pour lui substituer un Savoyard. La vérité est qu'elle venait féliciter le nouvel élu et s'entretenir avec lui afin d'assurer l'ordre, la paix et le maintien des prêtres séculiers ou réguliers envoyés dans le diocèse ; il s'agissait d'assurer à ces derniers la liberté de prêcher, surtout à Sion et à Loèche.

Le recès du 16—18 mai 1614⁵⁶ nous donne le résultat de cette mission : le Bailli Mathieu Schiner a déclaré que les décisions de Viège, relatives au maintien de la foi, étaient acceptées partout sauf à Loèche⁵⁷ ; que les sept dizains supérieurs ne s'opposaient à aucune prédication. Loèche s'est dite dépourvue d'instruction à ce sujet, mais a proclamé son attachement à l'évêché.

⁵² Grenat, p. 192.

⁵³ Grenat, p. 194.

⁵⁴ E.A., V, 1, No 856 h).

⁵⁵ E.A., V, 1, No 858 a).

⁵⁶ E.A., V, 1, No 861 a).

⁵⁷ «et à Sion», ajoute le recès valaisan (de Courten, III, p. 452).

Les députés catholiques se montrèrent satisfaits : « Nous ne voulons porter atteinte aux droits et libertés d'aucune partie, ecclésiastique ou laïque, s'écrièrent-ils ; mais si, contre toute attente, l'évêque et le Chapitre souffraient une atteinte quelconque à leurs juridictions, les VII cantons catholiques les protégeraient en vertu de l'alliance ».

b) La protestation du Chapitre.

Encouragé peut-être par la fermeté des cantons, le Chapitre envoya à la Diète valaisanne tenue du 19 au 27 mai 1614, une protestation contre la manière dont la Caroline et les articles de 1613 lui avaient été extorqués⁵⁸.

Grenat en donne le texte⁵⁹. Rappelons simplement que les chanoines accusent la Diète de lésion, de violence grave, d'usurpation, de justice propre. Ils invoquent « la prescription résultant de l'antique possession, et cela en vertu des statuts du pays ». Le Bailli Schiner les a alléchés par de bonnes paroles, leur a promis que ces articles ne dérogeraient en rien aux droits du Chapitre et de l'Evêché. Or, la remise du glaive par le Bailli à l'évêque, la suppression des hommages et l'aliénation des biens de l'Eglise visent tout le contraire. En plus de cette grave tromperie, le chancelier Zuber, qui a stipulé ces articles, ne les a pas lus en public, n'a pas prévenu les chanoines de la ruse (*dolus*) de la partie adverse, toutes formalités qu'exigent les statuts du pays pour des affaires bien moins importantes, à peine de nullité de l'acte. De plus, les témoins n'étaient aucunement impartiaux.

Vu tous ces arguments, le Chapitre demande rescision des articles et restitution conforme au droit canonique. Comme l'explique une note marginale d'une copie de 1628⁶⁰, les chanoines prétendaient que le traité n'était pas seulement à rescinder, mais bien radicalement nul : « *Pro nullo irritoque declarandus* ».

Le Chapitre refusait de rester de connivence avec la Diète pour les usurpations de 1613. Enfin, dans un cinquième et interminable article, dont Grenat ne donne qu'un résumé, il essayait de remettre en selle la « Caroline »⁶¹.

⁵⁸ de Courten, III, p. 452 sqq. — Il s'agit de l'ancien style.

⁵⁹ Grenat, p. 194 sqq. — Le document latin est reproduit dans la *Gallia Christiana*, tome XII, *Instrumenta*, No 31. — Nous en avons une autre copie aux archives du Valais (AV, L 133, p. 111).

⁶⁰ AV, fonds de Rivaz, carton 70,5, No 22, p. 45.

⁶¹ « Comme preuve de la donation des « droits, privilèges, régales, comté et préfecture, faite par Charlemagne », le Chapitre se déclare en mesure d'exhiber « la légende très ancienne, conservée à Valère, par la grâce de Dieu, et qui, de tout temps, et sans interruption, a été reconnue véritable ». Il en résulte clairement que le comté, la préfecture et les deux glaives ont été remis par l'empereur Charles à Saint Théodule, à l'Eglise de Sion et aux successeurs du Saint à perpétuité. Ce qui fut confirmé par la suite. Et les chanoines d'invoquer la « confirmation » de 999, faite par Rodolphe à Hugues, et

c) Débats à la Diète du Valais.

Quelle réception la Diète réserva-t-elle à ces plaintes du V. Chapitre ? En lisant le recès de mai 1614⁶², on constate que les chanoines avaient fait insérer leur mémoire dans les lettres de convocation adressées par l'évêque aux dizains⁶³.

Dans ces lettres, Hildebrand Jost rappelle combien les articles, imposés lors de son élection, portent préjudice à son autorité : une révision à l'amiable s'impose. Les patriotes, qui ont si vaillamment défendu le glaive spirituel, c'est-à-dire la crosse, lors des luttes pour la vraie foi, ne sauront-ils pas défendre le glaive temporel de S. Théodule, donné depuis si longtemps ?...

La Diète retint surtout que le clergé redoutait une excommunication et que l'évêque craignait de ne point obtenir sa confirmation à Rome, pour le cas où ces articles ne seraient pas amendés. Les députés examinèrent les arguments tirés de la lésion (*Ueberzug*) et de l'absence de mandat de la part des députés.

dont ils possèdent copie, «qui a été volée ces derniers temps au château de la Majorie». Henri VI a renouvelé la confirmation pour Guillaume, évêque de Sion, en 1189, et l'a investi des régales, lui et ses successeurs. Si l'original a été volé, il doit être rendu à l'évêque, car le Chapitre en tient la copie à Valère.

«De même, la confirmation de 1365 (de Charles IV à Guichard Tavelli), doit être restituée au palais épiscopal, car le Chapitre a reçu confirmation de ses droits en 1365 également.

«En 1437, Guillaume de Rarogne, troisième fils de feu noble Egidius de Rarogne et d'Isabelle de Silinon, évêque, reçut à Naters le serment d'obédience d'un grand nombre de députés de tous les dizains, qui approuvèrent les droits et privilèges donnés par Charlemagne et s'en portèrent garants. Le Chapitre peut en fournir copie. En 1446, les citoyens firent certains articles que l'évêque n'approuva que pour sa vie durant, sans préjudice pour les droits de l'Eglise et pour son honneur. Parti à Rome quatre ans après, il mourut à Pallanza et fut inhumé en Valais en 1451.

«En 1451, le 22 janvier, Henri Asperlin de Rarogne, doyen de Sion, fut élu évêque, mais il y mit comme condition la révocation des précédents articles. Et 300 citoyens (on dit mille, mais nous croyons que c'est exagéré), ont juré à Valère tous les droits de l'Eglise indiqués.

«En 1521, Charles-Quint confirma ces droits et privilèges à M. Schiner, cardinal, et ce document nous a été enlevé contre notre gré. *Deus videt et judicet*. Le même évêque, en tant que prince du Saint-Empire, est convoqué aux diètes d'Empire par un héraut, et tenu à fournir des subsides en cas de guerre. Le glaive est porté devant lui.

Si nous en croyons A.-J. de Rivaz (*Opera Historica*, V, p. 216), le Chapitre prouverait ainsi que l'évêque de Sion a toujours été prince d'Empire : «Ils ont exercé en leur diocèse les droits régaliens de la première classe... le glaive orne leur sceau... ils battent monnaie, créent les notaires ; le droit de chancellerie est attaché à l'Eglise de Sion depuis plus de cinq à six siècles... tous les dizains et bannières leur prêtent serment de fidélité et d'obéissance, tous les juges rendaient la justice en leur nom et pretaient leur serment dans leurs mains ; les Baillis n'étaient que leurs lieutenants à leur gage ; enfin, tous les princes voisins et alliés les ont toujours tenus pour princes du pays».

De plus, toujours selon A.-J. de Rivaz, le Chapitre soutiendrait encore dans ce document qu'il ignorait tout des articles de 1565.

⁶² de Courten, III, p. 455.

⁶³ La lettre de convocation de Sion se trouve aux ABS, 205/63.

Là-dessus, les ecclésiastiques prévinrent qu'ils ne prendraient aucune part au renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques, avant la restitution des titres carolins.

La Diète se hâta de promettre tout ce que l'on voulut, et le serment eut lieu. Mais cette cérémonie n'était pas plutôt terminée que les Dizains changèrent de ton : Bailli et députés s'écrièrent qu'ils savaient fort bien quel était le but (*scopus*) de ces plaintes : «il s'agit de récupérer la Caroline, pour s'en servir comme le montrent les textes invoqués par le Chapitre, c'est-à-dire pour réduire le pays (*eine frome Landtschafft*) au rang de sujet (*Underthanne*), comme dans le temps où la majeure partie de la Confédération était soumise aux princes et seigneurs féodaux de l'Autriche (...*Halsherrn underiocht und beherrscht*).

Les Patriotes rappellent que les Valaisans ont acquis la liberté, surtout à la bataille de la Planta, grâce à leur vaillance. Or, les documents invoqués par le Chapitre sont bien antérieurs, et aucun évêque ne les a plus invoqués. On en remettra donc copie à tous les dizains, pour voir «si l'on veut, d'après les dits se soumettre et reconnaître l'évêque comme seul haut Seigneur (*Hoche Herr*)».

La Haute Assemblée se déclara grandement peinée de ces nouvelles démarches (*höchlich sich bedauert*) : en effet, les autres nations (*Nationen*) regardaient le Valais comme un peuple d'hommes libres (*für frye lytt*) ; elles ont conclu des alliances avec lui, elles l'ont fait adhérer à l'union avec le roi de France et aux traités d'alliance avec la Confédération, lui donnant ainsi part aux pensions. Si le Valais devenait sujet, ces bénéfices et ces libertés pourraient lui être enlevés, comme on l'a vu à l'égard de Mulhouse, Bienne et autres lieux.

Enfin, les Patriotes affirmèrent qu'ils avaient pour instruction de jurer l'alliance et de consentir à la révision des articles. Mais les titres carolins ne faisaient l'objet d'aucune de leurs instructions. Au surplus, les lettres de convocation ne les mentionnaient pas. «La motion du clergé est donc inouïe et bien étrange pour tout le pays : on la prend à recès. Quant à la confirmation de l'évêque, une Diète s'en occupera prochainement.»

C'est vraiment avec virtuosité que les Patriotes se réfugiaient derrière le referendum aux communes et aux dizains. Leurs craintes pour la liberté sont exagérées, mais le texte du recès est rédigé de telle façon que les conseils et communes n'auront qu'une voix pour rejeter les propositions du V. Chapitre.

Deux arguments sont invoqués : le premier est que la Caroline ne saurait compromettre la liberté conquise «*jure sanguinis*», et le second est l'exploitation très habile du sentiment d'infériorité que les dizains pouvaient éprouver en se comparant aux cantons suisses, surtout en ce qui concernait l'alliance avec la France : le Valais était soumis à la souveraineté d'un évêque, tandis que les cantons étaient souverains.

On aura remarqué aussi comment les patriotes tenaient leurs promesses envers les ecclésiastiques, dès que les délégués des cantons catholiques avaient tourné les talons...

Mais que penser des arguments invoqués par le Chapitre, dans le but d'obtenir l'annulation des articles de 1613 ? Ils sont violents à l'endroit des dizains, accusés de mauvaise foi et de vol. Ceux-ci auraient pu répliquer que les chanoines se servaient de documents qu'ils avaient promis de livrer, et voulaient aussi être juge et partie. Grenat les excuse ainsi : ils ont signé à l'aveuglette la promesse de livrer les titres carolins. Il semble surtout que le Chapitre ne s'intéressait pas beaucoup à ses archives et ne se mit à les fouiller qu'au moment où il fut contraint de protester.

L'entêtement des chanoines à défendre la donation de Charlemagne procède sans doute d'un respect excessif pour une pieuse légende. Mais pouvaient-ils sacrifier une tradition si solidement ancrée dans les esprits, aux investigations d'historiens protestants, qui contestaient cette thèse ?

d) La lettre du banneret Allet à l'avoyer Pfiffer (7 juillet 1614).

Au sujet des événements qui suivirent la capitulation de 1613, nous avons la chance de connaître les impressions du banneret de Loèche, Barthélemy Allet. On les trouve dans une lettre fort intéressante, que Grenat ignore. Elle est datée de Loèche, le 7 juillet 1614, et adressée à l'avoyer de Lucerne Rodolphe Pfiffer. Elle a été publiée par Hidber⁶⁴. Les archives de la bourgeoisie de Sion en possèdent une copie ; A.-J. de Rivaz a eu connaissance de ce document, mais il le date à tort de 1619⁶⁵.

Nous donnons ici une analyse des passages qui intéressent notre sujet. Allet commence par reprocher à son correspondant, qui avait pris part à plusieurs renouvellements d'alliance en Valais, d'ajouter plus de poids aux affirmations de l'évêque qu'aux protestations de fidélité des Valaisans. Il se propose de démontrer que les articles de 1613 ne cherchaient qu'à maintenir les libertés, l'équité, le droit. Il rappelle comment ont commencé les débats à propos de la Caroline, et en rejette toute la responsabilité sur l'évêque Adrien II de Riedmatten.

En fouillant de vieux titres, dit-il, on a pu démontrer que Charlemagne avait vécu 250 ans après S. Théodule, qui, en effet, avait assisté à la fondation de Saint-Maurice en 515⁶⁶. La « Caroline » ne peut

⁶⁴ B. Hidber, *Kampf der Walliser gegen ihre Bischöfe...*, Berne 1875, p. 29 sqq.

⁶⁵ ABS, Tiroir 92—94, No 101. — A.-J. de Rivaz, *Opera Historica*, t. XVIII (*Miscellanea*), p. 289 sqq.

⁶⁶ Il faut entendre par là que des patriotes ont lu Stumpf ou Simler : c'est Stumpf qui a lu d'anciens documents en Valais.

donc être authentique. Et toutes les confirmations, à commencer par celle de Rodolphe, ne valent rien, en vertu de l'adage : «qui false sup-
plicat, male impetrat». Allet montre en outre que la donation de Charlemagne n'a jamais été respectée⁶⁷.

La Confédération, continue-t-il, s'est libérée à partir du Grand Interrègne. Dès lors, l'Empire ne l'a jamais plus secourue. A l'époque de la bataille de Laupen (*zlouppen*), le duc de Savoie voulait faire du Valais son patrimoine. Dans nos luttes contre ce prince, l'empereur ne nous a jamais aidés. Notre secours est venu de Dieu seul, par les armes de nos ancêtres. De la sorte, nos pères ont acquis le comté et la préfecture, et ils n'ont plus accepté de baillis d'Empire. Toutefois, nous n'avons pas enlevé la préfecture à l'évêché, afin que l'évêque pût demeurer prince d'Empire⁶⁸.

Allet interpelle alors Pfiffer : ce n'est pas autrement que vous, Confédérés, vous vous êtes débarrassés de vos seigneurs (*Halsherrn*), tout en demeurant pays libres d'Empire (*frye lènder des Rùchs*). Nous aussi nous pouvons donc nous proclamer un pays libre d'Empire⁶⁹.

Il n'est pas vrai que les régales dépendent de l'empereur et de l'Empire. Un titre de 1293 établit que le comte de Savoie, Amédée, et l'évêque de Sion, Boniface, se prêtaient hommage mutuel ; l'évêque a reconnu qu'il tenait les régales de Sion et les routes publiques en fief (*manlehn*) du comte de Savoie. Et il en fut de même en 1308 et en 1415.

Notre nouveau prélat et notre Chapitre font état de la confirmation de Charles-Quint : c'est une tête sans corps et sans valeur⁷⁰. Même un empereur ne saurait donner ce qui ne lui appartient plus (*das nit mehr siin*). C'est comme si l'on ordonnait aux Suisses de redevenir sujets de l'Autriche et de rendre les bailliages d'Argovie ou de Thurgovie ! C'est comme si le comte de Savoie voulait que nous le reconnaissons pour seigneur⁷¹ !

Allet poursuit : Notre évêque et seigneur est devenu le prélat, le prince d'une terre libre d'Empire. Il n'est pas seigneur héréditaire de l'évêché et du pays, car c'est le pays qui l'a rendu évêque, préfet et comte⁷².

⁶⁷ Les arguments invoqués sont identiques à ceux du *conclusum* de février 1613 dont Grenat donne une idée aux pages 178 sqq.

⁶⁸ «*nittdestoweniger hatt man die prefectur dem Bisthumb nit entziehen wellen, domit ein Biischoff von Wallis ein Fürst des Rùchs möcht bliiben*».

⁶⁹ «*wir ouch in glicher gestallt ein fry Landt des Rùchs sollent und mögent genempt werden*».

⁷⁰ «*ohn bestendigen grundt, ohn Krafft, ohn Wesen, glüch ein haupt ohn ein liib, ohn hend und fliess*».

⁷¹ La confirmation de Charles-Quint, postérieure aux «guerres de libération», gênait tout particulièrement l'argumentation des patriotes. — Copie en était insérée au recès d'octobre 1613 (cf. de Courten, III, p. 433 sqq.).

⁷² «*dan er ist kein erb Herr des Biistumbs und ouch des Landts, dan er hatt etn Landtschafft nit gemacht, ein Landtschafft hatt ihn zum Biischoff, Prefect und Graffen gemacht*».

Si donc notre évêque veut bien laisser à notre pays ses libertés, ses antiques et louables usages, nous consentons à lui prêter l'obédience légitime ; sinon, nous la lui refuserons, comme au cardinal que nous expulsâmes, ou comme à Jodoc de Silenen. Car le cardinal a arraché cette confirmation de Charles-Quint pour mettre le pays au défi (*zu einem tratz der Landtschafft*).

Est-ce chose nouvelle qu'un juge, qu'un avoyer ou que n'importe quel magistrat puisse être destitué lorsqu'il abuse de ses fonctions⁷³ ? Je pourrais nommer deux avoyers que vous avez privés de leurs honneurs à Lucerne, en pareilles circonstances.

Ayant ainsi fait le procès de la «Caroline», Allet en vient aux articles dont se plaint sa Grandeur : «Le premier et le second articles incriminés l'ont privé du droit de *spolium* dans les châtellenies de Niedergesteln et de Monthey»⁷⁴. Pour Niedergesteln, il explique que les patriotes des V dizains supérieurs ont conquis la seigneurie ecclésiastique et temporelle sur les de la Tour et qu'ils ont été encore bien bons de laisser Anniviers à l'évêque. Quant au gouvernement de Monthey, au *spolium* et à la prestation de serment de son gouverneur, il faut se souvenir que les dizains seuls ont conquis ce mandement. C'est par bonté pure qu'ils tolèrent encore la prestation de serment du gouverneur dans les mains de l'évêque.

Dans les traités, les patriotes ne font pas figure de sujets. Sinon, l'évêque aurait pu leur interdire de négocier ou leur ordonner de conclure telle alliance : c'est tout le contraire qui s'est produit, à dater de la première ligue avec les trois cantons, et à laquelle adhéra Loèche, puis Rarogne.

On se plaint, continue le banneret, de ce que nous avons enlevé au Chapitre l'épée d'or (*guldin Schwerdt*)⁷⁵. C'est bien à tort, car personne ne démontrera que S. Théodule l'ait eue. C'est nous qui l'avons remise à l'évêché, lorsque le comté fut donné au pays, pour que le pays devînt terre d'Empire, et pour que l'évêque fût prince d'Empire.

⁷³ *So ist keine nūwe sach, ein Obristen, ein Richter, ein Schulthess wie der mag genempt werden zu erwellen, so sich ein solcher sins ampts missbrucht, mag er endsetzt werden...*

Nous noterons que le banneret assimile donc l'évêque à un simple magistrat élu par le pays et révocable en tout temps. On comparera à ce propos une autre lettre du même auteur, adressée, le 7 février 1614, à son gendre Antoine de Platéa (*ABS*, tiroirs 92—94, No 100) : «*Wo ir F. G. anderst, so man doch nit verhofft thun werde, will man des Eyds der Gehorsam nit schuldig sein*».

⁷⁴ Allet fait allusion au *conclusum* de février 1613 (Grenat, p. 178 sqq.), et aux articles 14 et 15 de 1613 (Grenat, p. 185 sqq.).

⁷⁵ S'agissait-il encore de l'épée d'apparat confectionnée sur l'ordre de Jodoc de Silenen ? (cf. à ce sujet Ehrenzeller, *Die Feldzüge der Walliser und Eidgenossen ins Eschenthal...*, 1912, p. 44).

Un ancien usage veut que le Bailli préside, à titre de vice-préfet, pendant la vacance de l'épiscopat, au château de la Majorie⁷⁶. D'autre part, lorsque le Chapitre élit un nouvel évêque, les chanoines n'ont pas de suffrage à proprement parler (*so haben sy kein expressam vocem eligendi episcopum*). Mais ils doivent désigner quatre candidats, dont l'un est choisi par MM. les députés. Les chanoines remettent à l'évêque la crosse (*Bischofflichen stab*), par contre, le Bailli, en qualité de vice-comte, remet l'épée temporelle à l'évêque. Et cela en vertu des guerres de libération⁷⁷.

Allet se met ensuite à raconter l'Histoire du Valais, à commencer par Ulrichen en 1211, le *Pré des Soupirs* en 1318, les événements de 1375 et les ravages opérés par les Savoyards. Tout cela s'est passé sous des «évêques étrangers». Vient ensuite la guerre de Rarogne, où l'évêque Guillaume III a trahi son pays et provoqué l'incendie de Sion. Heureusement, les Valaisans ont pu arrêter les Bernois à Ulrichen en 1419.

A la mort d'*Andreas Colocensis* (André de Gualdo), Guillaume IV devint évêque et la même question qu'aujourd'hui se posa : ce prélat a usé d'excommunication et a demandé au pape confirmation de la «Caroline». Puis vinrent Esperlin et Walther (Supersaxo). Sous ce dernier, les Valaisans remportèrent la victoire de la Planta. Le prévôt de Béromunster, Jost von «Silinon» lui succéda. Mais il abusa de sa charge (*ampt*) et fut déposé. Mathieu Schiner fut expulsé du pays en 1517 à cause de sa tyrannie (*Tyrani halber*).

Là-dessus, Allet revient à la Caroline. Donations et confirmations sont nulles. Si, en vertu de la donation de Charlemagne, le Chapitre est devenu souverain du pays (*Hoche Herren*), on ne voit pas pourquoi il aurait dû demander la confirmation de ses libertés à des princes et à des empereurs. Ne suffisait-il pas d'exhiber ses titres au cours d'un «*Reichstag*»? Aucun prince héréditaire ne fait confirmer son héritage par l'empereur ou par le souverain pontife.

«Et devant quel juge, et au nom de quel droit peut-on citer un pays en justice? Quel pape a jamais prétendu au droit de conférer l'autorité suprême en Valais (*Hoche Herligkeit*) au moyen d'une lettre de ban (*Banbrief*)?»

«Vous, les députés des VII cantons catholiques, vous voulez nous aider à trouver une solution juridique de nos différends. En vain, car après Dieu, nous n'espérons rien d'autre que la justice⁷⁸. Vous ne pouvez être nos juges, car vous avez pris parti de façon manifeste. Si l'on doit en venir à la voie du droit, le Valais aura recours à des Confédérés impartiaux. Mais, grâce à Dieu, nous avons usé de moyens plus simples, nous avons juré des «*Landfrieden*» éternels.»

⁷⁶ «*so ein Landtshauptman als vice-praefectus vacante Episcopatu praesidiert*».

⁷⁷ On peut se demander ici si les patriotes ne prenaient pas leurs désirs pour du droit coutumier!

⁷⁸ «*nach Gott nit hocheri begerendt dan das recht*».

Allet évoque la Diète de Baden en 1561, lors des luttes confessionnelles de Glaris : son père et Jérôme Weltschen avaient reçu pour instructions de rechercher une entente pacifique, ou de concourir à un arbitrage. Puis il se demande pourquoi l'on n'a pas recouru à la voie du droit en 1604, lorsque l'avoyer de Lucerne écrivait au Bailli Mathieu Schiner que les cantons catholiques soutiendraient les dizains supérieurs si ceux-ci attaquaient les dizains inférieurs.

« A cette époque, l'évêque écrivait secrètement et menaçait le pays d'une invasion effectuée conjointement par Milan, par la Savoie et par les cantons catholiques. N'avait-on pas prévu même la façon de tailler les bailliages ? » Comme preuve de ces faits, Allet cite des racontars d'auberge et le cas d'un nommé Siiber, qui voulait faire de Conches un canton confédéré (*ein Ordt*), dont les autres dizains n'eussent été que les sujets. « On sait très bien, poursuit-il, que les cantons catholiques ont intrigué pour que le cardinal, fils du comte de Savoie, devînt évêque de Sion ⁷⁹.

L'auteur en vient ensuite aux griefs du Chapitre. Il se moque de son argumentation juridique : « Pour ce qui est de la lésion de plus du tiers, les chanoines ont dû apprendre cela chez les philosophes, car nous n'avons conclu aucun marché avec eux (*merckt*). Ils ne peuvent donc invoquer le *Landrecht*. Mais nous leur avons imposé des articles à cause de leur orgueil (*Hochmut*). Les quatre dignitaires ont siégé avec nous ; s'ils trouvaient ces articles trop durs, que n'en ont-ils référé à leurs confrères ? Les cinq ou six députés de chaque dizain, qui siégeaient alors, ne leur ont pas fait un marché (*Rossmerckt*), mais de bons articles.

« S'ils invoquent la lésion (*Ueberzug*), nous invoquons l'article de *fide instrumentorum* (du *Landrecht* de 1571). Si le pape ou l'empereur dressaient un acte authentique, libérant le pays des redevances dues aux ecclésiastiques, ils s'empresseraient aussi de dire que l'on a fait cela à leur insu, que c'est nul et qu'ils doivent conserver leur pouvoir (*Herrschaft*). Et le banneret de renvoyer les chanoines à certains passages du Nouveau Testament, concernant les devoirs des chefs de l'Eglise ⁸⁰.

Allet passe de là au recès de Zoug, relatif au maintien des Jésuites. « Nous n'en voulons point à Loèche, s'exclame-t-il : car ils nous traitent d'hérétiques dans leurs sermons. Entrés chez nous contre notre gré, ils refusent l'obéissance à l'autorité. Faut-il tolérer de tels seigneurs

⁷⁹ Il s'agit du concurrent de l'évêque Jost en 1613. — cf. note 55. Rott (III, p. 104) attribue ceci aux intrigues des Jésuites qui voulurent faire élire évêque l'abbé de Saint-Maurice, sujet de Charles-Emmanuel. Mais la France intervint et l'élection fut annulée. Les Jésuites se vengèrent en accusant H. Jost de favoriser en secret les protestants de son diocèse.

⁸⁰ S. Luc, chapitre 22, S. Marc, 9 et 10, S. Pierre, 1. Epître.

(*Halsherrn*)? Il donne alors un exemple de leurs impertinences à l'égard de l'évêque Adrien II en personne. «Les Suisses supporteraient-ils de telles ingérences de la part de l'évêque de Constance? N'avons-nous pas été chrétiens avant les Jésuites?» Et le banneret d'invoquer la haute autorité d'un mercenaire revenu de Rome, qui aurait dit combien l'on se plaignait de cet ordre à Lucerne comme dans la Ville éternelle. Les Jésuites n'allaient-ils pas jusqu'à commettre des vols?

Un peu plus loin, notre auteur décrit la mauvaise conduite des prêtres valaisans : «Les Jésuites ne leur ont rien appris de bon... nos curés rêvent de devenir seigneurs du pays. En bien des Etats, on a pris des ordonnances contre les Jésuites. A Fribourg, ils sont soupçonnés de meurtre. Quant à moi, dit Allet, j'en ai hospitalisé deux, qui m'ont prêté un livre contenant une poudre empoisonnée : j'en fus malade à mourir pendant deux mois»⁸¹.

Quant au recès de Viège, continue-t-il, il ne fait point partie de l'alliance avec les cantons catholiques. Ces derniers prennent chez eux les décisions qu'ils veulent. Nous prétendons aussi, en Valais, ne rien accepter de contraire à notre «*Landfried*», surtout pas des décrets de curés et de paysans en révolte, qui méprisent les anciennes libertés. Les Conchards ont voulu mettre en vigueur le recès (de Viège) à main armée, ce qui a causé des frais pour 6000 couronnes. Grâce à l'intervention des cantons, ils ont fini par annuler ces décisions. Nous ne les reconnaitrons donc en aucune façon. Nous regardons comme nos protecteurs ceux qui veillent au maintien de nos libertés, de notre «*Landfried*», de notre droit.

Le banneret termine en disant : «Les cantons catholiques se plaignent de ce que nous envoyons un enfant à l'école de Genève (*gan Genff in die schul*) : c'est son co-tuteur et moi (*mitvogt*) qui l'avons décidé, conformément au testament de son propre père. Libres patriotes, nous pensons pouvoir envoyer nos enfants aux écoles que nous jugeons bonnes. Nous ne persévérons pas moins pour autant dans l'ancienne foi chrétienne, apostolique et catholique ; nous y mourrons si Dieu le permet.»

Ainsi écrivait le fier banneret Allet. On aura été frappé, sans doute, du ton protestant de la lettre. La sympathie pour l'école de Calvin est très sensible à Loèche.

Allet est un aristocrate, qui regarde de haut les paysans. Il est à la fois protestant et «patriote», dans le sens que l'on donnait à ce

⁸¹ Un document des archives du Valais (AV, L, 133, p. 49) prétend que les Jésuites auraient empoisonné Allet un 27 décembre, en lui remettant un écrit justificatif où les Pères prouvaient que leur Ordre n'avait pas trempé dans le régicide de Henri IV. On sait que B. Allet avait fait imprimer à Zurich un pamphlet contre les Jésuites (cf. H. Rossi, *Michael Mageran, der Stockalper von Leuk*, Buchdr. Oberwallis, Naters-Brig, 1946, p. 8).

terme, en Valais, au début du XVII^e siècle. Il est nettement hostile à Rome : sa religion n'est pas « romaine », encore qu'il la taxe de « catholique ». Il n'entend point que le pape joue un rôle politique en Valais.

Sa position à l'égard du Saint-Empire paraît singulière : nous montrerons ailleurs que c'est celle des partisans de la Réforme en Valais dès le début du XVII^e siècle. A leur sens, le Valais s'est libéré de tout seigneur, mais il a laissé à son évêque le titre de prince afin de conserver un lien volontaire avec le Saint-Empire. De même, les régales ont été conquises par le Pays, sur la Savoie et c'est désormais le Pays, et non l'Empire, qui les confère à l'évêque, par l'imposition du glaive.

Allet conçoit l'arbitrage fédéral comme le parti évangélique en Valais l'a toujours exigé : il doit se faire par l'intermédiaire des XIII cantons, et non seulement par les cantons catholiques.

L'attitude adoptée à l'égard de Hildebrand Jost n'est qu'une juste vengeance de la trahison d'Adrien II de Riedmatten. La suppression de la Caroline s'impose : elle n'est qu'une fable et le Valais est aussi libre que les cantons suisses, car il a pris part aux guerres de libération de ces derniers. Il en résulte que la forme de gouvernement doit être identique : l'évêque ne peut être qu'un magistrat électif, comme un avoyer ou un magistrat quelconque dans les cantons. Et c'est pour ce motif qu'on pourra lui refuser l'obéissance, voire même le déposer s'il abuse de ses fonctions.

e) La réplique de l'avoyer Pfiffer.

L'avoyer Pfiffer répondit au banneret dans une lettre publiée également par Hidber⁸². Pfiffer était un homme bien connu de l'évêque, et au courant de la question, disent les recès fédéraux⁸³.

Il reproche au banneret de s'être élevé contre le prélat et son Chapitre, après avoir persuadé aux catholiques romains que ces attaques visaient simplement la juridiction civile (*die civilische jurisdiction*), conquise par le pays à la pointe de l'épée, et qu'il ne s'agissait pas de toucher à la foi. En réalité, les patriotes valaisans veulent arracher à leur prince les libertés et les juridictions qu'il possède depuis si longtemps.

Pfiffer proclame ensuite, sans autre preuve, que la donation de Charlemagne est démontrée de tout temps, par des considérations irréfutables⁸⁴.

⁸² Hidber, *op. cit.*, p. 18 sqq.

⁸³ E.A., V, 1, No 903 a).

⁸⁴ Telle était déjà la thèse des cantons forestiers, au XV^e siècle, lorsqu'ils défendaient leur compatriote Jodoc de Silenen (cf. ABS, tiroir 92, No 46). Mais cette croyance est un peu ébranlée au XVII^e siècle.

Pfiffer tente aussi de réhabiliter la mémoire d'Adrien II de Riedmatten, prince si avisé⁸⁵. Sa prétendue trahison n'est qu'une fable. Il n'est pas vrai non plus que les cantons catholiques aient pris parti. La Savoie n'a pas intrigué. «Si vous n'avez pas trompé et violenté le Chapitre au moment de l'élection, s'écrie l'avoyer, c'est que vous l'aviez déjà fait en dévalisant la Majorie de ses titres, en présence du Bailli Schiner.»

Quand il accuse les Jésuites, Allet peut-il désigner des noms et fournir des détails ? Si tel n'est pas le cas, ses allégations n'ont aucune valeur juridique. Et si le banneret était si bon catholique, pourquoi craindrait-il tant ces Pères et ceux de S. François, qui, par leurs exemples, sont la porte du ciel ? L'histoire du mercenaire romain est une invention. S'il existe en Valais des curés athées et criminels, n'y a-t-il plus de justice dans ce pays ? N'y a-t-il pas eu un Judas parmi les Apôtres ?

On sait que les Valaisans promettent beaucoup et tiennent peu, dit Pfiffer. Le recès de Viège a été adopté. C'est une œuvre chrétienne et catholique, utile à notre alliance, et qui doit être maintenue. Autre chose est le *Landfried*, qui se renouvelle constamment. La foi romaine, dont on ne veut plus entendre parler, qu'est-elle d'autre que l'ancienne foi sanctifiante ? On habille le loup d'une peau de brebis...

Le poison des Jésuites doit être un grain de folie qui est monté au cerveau du banneret. Pourrait-il indiquer le nom de ces Pères criminels ?

L'alliance avec les cantons catholiques interdit d'envoyer des enfants en pays sectaire ou néo-croyant. On voit par là si Allet est catholique romain ou calviniste.

L'avoyer poursuit : «Nous n'avons pas envoyé des prêtres pour vous asservir, il s'agissait de vous désaveugler. Dieu jugera la façon dont vous respectez les serments de notre alliance». Il rappelle que l'ancienne coutume de la mazze servait «à l'honneur de Dieu». Puis il montre que le recès de Viège fut bel et bien accepté, car il a reçu un commencement d'exécution : des protestants et non des moindres ont quitté le pays. Du temps de l'ambassadeur français Caumartin, les patriotes ont juré de rester catholiques. Et le recès de Viège n'était-il pas une simple réédition de décisions antérieures, celle de 1592 par exemple ? Seul l'homme du peuple (*der Gemeine Mann*) peut se laisser prendre à l'affirmation des Messieurs qui se disent catholiques.

«Lors du dernier renouvellement de l'alliance, on n'a pas voulu du serment de Sion ni de celui de Loèche, tant que ces dizains n'auraient pas réglé leurs différends avec le Chapitre et l'Evêché, et tant

⁸⁵ «*ein solcher hochgelehrter fürtrefflicher Herr... der kheines anderen instruction gemanglet*».

qu'ils n'auraient pas révisé les articles si injustes. Là-dessus, le capitaine Jossen de Sion a prononcé un long discours (*Sermon*), montrant les conséquences fâcheuses de l'affaire ; il a invité les deux dizains à jurer l'alliance ; il a donné l'assurance que tout s'aplanirait avant la fin de la session. Mais rien ne fut exécuté après le départ des délégués suisses. L'alliance n'a donc pas été renouvelée valablement (*vacierend*). Et Pfiffer donne le conseil d'y mettre ordre au plus tôt.

Du témoignage de Pfiffer, nous pouvons conclure que les articles de 1613 seraient dûs surtout à l'initiative de Sion et de Loèche. Ces dizains auraient obtenu l'approbation des autres en garantissant que cette capitulation ne toucherait pas à la religion. Jossen dut jouer un rôle important dans cette affaire.

Cette réplique prouve, une fois de plus, que l'aspect politique et juridique des démêlés entre l'évêque et les patriotes échappait presque totalement aux Cantons catholiques : la question religieuse l'éclipsait. Ainsi, Pfiffer soutient à peine l'existence de la Caroline. Il se garde bien de dire que les dizains ne forment point un peuple aussi libre que celui des cantons suisses. « Nous autres cantons, dit-il simplement, nous nous sommes libérés, mais nous ne renversons pas les églises pour autant »⁸⁶.

f) Réponse du louable dizain de Sierre aux plaintes du Chapitre.

Le dizain de Sierre avait-il trempé, lui aussi, dans l'attentat contre la « Caroline » ? On pourrait le croire, car il s'est donné une peine toute spéciale pour la réfuter à nouveau dans sa « Réponse du louable dizain de Sierre aux plaintes du Vénérable Chapitre »⁸⁷. Ce document émane du châtelain, conseil et commune de la contrée et dizain de Sierre, dont le sceau est apposé⁸⁸. Il n'a jamais été mentionné, à notre connaissance, et nous en extrayons les principaux passages :

Le conseil et la commune de la contrée de Sierre ont appris, par le recès de la Diète de mai (1614), que le Chapitre remettait sur le tapis

⁸⁶ Dans une note, au dos de ces documents, Pfiffer se demande si c'est bien Allet qui est l'auteur de cette méchante lettre (*spitzigen fhaxen brieff*). Il soupçonne Magéran de Loèche de l'avoir conçue, car c'est son style.

⁸⁷ ABS, tiroir 27, No 62. — La date est incomplète : 16..

⁸⁸ Le châtelain de l'époque était Frantz Perren. Est-ce l'auteur de cet écrit ? On peut se demander si le célèbre Hans Fromb, alias Johannes Preux, qui fonctionnait alors comme capitaine de dizain, n'y a pas quelque droit d'auteur à revendiquer. On sait qu'il fréquenta l'Université de Zurich. Toutefois, d'après les historiens cités, l'auteur pourrait être un ancien étudiant de Bâle. Quoi qu'il en soit, cet écrit révèle que Sierre qui, à cette époque, paraît ralliée au catholicisme, cite publiquement des auteurs protestants et partage la façon de voir des patriotes en ce qui concerne les prétentions du clergé. Certains détails révèlent une façon de penser assez originale.

la défunte Caroline. N'est-elle pas assez réfutée par le fait que Charlemagne a vécu 216 ans après la mort de S. Théodule, puisqu'il a été couronné empereur en l'an 800, comme l'établissent les historiens Henricus Pentaleo, Joannes de Senos, Johannes Carion et d'autres. Du temps de Charlemagne vivait Althée et non Théodule, comme on voudrait le faire avaler à de jeunes enfants⁸⁹ ! Au surplus, poursuivent les Sierrois, nous n'avons jamais vu la donation de Charlemagne ; les confirmations de Rodolphe et de Henri IV n'ont aucune valeur⁹⁰. La corroboration de Charles-Quint prouve, en soi, qu'il n'y a pas eu de donation. Ne dit-elle pas : « *quod huiusmodi iurisdictio et dominium nullo alio documento probari possit?* » Pas de confirmation sans donation, car « *deficiente causa tollitur effectus* ».

Les empereurs ont disposé du comté en faveur des baillis Mönch (Monaci) de Bâle ; faudrait-il en conclure que l'empereur se fit « *usurpator rei donate* » ?

Charlemagne n'a certainement rien donné à un mort. Et si l'on insiste, nous dirons que nos pieux ancêtres, par leur vaillance, par leurs armes, au prix de leur sang, ont soustrait le pays du joug des empereurs et l'ont rendu libre⁹¹. Nous voulons demeurer dans cet état, s'il plaît au Tout-Puissant, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, au prix de notre vie et de nos biens.

Pour preuve de cette libération, le dizain de Sierre allègue : 1) les rudes combats soutenus ; 2) le fait que le pays a conclu des alliances avec des princes, des seigneurs, des cantons, ce qui n'est pas le fait de sujets⁹² ; 3) la conclusion de l'alliance française (*mitt der Kron aus Frankreich*), en 1516, contre le gré et à l'insu de l'évêque (Schiner) et du Chapitre, qui ne sont donc pas, comme tels, inclus dans cette alliance ; 4) la conclusion d'un traité avec la Savoie en 1410, puis d'une alliance perpétuelle ; les Valaisans sont donc de condition libre (*freyer condition*) ; 5) si le pays n'avait pas été libre, il n'aurait pas conclu d'alliance avec les VII cantons catholiques, qui ont été sous dépendance des empereurs, comme tout l'Occident autrefois ; or, des traités perpétuels ont été jurés en 1509, déjà, le 12 mars.

Même argument tiré de l'alliance avec Berne (du 7 septembre 1475) renouvelée à la Saint-André 1500, et à laquelle le Cardinal (Schiner) voulut s'opposer⁹³. On sait pourquoi ce même cardinal, chassé du pays, fit confirmer la Caroline !

La prétention de l'empereur au « *dominium* » tombe devant la reconnaissance de 1293, où l'évêque de Sion avoue qu'il tient de la Savoie

⁸⁹ Suit une liste d'évêques. Stumpf en avait dressé une, de même que Pierre Brantschen l'ancien (cf. BWG, I, p. 391).

⁹⁰ « *Kein bestandt und fundament, als ein sach quae non erat in rerum natura* ».

⁹¹ « *vom keyserlichen Jooch ledig gemacht... auff den freyen fuss gemacht* ».

⁹² « *dan kheine underthanen mitt einem andren Herren punttnuss auffrichten nicht mögent* ».

⁹³ « *wo er die Herren von Wallis nicht für ein frey demokratische regimendt erkendt* ».

«*Regalia et stratam publicam a cruce de Ottans superius usque in finem Sedunensis diœcesis*». Cet aveu fut répété en 1308, et il prouve que l'évêque ne tient pas ses régales de l'empereur, mais du pays, qui a conquis le pouvoir de la Savoie⁹⁴.

Pourquoi les 7 dizains participent-ils au traité de 1348, entre Guichard et Amédée de Savoie ? L'évêque n'est pas prince absolu⁹⁵ et les Valaisans ne sont pas ses sujets. Et les Sierrois de citer encore à l'appui les traités analogues de 1384 et 1400.

Tout cela n'aurait point eu lieu si le Valais n'avait pas été un Etat libre⁹⁶. «Il en résulte aussi que nos pieux ancêtres ne se sont pas inclinés devant la Caroline»⁹⁷. N'était-ce pas plutôt le Chapitre et l'évêché qui étaient sujets et que les Valaisans ont libérés⁹⁸ ?

Les articles jurés après le serment d'obédience devront donc être observés fermement (*stiff und vest*). On décidera de leur revision en les prenant *ad referendum*. Les anciens documents établissent que le pays est libre et démocratique, «*ein frey Demokratisch Landt*». «Que le Chapitre nous laisse donc nos privilèges et ne nous reparle plus de la Caroline. Nous promettons à l'évêque l'obédience due».

g) Le dernier mot de la Diète du Valais.

On ne sera pas surpris en apprenant que la Diète, dans sa session du 2 au 5 août 1614, refusa de restituer la Caroline et de modifier les articles de 1613 «pour l'instant».

Les députés des VII dizains se réunirent au préalable pour s'entendre sur ce sujet⁹⁹. Ils constatèrent que leurs instructions étaient uniformes : la Caroline et sa teneur sont totalement inconnues au pays. Ils la repoussent «au prix de leur vie, de leurs biens, comme peuples d'un Etat libre¹⁰⁰, qui ont hérité la liberté de leurs ancêtres, y ont vécu, et que Dieu tout-puissant a rendus libres et maintenus tels par leur valeur et effusion du sang».

⁹⁴ «*das die Bischöffen von Sitten Regaliam nit von Keysern, sunders von der Landschafft Wallis habendt, als von denen welche die selbe mitt Heeres kraft erobert*».

⁹⁵ «*Dan niemahlens geschen das ein absolutischer fürst underthanen in pündtnussen mitt und erbendt ihm genampset zuo werden verwilliget*».

⁹⁶ «*Wan neüsswas dazumhall ein fromme Landtschafft nit in freyem Sthandt gewest*».

⁹⁷ «*der erdichten Carolinen sich nie underjochet*».

⁹⁸ «*ja vill mehr das Bisthumb und Capittel so ebenmessig in subjectione war, nitt allein conserviert sunders villmehr widerumb auff freyem fuoss geholffen*».

⁹⁹ de Courten, III, p. 461.

¹⁰⁰ «*... die substenz... ganz unerhört und unbekannt... widertriben uff lyb, leben, quott und bluott... als fryes standtslütt und Völeker...*»

Ils demandent à l'évêque et au Chapitre «qu'il ne soit à perpétuité point fait mention de la Caroline, comme chose qui n'a jamais eu l'être¹⁰¹... On n'a aucunement l'intention de se désister en quelque point de l'acte (*Urkundt*) érigé, mais de s'y tenir fermement».

Pour les articles de la capitulation, «la majorité des dizains a consenti à une revision des dits ; la minorité a pris *ad referendum*... la commission désignée pour rechercher les titres et écrits, renfermés dans la chancellerie d'Etat ou grotte, n'a pas encore accompli sa tâche, et cela demandera encore quelque temps...»

Malgré toutes ces déclamations, les Cantons catholiques ne parvinrent jamais à discerner autre chose, sous ce mot de «liberté», qu'un prétexte contre la religion : «*Die falsch zugebildete Persuasion und Prätext des Wörtlins Fryheit*»¹⁰².

La diète tenue du 2 au 5 août 1614 s'acheva dans la dispute. Les patriotes prétendirent que le siège du Bailli, dans la salle des séances, à la Majorie, avait souvent changé de place, au cours de cette session, et avait fini par se trouver derrière celui des ecclésiastiques, ce qui était intolérable¹⁰³. A leur avis, le Bailli avait toujours occupé le siège le plus rapproché (*zunechst*) de sa Grandeur.

Le Chapitre céda, pour cette fois (*umb das mal*) ; mais les patriotes voulaient une reconnaissance définitive de la préséance du Bailli. Ils menacèrent de quitter la salle pour prévenir les conseils et les communes.

A la diète de mai 1615, l'évêque rappela que le Chapitre avait voix délibérative dans l'élection du Bailli, cérémonie à laquelle ils étaient convoqués en vertu d'un ancien usage. La concession des chanoines ne valait que pour la dernière séance. Et il offrit la voie du droit devant les Confédérés ou devant le Légat du Pape.

Les députés furent intransigeants : le recès de 1614 signifiait, de la part du Chapitre, renonciation définitive à un siège qu'il avait occupé de manière abusive.

Il s'ensuivit une grave discussion, où le chancelier d'Etat fut accusé «d'avoir interpolé le passage à plaisir, à l'insu du clergé». L'évêque proposa encore la voie du droit et déclara qu'il ne permettrait plus d'élection du Bailli tant que cette injustice ne serait pas réparée.

Les patriotes menacèrent de tenir diète à Sierre, pour désigner un nouveau Bailli. Le clergé céda, mais sans préjudice pour les droits réciproques. Antoine Waldin devint Bailli, et Zuber, vice-bailli¹⁰⁴.

Entre temps, Hildebrand Jost adressait des lettres pessimistes aux VII cantons catholiques, qui demandaient des informations et

¹⁰¹ «... als eines dings dass nie in wesen gsyn ist... und in ewigkeit nit mehr gedencken...»

¹⁰² E.A., V, 1, No 907 a), le 12 octobre 1615.

¹⁰³ de Courten, III, p. 462. — Cf. Grenat, p. 197.

¹⁰⁴ de Courten, III, p. 499 sqq.

envoyaient en Valais des agents officieux : ils redoutaient l'oppression des « régales, antiques libertés et justices de l'évêque et du Chapitre, pour le plus grand danger de la religion catholique et des appuis militaires indispensables aux VII cantons »¹⁰⁵. Le nonce s'émouvait aussi et redoutait l'influence de Berne¹⁰⁶.

En octobre 1615, l'évêque fit part de ses griefs contre les Valaisans : il citait les articles de 1613 et le refus d'accepter le recès de Viège. Il se plaignait en outre de ce qu'on plaçait le Chapitre derrière le Bailli, contrairement à la coutume¹⁰⁷.

4. L'alliance séparée de Conches et nouveaux débats (1616 1617)

La France et l'Espagne se livraient toujours une guerre d'influences en Valais¹⁰⁸. Conches, Brigue et le Tiers de Mörel avaient envoyé auprès du comte Fuentès, gouverneur de Milan pour l'Espagne, l'ancien banneret Martin Jost et le châtelain Gaspard Owlig. Ces derniers revinrent, porteurs d'un traité séparé, conclu sous réserve de ratification par ces communes. Naturellement, les dizains inférieurs et la France firent une vive opposition¹⁰⁹.

Sous la pression des autres dizains, Brigue céda assez vite. Mais Conches résista¹¹⁰. On menaça ce dizain de le priver de bénéfices et pensions et on lui proposa la voie du droit, conformément au *Landfried*.

Conches manifesta son mécontentement en n'envoyant aucun député aux diètes entre juin et octobre 1616. Il paraît bien douteux que l'évêque Jost ait appuyé ses combourgeois : Grenat fait justement observer que les Conchards n'ont jamais invoqué sa complicité pour se disculper¹¹¹.

Les partisans de l'alliance espagnole prenaient une attitude démagogique, conspuaient les autorités, que l'on désignait alors du nom de « Herrlin », c'est-à-dire : les « petits Messieurs ». De Courten nous montre que le Bailli Schiner était spécialement visé¹¹².

¹⁰⁵ E.A., V, 1, No 900 et No 903 a) (août 1615).

¹⁰⁶ *ibidem*, No 889 c).

¹⁰⁷ *ibidem*, No 907 a).

¹⁰⁸ Cf. Grenat, p. 164 et 202.

¹⁰⁹ de Courten, III, p. 507 sqq., 512 sqq., et Rott, III, p. 132 sqq.

¹¹⁰ de Courten, III, p. 533 et 540.

¹¹¹ Grenat, p. 215. — Cf. Rott, III, p. 133.

¹¹² de Courten, III, p. 579. — Cf. E.A., V, 1, No 936 beilage zu a), oct. 1616.

Les cantons catholiques s'occupèrent de ces incidents dès juillet 1616, et décidèrent d'observer une stricte neutralité¹¹³. En octobre, ils envoyèrent quelques délégués en Valais¹¹⁴. Ceux-ci furent bien reçus par les Conchards, qui les escortèrent jusqu'à Sion, où siégeait la Diète. Mais les députés des autres dizains les reçurent froidement (*kaltmütig*)¹¹⁵.

Les délégués des cantons décidèrent de prendre l'affaire de Conches *ad referendum* : ils n'avaient pas pouvoir de prononcer une sentence. Aussitôt, les dizains inférieurs se déclarèrent en mesure de trancher ce différend dans le pays, selon le *Landrecht*. Ils repoussèrent tout arbitrage des cantons catholiques.

De fait, en janvier 1617, ils firent jurer aux rebelles de Conches de se tenir tranquilles, infligèrent des amendes aux plus turbulents, prohibèrent les « citations dans la vallée de Josaphat » et, finalement, le traité avec Milan fut annulé¹¹⁶.

Hildebrand Jost ne perdait point de vue les violences qu'il avait subies lors de son élection. Le pape avait envoyé deux brefs aux dizains, mais sans succès¹¹⁷. L'évêque s'en plaignit à la diète de juin 1616¹¹⁸. Mais chaque fois qu'il disait que le pays lui était sujet, il s'attirait la réponse que le Valais s'était libéré. La souveraineté n'appartient pas à l'Eglise, affirmait la Diète¹¹⁹.

Le Pape et le Nonce avaient insisté pour la restitution des biens enlevés à l'Eglise et pour la correction des articles de 1613. La Diète de mai 1617¹²⁰ répliqua que rien n'avait été emporté et que l'on respectait aussi bien Hildebrand Jost que ses prédécesseurs.

Lorsque l'évêque protesta contre ceux qui envoyaient leurs enfants aux écoles hétérodoxes, Loèche proclama que les patriotes étaient libres et se vengea en recevant fort mal Hildebrand Jost lors de sa visite du 24 juin de la même année¹²¹.

En décembre, la diète contesta les compétences du pape en matière matrimoniale et prétendit en juger, en dernière instance, moyennant concours de l'évêque. Elle réclama en outre une réforme de

¹¹³ E.A., V, 1, No 928 a) et No 933.

¹¹⁴ *ibidem*, No 936, et de Courten, III, p. 557.

¹¹⁵ Les Conchards étaient descendus en grand nombre : le recès original signale 11 députés et 21 paysans anonymes. — Cf. E.A., V, 1, No 938, nov. 1616.

¹¹⁶ de Courten, III, p. 573 sqq. et 581.

¹¹⁷ E.A., V, 1, No 914.

¹¹⁸ de Courten, III, p. 545 sqq.

¹¹⁹ de Courten, III, p. 581.

¹²⁰ AV, L 1, V 2.

¹²¹ Grenat, p. 203. — Rott rapporte (III, p. 284) que « Jost fut sommé d'apposer son seing sur un acte destiné à abroger les dispositions du recès de Viège, relatives à l'expulsion éventuelle de quelques familles protestantes disséminées dans la vallée du Rhône. Devant son refus, l'élément populaire se souleva et contraignit l'évêque à prendre la fuite avec grande honte et ignominie et danger de sa vie ».

l'Etat «qui sera élaborée par des ecclésiastiques et des civils, et ratifiée par les dizains et le clergé». Il s'agissait d'instaurer «des procédures régulières, en conformité des droits canoniques, impériaux, droit écrit et statuts du pays». La commission qui devait s'en occuper se composait de G. Lergien, S. Zuber, J. Rhotten, M. Magéran, Junker Fromb, Junker Petermann am Hengart ¹²². Mais l'évêque ne parut guère enchanté de ce programme.

5. Alliances avec les Grisons, Berne et la France (1618)

Les guerres de religion sévissaient dans les Grisons, où le parti hispano-catholique des Planta se heurtait au fameux Jörg Jénatsch. Au tribunal de Thusis répliquait le tribunal de Coire. Le siège épiscopal fut menacé, des protestants furent massacrés en Valteline, bailliage qui fut perdu pour les Grisons en 1620. Et ce fut l'invasion autrichienne.

Rien d'étonnant si, dans ces circonstances, les cantons catholiques virent d'un mauvais œil le renouvellement de l'alliance entre le Valais et les Liges ¹²³, et y discernèrent, en mars 1618, une atteinte à la vraie foi. Ils se préparèrent à écrire ou à envoyer une ambassade en Valais, pour offrir la voie du droit ¹²⁴.

Le comble fut qu'au début de juin se renouvelait, à Sion, dans la cathédrale, en présence de l'évêque et du Chapitre, l'alliance avec la ville de Berne ¹²⁵.

Les protestants reprenaient de l'audace. Le dimanche de Quadragésime, le peuple avait été chassé de la cathédrale de Sion ; des Jésuites et des Capucins avaient été molestés ¹²⁶.

Comme le Valais persistait à renouveler l'alliance avec les Liges, l'ambassadeur de France, Miron, encouragea les VII cantons à s'y opposer. C'est que la France suivait, provisoirement, une politique de conciliation à l'égard de l'Espagne ¹²⁷. D'autre part, depuis l'alliance séparée de Conches, le Valais sentait le besoin pressant de s'arranger

¹²² de Courten, III, p. 599.

¹²³ Il devait avoir lieu le 19 juillet 1618 : de Courten, III, p. 611.

¹²⁴ E.A., VI, I, No 8. — Cf. Rott, III, p. 252.

¹²⁵ E.A., VI, I, No 17.

¹²⁶ Grenat, p. 204, p. 208 sqq. — *Gallia Christiana*, XII, instrum. 33.

¹²⁷ E.A., VI, I, No 18.

avec Milan, au point de vue commercial du moins. La Diète de juin décida la conclusion d'un «*modus vivendi*» avec cette puissance ¹²⁸.

Tout à coup, on apprit que sa Majesté le roi de France avait reçu l'évêque de Sion et le Chapitre dans son alliance et sous sa protection spéciale. Louis XIII rappelait le pays à l'obéissance qu'il devait au prince-évêque.

Or, nous avons vu que les dizains entendaient être seuls compris dans l'alliance française, à l'exclusion du clergé. L'attitude du roi les blessa : n'étaient-ils pas Hauts Seigneurs du pays, protecteurs de l'évêché, et seuls compétents pour conclure des traités ? Hildebrand Jost avait dû intriguer pour mettre le pays sous protection de la France. Il s'agissait de ne plus le reconnaître comme évêque, de le priver de toute juridiction, et de suspendre tous les droits du Chapitre aussi longtemps que cette alliance et ce protectorat ne seraient pas révoqués ¹²⁹.

L'évêque protesta de son innocence, assura que la chose s'était conclue à son insu, sur l'initiative des cantons catholiques. Mais les patriotes n'en crurent rien ¹³⁰.

Sébastien Zuber et Nicolas Kalbermatter contraignirent l'évêque à annuler l'alliance projetée. L'évêque n'eut même pas une heure pour

¹²⁸ de Courten, III, p. 616. Sur ce nouvel ambassadeur, Robert Miron, cf. Rott, III, p. 140 et 205 sqq. Président de chambre au parlement de Paris, président du Tiers aux Etats-Généraux de 1614, il était ennemi déclaré des Jésuites, catholique peu zélé... acquis sans réserve au doctrinarisme gallican.

¹²⁹ de Courten, III, p. 621 (fin juin 1618). Selon Rott (III, p. 285), H. Jost écrivit aux cantons qu'il avait été dépossédé, le 22 juillet, de la plupart de ses droits régaliens ou épiscopaux, parmi lesquels de ceux de confirmation et de visitation dans son propre diocèse.

¹³⁰ Pourtant, les recès fédéraux parlent en faveur de l'évêque : en janvier 1615 déjà (E.A., VI, 1, No 885, f), les cantons catholiques se demandaient s'il ne serait pas très utile d'inclure l'évêque et le Chapitre de Sion dans l'alliance française afin de maintenir la foi catholique en Valais (cf. Rott, III, p. 284). — En octobre 1615 (E.A., V, 1, No 907, a), Zoug demanda une diète dans ce but, et il semble que l'on ait prié l'ambassadeur Jeannin de Castille de favoriser la chose. Rott (III, p. 133) nous dit que celui-ci s'y refusa et fit remarquer que le roi de France n'avait aucun intérêt à se constituer protecteur de princes ecclésiastiques faibles et continuellement en luttes avec leurs sujets ou voisins, alliés de la couronne. En janvier 1618 (E.A., VI, 1, No 1, c), trois députés des cantons catholiques s'entretiennent de leur projet avec le sieur de Vic. Pfiffer est chargé de rédiger un mémoire en faveur des catholiques du Valais et l'ambassadeur Miron promet de veiller à ce que les pensions ne passent plus, « en majeure partie, aux mains des néo-croyants. Ces propositions sont accueillies avec joie (Cf. E.A., *ibidem*, No 2, a), et de Courten, III, p. 627).

Comment alors H. Jost en vient-il à dire : « j'ai été contraint de solliciter l'alliance et protection de la France » (cf. *Gallia Charistiana*, XII, instrumenta, col. 473) ? A notre sens, la « contrainte » a pu venir des cantons. C'est la même interprétation qu'il faut donner à cet autre texte : « l'alliance laquelle nous avons voulu faire » (AV, L 142, p. 130). Mais il peut s'agir aussi de l'appui que Jost fut contraint de redemander au roi après la diète de décembre 1618, et dont nous reparlerons (cf. Rott, III, p. 285). Dans une lettre adressée au Pape, les Valaisans iront jusqu'à dire que l'évêque a sollicité cette alliance, mais que le roi s'y est refusé (en 1627) ! (cf. de Courten, IV, p. 71). Dans un autre passage des recès, l'évêque avoue avoir sollicité le roi, et dit que la révocation de cette alliance est nulle, car il a été contraint (à l'annuler) (de Courten, IV, p. 95).

réfléchir. Viège et Loèche menacèrent de se soulever. H. Jost dut reconnaître le pays comme pouvoir suprême et protecteur de l'Eglise ¹³¹.

Naturellement, il dut protester contre l'audace de la Diète, car en décembre 1618, il déclare qu'il renonce à la protection du roi, mais entend demeurer son allié (*Bundesmann*) en qualité de prélat. Miron et les cantons catholiques insistèrent fort pour le maintien de cette alliance ¹³².

On comprend que les députés catholiques, survenus à Sion au moment de ces démêlés, aient trouvé un assez mauvais accueil de la part des dizains ¹³³ : en effet, ils ne purent convaincre la Diète valaisanne de renoncer à l'alliance grisonne ; les dizains soutenaient que leur combourgeoisie avec les Waldstätten n'excluait aucunement le droit de conclure d'autres alliances.

On leur répliqua que le système d'arbitrage prévu avec les Grisons était incompatible avec la combourgeoisie, et que le fait de ne pas invoquer les Saints dans le traité avec les Liges était une atteinte à la vraie foi et, par là, à l'alliance avec les cantons catholiques.

On échangea des reproches, et on proposa la voie du droit. A leur retour, les délégués des cantons établirent le bilan suivant : échec de l'alliance française avec l'évêque, impossibilité d'empêcher l'alliance grisonne ¹³⁴.

Les ambassadeurs Miron et de Vic firent part de leur surprise au Valais, qui répondit par une lettre au roi de France : on y expliquait que la constitution du pays ne permettait pas l'inclusion de l'évêque dans l'alliance et qu'au surplus, la religion n'avait rien à craindre ¹³⁵.

Preux, Magéran et Zuber furent dépêchés auprès des ambassadeurs pour s'expliquer encore ¹³⁶. Ils devaient prier la France de rétablir le trafic avec Milan ¹³⁷, et exiger l'égalité de traitement avec les autres cantons en ce qui concernait les pensions, les privilèges, le commerce du sel, les étudiants stipendiés, etc. Mais les cantons catholiques avaient mis en garde les ambassadeurs contre les allégations des trois Valaisans, en particulier lorsqu'ils garantissaient le maintien de la religion en Valais ¹³⁸.

¹³¹ de Courten, III, p. 627. — Voir le récit de l'évêque chez Grenat, p. 208. — L'acte date du 4 juillet (AV, carton 61, No 2, copie de 1627, et E.A., VI, 1, No 27, zu h).

¹³² de Courten, III, p. 645, et E.A., VI, 1, No 27, zu h).

¹³³ Diète de juillet. Les délégués se plaignirent de «*Trutz und Ungelegenheit* : E.A., VI, 1, No 25 b), et de paroles désobligeantes. — Miron, dans sa relation (p. 275), dit : «les députés catholiques sont outrageusement chassés du Valais et ne se sont réconciliés que deux ans plus tard».

¹³⁴ Cette cérémonie eut lieu à Coire, du 19 au 23 juillet 1618. (E.A., VI, 1, No 26). — Les Cantons catholiques ne crurent pas opportun d'utiliser la voie du droit pour cette fois (cf. E.A., VI, 1, No 27).

¹³⁵ de Courten, III, p. 634 et 643.

¹³⁶ E.A., VI, 1, No 33.

¹³⁷ Cf. Rott, III, p. 286.

¹³⁸ E.A., VI, 1, No 24, et Rott, III, p. 282.

L'ambassadeur Miron nous apprend¹³⁹ que «la même année, les Valaisans envoyèrent à Milan, pour le commerce et la façon de vivre qu'ils voulaient pratiquer. Nous arrêtâmes leur députation, continue-t-il, et envoyâmes au pays les députés auxquels nous fîmes signer un accommodement avec notre avis ; et envoyâmes de notre part à Milan pour obtenir le dit commerce ; et on apporta de la part du duc de Milan un consentement à exécuter le traité d'Asti»¹⁴⁰.

C'est de Vic qui dut en être chargé, car les cantons protestants, furieux, voulurent demander à la France de le retirer¹⁴¹. A la Diète de Baden, les députés du Valais, Preux et Mathieu Schiner, proclamèrent sans ambages qu'ils ne protégeraient l'évêque et le clergé que s'ils se conduisaient dignement («*so lange in ihrem Beruff ehrbar und züchtig lebe*»).

6. Revanche momentanée du catholicisme en Valais (fin 1618)

Pendant ce temps, Hildebrand Jost s'appliquait à mettre en vigueur les décrets du Concile de Trente. C'est ce qui semble ressortir des plaintes de la Diète de septembre 1618¹⁴², qui ne voyait en tout cela qu'atteintes à la liberté. Les patriotes méditaient toujours une «réforme de l'Etat, fixant les rapports entre le temporel et le spirituel». Ils accusèrent bientôt les Jésuites d'avoir réveillé la Caroline et d'avoir embrouillé les rapports avec la France¹⁴³.

La Diète de décembre 1618 tourna à l'aigre¹⁴⁴. L'évêque tergiversait : il voulait bien renoncer à la protection de Louis XIII, mais pas à son alliance. De plus, il dénonçait les innovations de Loèche et de Sion en matière religieuse¹⁴⁵. Fort de l'appui de la France, il rappelait que les Etats catholiques observaient le Valais et n'y toléreraient point la nouvelle foi. Il laissait entrevoir le danger qui en résulterait pour la liberté.

¹³⁹ Miron, *op. cit.*, p. 275.

¹⁴⁰ Cf. Rott, III, p. 286.

¹⁴¹ E.A., VI, 1, No 36.

¹⁴² de Courten, III, p. 635. Cf. à ce sujet la lettre de convocation du 18 mai 1620, dans ABS, 205/63.

¹⁴³ Grenat, p. 212.

¹⁴⁴ Grenat, p. 213, et de Courten, III, p. 643 sqq.

¹⁴⁵ Cf. Rott, III, p. 285.

Aussitôt, les V dizains supérieurs, qui se portaient en outre garants du catholicisme des «riverains», dans les dizains de Sion et de Loèche, proclamèrent leur attachement à l'ancienne foi et supplièrent les chefs-lieux de Sion et de Loèche de renoncer à leurs innovations. Il n'était pas besoin pour autant de renoncer à la liberté, puisque les ancêtres s'étaient bien trouvés de la foi catholique et avaient pu, avec elle, se dégager de la tyrannie des féodaux et de l'étranger. Ni les conseils, ni les communes, ni les Etats catholiques ne voudront d'innovations religieuses ¹⁴⁶.

La France recommanda à Lucerne de continuer à assister Hildebrand Jost. C'est à la suite de cette diète de décembre 1618 que l'évêque crut devoir «implorer derechef la Protection du Roy Très-Chrétien». Louis XIII répondit à cet appel en janvier 1619 ¹⁴⁷.

7. La rébellion et l'accord de 1619

L'année 1619 débuta par une demande de secours de la part des Ligues Grises. En février, les VII cantons catholiques croyaient savoir que le Valais se disposait à y donner suite ¹⁴⁸.

Après la diète de décembre, on pouvait croire l'évêque en sécurité. Grenat nous dit que le mot de «liberté» électrisa de nouveau les fiers montagnards. En tout cas, les députés de Sion et de Loèche ne se tinrent pas pour battus.

¹⁴⁶ de Courten, III, p. 649. — Ce revirement s'explique: fort de l'alliance bernoise et grisonne, comme en 1600 déjà, le parti évangélique, quoique minoritaire, avait repris de l'audace. Mais en 1618, la réaction catholique pouvait s'appuyer sur la France. L'union qui s'était réalisée en 1613, contre l'évêque, pour des motifs temporels, se dissolvait dès qu'il s'agissait de problèmes purement religieux. On peut toutefois se demander si, sans l'appui de Louis XIII, les dizains «catholiques» auraient si bien tenu tête aux centres évangéliques de Sion et de Loèche, quand ces derniers demandaient à l'évêque «si oui ou non sa Grandeur les regardait comme libres patriotes et libre République au temporel».

Sion et Loèche se retirèrent en demandant si la liberté de religion existait ou non chez nous (*ob die Religion... frygelassen oder nitt*). Sierre semble avoir joué un rôle de médiateur et conseilla le *statu quo* dans le domaine religieux et civil, jusqu'au moment où l'on s'entendrait sur la réforme de l'Etat projetée (cf. Grenat, p. 214 et 199, in fine).

Voici les députés de cette diète, donnés par le recès original: pour Sion: G. Jossen, J. Waldin, Anthoni am Heingart, B. Wyss, M. Kuntschen et H. de Nindaz (pour Savièse). — Pour Loèche: Anthoni Zengafinen, Anthoni Heymen, Michel Mageran, Peter Allet, H. Otschier. — A Sierre, nous retrouvons, entre autres, Hans Fromb (Jean Preux).

¹⁴⁷ Cf. Rott, III, p. 285.

¹⁴⁸ E.A., VI, I, No 53 b).

Dans sa relation, l'ambassadeur Miron note : « au dit an 1619, nouvelle querelle en Vallay contre l'évesque, par la menée d'Alexis, ministre de Genève, et par les Bernois... l'évesque courut fortune de la vie » ¹⁴⁹.

Sébastien Zuber convoqua une diète à Sierre, en janvier 1619. Sauf pour Loèche, les députés furent en petit nombre : Sion n'y délégua que M. Kuntschen et B. Wyss. Zuber motivait ainsi la réunion : l'évêque n'a pas répondu clairement au vice-bailli s'il tenait les Valaisans pour libres patriotes, vivant en République et en démocratie ¹⁵⁰. Zuber accusait en outre le prélat d'être l'auteur de mandements insolites, de s'être proclamé « Haut Seigneur » et d'avoir souligné cette prétention en se disant allié du roi de France.

Puisqu'il en est ainsi, continue-t-il, l'obédience envers l'évêque sera levée, la judicature et l'exercice de la justice passeront au vice-bailli. Ce dernier écrira au Bailli Nicolas Kalbermatter, actuellement à Turin, pour lui expliquer cette décision. Cinquante témoins établiront que l'évêque a favorisé les intrigues de Conches à Milan, et qu'il a eu l'audace de percevoir ensuite 500 livres d'amendes sur les coupables. Quant à son frère Hans (Jost), il aurait bien réduit l'évêché en bail-liage (*Vogty*) si la Diète de Baden ne s'y était opposée ¹⁵¹.

Puisque l'évêque a manqué à ses promesses, dit Zuber, l'obédience est dénoncée ¹⁵². Il ne pourra entretenir de rapports avec l'étranger. Mais que chacun conserve son calme... les conseils et communes se souviendront que nous ne sommes qu'un corps et qu'un Etat !

¹⁴⁹ Miron, *op. cit.*, p. 278 et 310. Le rôle de ce pasteur genevois, originaire de l'Engadine et mort à Genève en 1626, resterait à élucider. *Gaspard Alexius*, réclamé par le Conseil des Liges, se rendit de Genève aux Grisons en mars 1617 ; il y retourna en novembre et en repartit en mars 1619. En 1618, il fut prisonnier à Innsbruck pendant huit mois. Prédicateur fougueux, il menaça l'évêque de Coire et ses chanoines. Il fut professeur de philosophie au collège de Calvin (cf. P.-F. Geisendorf, *Annalistes genevois du début du XVII^e siècle*, dans *Mémoires et Documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, tome XXXVII, 1942, p. 624). Les Cantons catholiques parlèrent, pour l'an 1619, d'une « *Genessische conspiration* », c'est-à-dire d'une offensive de grande envergure de la part du calvinisme (cf. G. Baserga, *Il movimento per la Riforma in Valtellina e le sue relazioni con Ginevra*, dans *Società Storica per la Provincia et antiqua Diocesi di Como*, fasc. 85, p. 9—14).

¹⁵⁰ de Rivaz, se fondant sur des documents de Paris, assure que cette question avait été posée par le docteur B. Wyss ; celui-ci aurait demandé à l'évêque s'il parlait en qualité de prélat ou de prince (*Opera Historica*, XVIII, p. 227).

¹⁵¹ Grenat ne voit ici, à bon escient croyons-nous, qu'un tissu de calomnies.

¹⁵² de Courten, III, p. 660. — Sion profita de la circonstance pour réclamer l'expulsion des Jésuites et « autres traîtres ». C'était la revanche du parti protestant. Comment Zuber s'y prêta-t-il ? Penchait-il vers la Réforme, ou n'était-il qu'un farouche « démocrate » ? On sait qu'il avait étudié à Fribourg en Brisgau (avant l'arrivée des Jésuites, il est vrai), et qu'il s'était montré favorable à l'introduction des Capucins en Valais (cf. *BWG*, IV, p. 111). Peut-être lui reprochait-on, dans les milieux protestants, d'avoir élu, de concert avec Allet et Jossen, un évêque trop catholique, et essayait-il d'expier son erreur... On expliquerait ainsi l'acharnement de Zuber et du dizain de Loèche en 1619. Quoi qu'il en soit, Zuber mourut, des suites d'une chute, dans les escaliers de son hôte, le colonel Ambuel (cf. *Chronique* de G. Bérody...

Zuber se rendit chez l'évêque et le pria de déclarer ouvertement si les Valaisans constituaient, comme de tout temps, une libre République et une démocratie.

La Diète de février 1619, tenue à la maison de ville de Sion, révèle une discussion en règle à ce propos¹⁵³. Hildebrand Jost aurait soutenu que les patriotes étaient les membres d'un corps dont lui-même représentait la tête, c'est-à-dire le souverain. Sa réponse, relative au régime démocratique, devait rester en suspens jusqu'à la réforme projetée.

On reprocha toujours à l'évêque de violer le «*Landrecht*» et les articles de son élection, d'envoyer des mandements insolites, de se mettre sous protection étrangère et de soulever les dizains. Mais, cette fois, les protestants ne devaient pas l'emporter comme à Sierre. Même pour Sion, les députés des communes riveraines l'emportaient en nombre sur les mandataires de la bourgeoisie. Les dizains supérieurs, inquiets sans doute de la tournure prise par la dernière diète, avaient envoyé de nombreux représentants.

Quelques dizains avaient bien reçu pour instruction d'enlever à l'évêque tout gouvernement temporel, et d'en élire un autre. Mais la majorité ne venait que pour prendre, *ad referendum*, les griefs lancés contre le prince. On décida donc de rédiger ces griefs, ceux du pays et ceux de chaque dizain, et d'en référer. Le dimanche suivant, 21 février, toute la population masculine devait être convoquée pour entendre la lecture de ces pièces et du «*Landfried*».

En mars 1619, Hildebrand Jost se plaignit de la Diète aux cantons catholiques. Des lettres envoyées par l'ambassadeur Miron avaient amené un certain apaisement. En avril, Schwyz demandait même que l'on cessât d'intervenir sans trêve à propos du Valais¹⁵⁴, afin que les dizains bien intentionnés n'en vinssent pas à soupçonner les cantons¹⁵⁵.

Le duc de Savoie, à son tour, sur demande des VII cantons, écrit au Valais¹⁵⁶.

Fribourg, 1894, éditée par P. Bourban, p. 168). Au XVI^e siècle, les Ambuel passaient pour une famille d'hérétiques. Melchior, aubergiste à Sion, fut qualifié de «tout à fait calviniste» (cf. Possa, *BWG*, IX, p. 193). Mais notre colonel Balthasar s'était converti en décembre 1620, après un voyage à Rome, et cessa d'être suspect (cf. *ABS*, 204/14, p. 144). En 1622, sa femme Vrena et lui sont rendus «participants des bonnes œuvres» des RR. Pères Capucins, par le provincial de Savoie, «pour bienfaits accordés» (AV, fonds Ambuel, M, fascicule 7, No 2). Nous ne pourrions donc pas dire qu'en mai 1639 Zuber rendit son âme entre les mains d'hérétiques! Son cas reste un problème.

¹⁵³ de Courten, III, p. 663.

¹⁵⁴ *E.A.*, VI, 1, No 54 a et 57 b. — Cf. AV, carton 23, No 56 et 57, lettres de Miron au Valais (26 févr. et 15 avril 1619).

¹⁵⁵ Nous savons, en effet, que les dizains supérieurs tenaient tête à Sion et à Loèche. Quant à Miron, il ne se gênait pas d'écrire au Valais, comme aux Trois Lignes, de mettre un terme à leurs procédés violents (*E.A.*, VI, 1, No 61 c).

¹⁵⁶ de Courten, III, p. 669 sqq., et Grenat, p. 221.

L'ambassadeur Miron s'attribue tout l'honneur de cette pacification. Mais il se peut que la justification de l'évêque, répandue dans tous les dizains en juin 1619, et dont Grenat donne le texte¹⁵⁷, ait fait réfléchir les patriotes, qui donnèrent à leur prince l'autorisation de se justifier.

Les quatre dignitaires du Chapitre, Jean Schmidt, doyen de Sion, H. Jost, doyen de Valère, J. Lergien, sacristain, et P. Bonivini, chantre, ainsi que six autres chanoines, assistèrent à la Diète du 9 juin 1619, présidée par le Bailli Nicolas Kalbermatter en personne. Celui-ci s'adjoignit 4 dignitaires et 4 autres chanoines, plus deux délégués par dizain¹⁵⁸.

Cette « commission d'arbitrage » rédigea un projet. Mais les chanoines demandèrent aussitôt que l'annulation de la Caroline ne leur cause aucun préjudice. La liberté du pays et les articles de 1613 remirent tout le monde en émoi !

Le surlendemain, l'évêque apportait un nouveau projet à sa convenance. Il demandait que l'affaire ne fût pas portée *ad referendum* devant les communes. Il entendait conserver la haute seigneurie, obtenir révocation des articles de 1613, car aucune concession n'était valide sans autorisation de Rome.

Une commission plus réduite rédigea un troisième projet de conciliation, que le prince repoussa. La Haute Seigneurie et l'appartenance des Régales à l'Eglise seule faisaient toujours l'objet de vives controverses. Il en résulta un quatrième projet !

Mais l'évêque reprit le troisième projet, qu'il essaya de concilier avec le sien¹⁵⁹. Les dizains inférieurs réclamèrent le referendum aux conseils et communes.

Deux jours plus tard, le clergé protestait encore. Lassée, la Diète trancha : on s'en tiendra à la quatrième rédaction et l'Etat prendra parti désormais contre quiconque innovera.

Le lendemain, l'évêque refusait catégoriquement ce quatrième texte. Il offrait la voie du droit, c'est-à-dire l'arbitrage de l'étranger. La Diète bondit : « Tout doit se régler à l'intérieur du pays et le projet No 4 sera porté à recès devant les conseils et les communes »¹⁶⁰ !

S'il est permis d'ajouter foi au protocole signé par Zuber, le Chapitre et les députés auraient pesté contre la mauvaise volonté de l'évêque Jost, et protesté pour tous les frais et dommages, dont la responsabilité incomberait à l'Eglise.

Nous ignorons qui mit plus d'obstination, de l'évêque ou de la Diète. Mais il est clair que les deux ne parlaient aucunement le même langage, et portaient de principes politiques entièrement divergents.

¹⁵⁷ Miron, *Relation...* p. 316 ; Grenat, p. 217 sqq.

¹⁵⁸ de Courten, III, p. 669 sqq.

¹⁵⁹ de Courten, III, p. 672 sqq.

¹⁶⁰ Le texte se trouve chez Grenat, p. 222, et chez de Courten, III, p. 747 sqq.

Ce ne sont pas des sentiments aristocratiques qui poussèrent l'évêque à ne pas tenir compte du droit de referendum aux communes. Son écrit aux dizains en fait foi ¹⁶¹. Il redoutait plutôt l'empressement des députés à exciter le peuple contre lui. C'est cette même crainte qui l'amena à expédier à l'étranger une vingtaine de livres, et peut-être des bijoux (*kleinott*) ¹⁶².

Aussitôt, la Diète défendit à l'évêque d'intriguer à l'étranger ou de faire sortir quoi que ce fût du pays. Hildebrand Jost assura qu'il avait simplement voulu mettre ses effets en lieu sûr. Le tout fut inséré dans le recès pour l'édification des communes.

Victime de sa maladresse politique, Jost avait mis aux mains de ses compatriotes des armes dont ils ne devaient plus se défaire : on pouvait l'accuser de haute-trahison et d'attentat aux libertés sacrées de sa patrie.

Dans toute cette affaire, le Bailli N. Kalbermatter joua un rôle conciliateur. Il ne prit point le parti de l'évêque, mais tint tête, sans doute, aux extrémistes, à Sion, à Loèche et à Zuber. Le recès de juillet 1619 en fait foi ¹⁶³ : la majorité des dizains suivit l'avis du Bailli et adopta le 4^{me} projet (lettre E). Sion fit mine d'accepter, tout en réservant ses libertés. Mais Loèche s'obstina à le repousser ¹⁶⁴. On dut menacer ce dizain de convoquer une assemblée populaire pour trancher la question.

On rappela aux députés que Nicolas Kalbermatter et un autre député avaient présenté ce compromis No 4, accepté par la majorité des dizains, à la Diète de Baden et à l'ambassadeur Miron ¹⁶⁵. Kalbermatter avait garanti le maintien de la paix, chaque partie demeurerait dans ses droits, immunités, alliances et libertés. L'évêque était reconnu comte et préfet, comme ses prédécesseurs. L'Etat appuyerait quiconque serait lésé. La foi catholique serait maintenue et les écoles protestantes, interdites.

Loèche ne se rangea point pour autant, et offrit la voie du droit. Sion finit aussi par repousser le compromis «à la majorité des conseils et communes», s'opposa à ce que l'on se servît du mot «romain», le terme «catholique» suffisant amplement. Quant à l'interdiction concernant les écoles étrangères, elle était intolérable.

Malgré une lettre de Miron, Sion et Loèche continuèrent la résistance à la diète d'octobre ¹⁶⁶. Tout au plus, en décembre, Loèche voulut-

¹⁶¹ Grenat, p. 218.

¹⁶² Il s'agissait de reconnaissances ou reconnaissances féodales, de copies d'actes d'achat, d'albergements, de titres, de libertés du Chapitre et de missives émanant de princes étrangers (de Courten, III, p. 675).

¹⁶³ de Courten, III, p. 681. — Grenat, p. 224.

¹⁶⁴ A notre connaissance, c'est la dernière diète où parut le fameux banneret Barthélemy Allet.

¹⁶⁵ Cf. E.A., VI, 1, No 83 e et zu e, du 8 août 1619.

¹⁶⁶ Grenat, p. 225. — Lettre du 14 août 1619. Et de Courten, III, p. 687 sqq.

elle bien rappeler les jeunes gens des écoles prohibées, « par amour de la paix, mais non pour reconnaître par là le recès de Viège »¹⁶⁷. Là-dessus, Sierre réclama l'application des articles de 1613, en particulier le rachat des fiefs-liges. Mais l'évêque se retrancha derrière l'autorité du pape, qui seul pouvait autoriser l'aliénation des biens d'Eglise, et il en profita pour dénoncer de nombreuses usurpations.

8. Accalmie – Problèmes économiques (1620–1622)

A partir de 1620, nous notons une réelle accalmie dans les rapports de l'évêque avec ses compatriotes¹⁶⁸. La minorité protestante du Valais ne tenait point à imiter les révoltes de ses coreligionnaires dans le Midi de la France : le massacre de la Valteline, en 1620, prouva que l'Espagne ne tolérerait pas les progrès de la Réforme sur les frontières du Milanais. De plus, le roi de France soutenait momentanément le parti catholique en Valais.

D'autre part, la guerre de Trente Ans sévissait depuis 1618. Si le Valais restait neutre, il offrait une voie de transit commercial très importante. Milan ne manquerait pas d'utiliser cette route, et les patriotes pouvaient s'enrichir¹⁶⁹.

A la diète de mai 1620¹⁷⁰, le dizain de Brigue, représenté par Antoine Stockalper et Mägetschen, insista pour la reprise du commerce avec le Milanais, sur la base d'un accord. Selon Grenat¹⁷¹, c'est Milan qui aurait fait des avances au Valais, mais les VII cantons catholiques auraient supplié l'ambassadeur d'Espagne, Casati, d'intervenir pour que Milan renonçât à cette idée, qui pouvait envenimer les rapports, déjà si tendus, entre l'évêque et ses sujets, partisans de la France¹⁷².

¹⁶⁷ de Courten, III, p. 694 sqq.

¹⁶⁸ Cf. Rott, III, p. 659 sqq.

¹⁶⁹ Cf. Grenat, p. 281 sqq., et de Courten, III, p. 436. — Pour toute cette époque, Grenat est peu documenté. Il n'a pas dû connaître le volume des recès de 1620 à 1623 (*ABS*, 204/14) et de Courten ne l'a pas traduit non plus. Nous tâchons d'en rendre compte, en nous aidant des recès fédéraux et de Rott.

¹⁷⁰ *ABS*, 204/14, p. 71 sqq.

¹⁷¹ Cf. *E.A.*, VI, 1, No 86 e, 28 août 1619.

¹⁷² Miron, dans sa relation (p. 287) dit que le duc de Féria « avait commencé sa menée par le déni de commerce aux dizains d'en haut (s'ils ne faisaient pas une alliance), mais en la faisant, leur offrait toute liberté de commerce de vin et de sel dont ils étaient en grande disette, à cause du manquement de celui de France ». — On sait qu'en 1619, les cantons catholiques avaient décidé d'ouvrir le Gothard en faveur de Milan.

Le recès de la diète de mai 1620 nous apprend que Michel Magéran et Barthélemy Allet se sont absentés du pays ¹⁷³. L'évêque semble avoir profité de l'absence de son chef pour inviter le dizain de Loèche à se rallier à l'accord de 1619. Mais ce dernier n'osa pas le faire.

A la session de mai, l'ambassadeur Miron demanda que rien de préjudiciable à l'alliance française ne fût entrepris avec Milan. Il offrit ses bons offices pour rétablir le commerce désiré. Magéran se présenta alors : il revenait du Piémont, où il avait négocié pour importer du vin en Valais. Il pria Brigue de ne pas insister davantage en faveur du traité avec Milan ¹⁷⁴.

La guerre de Trente Ans causa de bonne heure des perturbations d'ordre monétaire. Les recès en font foi. D'autre part, les troubles des Grisons inquiétaient les cantons catholiques. Lucerne, Schwyz, Uri et Unterwald envoyèrent en Valais une mission chargée de décrire l'état lamentable des Liges ; elle devait exhorter le Valais à s'en tenir au traité de combourgeoisie et à ne rien innover en matière religieuse.

Les Valaisans parurent impressionnés ; ils promirent ce que l'on voulut et prirent des mesures militaires ¹⁷⁵. Dès lors, comme la Confédération en général, le Valais adopta une attitude neutre et joua parfois un rôle pacificateur au sein des cantons ¹⁷⁶. Il voulut le faire encore pour les Grisons ¹⁷⁷.

Les patriotes semblaient aussi fatigués des excès des protestants en matière de religion. Mais à l'égard de l'évêque, ils voulaient s'en tenir à la capitulation de 1613.

On en trouve la preuve à la diète de décembre 1620 ¹⁷⁸. Balthasar am Buel y fut proposé pour le poste de gouverneur de Monthey. Il

Ecrivant aux cantons catholiques, le 1er août 1618, l'évêque Jost signalait déjà que «le commerce et trafic avec Milan a esté cessé». Il comptait sur ce fait pour que la France puisse imposer la paix en Valais (*Gallia Christiana*, XII, instrum. 33, col. 470. — Cf. Rott, III, p. 286 et 581).

¹⁷³ ABS, 204/14, p. 80. — Selon le P. Crettaz, Allet serait mort de la peste, mais se serait converti au préalable (*Les Capucins en Valais*, 2^{me} éd., St-Maurice, 1939, p. 101).

¹⁷⁴ ABS, 204/14, p. 88 et p. 92.

¹⁷⁵ ABS, 204/14, p. 107, et E.A., VI, 1, No 138.

¹⁷⁶ Par exemple lors du conflit entre Berne et Fribourg (Grenat, p. 226), ou entre Berne et Schwyz (*ibid.*, p. 229).

¹⁷⁷ Le Valais y dépêcha François am Hengart et Nicolas im Eich. Il écrivit en outre à Zurich pour demander que l'on porte remède à tant de misères, et à la perte de la Valteline (ABS, 204/14, p. 119 sqq., et E.A., VI, 1, No 151, le 29 sept. 1620). Magéran et F. am Hengart figurèrent encore à la diète de Baden de septembre, réunie à propos de la Valteline (ABS, 204/14, p. 137 sqq.). A l'exemple des cantons protestants, les dizains avaient été des premiers à souscrire, quoique dans une forme imparfaite, un engagement qui devait aider à la récupération de la Valteline par leurs alliés grisons (Rott, III, p. 581).

¹⁷⁸ ABS, 204/14, p. 154 sqq.

était suspect d'hérésie, mais on garantit qu'il était revenu à la pratique du catholicisme depuis son retour d'un voyage à Rome. L'accord se fit, mais aussitôt après, une vive discussion s'éleva entre les patriotes et l'évêque, parce que les premiers n'entendaient pas que le gouverneur de Monthey prêtât serment dans les mains du prélat ¹⁷⁹.

En décembre 1620, Magéran s'occupait de négoce, pour le plus grand bien du pays. Il proposait de faire passer par la vallée du Rhône des marchandises d'Italie, d'Allemagne ou des Pays-Bas, à condition que l'évêque et la Diète lui réservent le privilège du transport (*condutta*), pour quelques années, et ne le confient à aucun autre marchand, sans son autorisation. Naturellement, il promettait de payer tous les droits de douane, de souste, et la conduite au tarif ordinaire. Preux et Magéran seraient chargés de l'entretien des routes ¹⁸⁰.

Les recès de 1621 sont en petit nombre, et ont dû être perdus. Dans un extrait français d'une diète de juillet 1621, Magéran signale que les Huguenots français en révolte coupent toujours l'arrivage du sel ¹⁸¹.

En septembre, Uri manifesta son mécontentement au Valais, à propos du traité de Madrid qui remettait la Valteline aux protestants des Grisons. Uri se méfiait du Valais, mais les dizains proclamèrent leur neutralité, et déclarèrent qu'ils prenaient des mesures de défense, car on ne savait ce que pouvaient entreprendre la France, l'Espagne et la Savoie ¹⁸².

¹⁷⁹ Le même fait se reproduira en décembre 1622 (de Courten, III, p. 753) : le candidat, Anthony Curtten ne paraît pas si suspect d'hérésie. Cependant, il prête serment à l'évêque de pratiquer la religion catholique. Ce système de conversions utilitaires devient fréquent désormais. En 1621, ce sera au tour de Martin Kuntschen, «*Seckelmeister*» de Sion (ABS, 204/14, p. 201 sqq.) : on peut voir qu'il a fait sagement sa confession et sa communion catholiques ; il a promis, devant l'évêque et le Bailli, de vivre en fidèle romain... avant d'entrer en fonction comme gouverneur de St-Maurice. — Bérody, dans sa chronique (p. 73), signale encore, en juillet 1624, la conversion du commerçant Michel Magéran de Loèche, grâce au père jésuite Marius. Est-il nécessaire de préciser que, l'année suivante, Magéran sera gouverneur de Monthey (de Courten, III, p. 797) ?

¹⁸⁰ ABS, 204/14, p. 154 sqq. — Sur l'activité de Magéran, on consultera avec intérêt la brochure, malheureusement dépourvue de références bibliographiques, due à M. le Dr H. Rossi, de Naters : *Michaël Mageran, der Stockalper von Leuk*, déjà citée.

¹⁸¹ AV, L 1, V 2. — On sait que cette révolte ne fut liquidée qu'en 1622, au traité de Montpellier.

¹⁸² ABS, 204/14, p. 185. — E.A., VI, 1, No 199. — De même, lorsque les Grisons demandèrent secours aux Valaisans, ceux-ci leur souhaitèrent bon succès en Valteline, mais constatèrent qu'ils avaient assez à faire à garder leurs propres frontières. En 1622, les Grisons demandèrent 2000 hommes au Valais (ABS, 204/14, p. 273 sqq.). Le Valais répliqua qu'une telle intervention serait mal vue de tous ses voisins, car il s'agissait de questions religieuses. Il proposa toutefois l'envoi d'un millier d'hommes, sous certaines conditions (E.A., VI, 1, No 256 b).

Le recès de Noël 1621 est incomplet : nous apprenons simplement la conversion de M. Kuntschen et l'élection de Zuber au poste de Bailli du Valais.

En 1622, le sel français ne venait toujours pas. On se rendit compte qu'il fallait traiter avec Milan. Il s'ensuivit une négociation avec son représentant Baldus Bassus¹⁸³.

Sentant que le vent venait d'Italie, l'évêque reprit son offensive contre le parti évangélique. Le 1^{er} avril 1622, il dénonça au châtelain de Sion, Christian Lambien, une liste de personnes honorables qui n'avaient pas respecté la fête de l'Annonciation de la Vierge¹⁸⁴. En août 1622¹⁸⁵, il exigea de tous les diocésains la confession, la communion, l'assistance aux offices et le rappel de tous les étudiants qui se trouvaient aux écoles luthériennes ou zwingliennes. Les députés répondirent que leurs instructions tendaient au maintien de la foi catholique romaine, afin de jouir de la paix. Tous les protestants devaient donc s'annoncer publiquement et prendre une décision.

La comparution eut lieu le lendemain, et la Diète décida, pour cette fois, de n'infliger aucune amende, mais d'exiger la pratique de la religion romaine dans le Haut comme dans le Bas-Valais. Passé le mois de décembre, dernier délai, les récalcitrants devront quitter le pays. Quant aux étrangers et aux gens de métier, ils devront se convertir pour la Saint-Martin, sous menace de devoir payer toutes les amendes décrétées antérieurement.

Mais les questions économiques passaient toujours au premier plan : nous apprenons que les troubles ont cessé en France et que l'on pouvait espérer l'arrivée du sel.

En septembre 1622, Milan essaya de nouveau de conclure un accord avec le Valais¹⁸⁶. Mais l'ambassadeur du duc de Féria, Baldus Bassus, se heurta à la résistance de Magéran, fermier général, qui approvisionnait le pays en sel français.

En diète de décembre 1622¹⁸⁷, le duc de Milan laissa au Valais le choix entre l'érection d'une forteresse à ses frontières, et la conclusion d'un traité d'amitié, permettant des échanges avantageux.

Le Valais eut assez de diplomatie pour se sortir de ce dilemme. Preux, Im Eich, Magéran et J. de Montheis furent envoyés à Milan pour assurer le duc de leur bonne volonté, mais pour lui expliquer aussi quels engagements liaient le pays envers la France et la Savoie. L'ambassadeur Miron eut quelque peine à déjouer les intrigues de Milan¹⁸⁸.

¹⁸³ Cf. Grenat, p. 222 et ABS, 204/14, p. 234 sqq. — Cf. encore une dissertation de l'époque en faveur de Milan aux AV, carton 33, No 11 ; et Rott, III, p. 581.

¹⁸⁴ ABS, tiroir 71, No 51.

¹⁸⁵ ABS, 204/14, p. 253 sqq.

¹⁸⁶ ABS, 204/14, p. 284 sqq.

¹⁸⁷ de Courten, III, p. 755 sqq., et Grenat, p. 230.

¹⁸⁸ Miron (*Relation...* p. 287 sqq.) signale qu'en octobre 1622 le roi de France était « grandement occupé » par les Huguenots en rébellion, et ne pouvait envoyer d'argent en Suisse ; le duc de Féria jugea le moment opportun pour enlever au roi le dernier passage des Alpes, c'est-à-dire le Simplon. « Il commence donc sa menée par

A la demande de la France, le Valais ratifia le traité de Madrid, mais il sut conserver à l'égard de tous une prudente neutralité¹⁸⁹.

9. Nouveaux conflits – L'affaire du curé de Loèche Renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques (1622–1624)

Le Chapitre ne laissa pas s'achever la diète de décembre 1622 sans se plaindre à nouveau des violences de 1613. C'était le Nonce Alexandre Scappi qui pressait les chanoines de régler cette question. Il était justement en visite en Valais¹⁹⁰.

A son tour, l'évêque renouvela ses griefs contre les protestants, car le délai de grâce était passé. La Diète garantit son catholicisme, mais fixa à Pentecôte 1623, et non sans ménagements, le terme de conversion.

le déni de commerce aux dizains d'en haut, à faute de faire (une alliance), mais en la faisant, leur offre toute liberté de commerce de vin et de sel dont ils estoient en grande disette... il envoie un nommé Boldo Basso avec du sel qu'il fait vendre à crédit à dessein de demeurer là comme il fit plus de six mois, pour faire mine d'y attendre le paiement envoyant par tous les dizains des articles d'alliance, que je reçus des secrétaires du roi. Il y envoie aussi le Sieur Caron de la Butlière, l'un de ses secrétaires...»

Miron dut user d'un «stratagème» envers le Valais (*Relation*, p. 288) : «En pleine assemblée, je fis trouver un interprète qui leur donnoit avis de mon arrivée dans peu de jours, ce qui dissipa les dites menées». — Rott (III, p. 582) nous dit qu'il s'agissait de Wallier, qui était chargé de demander ratification du traité de Madrid et de distribuer de l'argent et des pensions aux communes et aux particuliers, en janvier 1623. Le même auteur nous dit (III, p. 657 sqq.) que Miron ne vint jamais en personne et que Baldo Basso fut chassé.

Miron continue sa *Relation* en disant : «et tost après, qui fut à la fin de décembre 1622, je fis paroître l'argent du Roy avec aucuns des miens par lesquels je fis mes excuses de ne m'y estre rendu en personne, comme je l'avois projeté, leur faisant entendre que mon indisposition m'en avoit retardé ; ils sont maintenant en très bonne assiette, ayant renouvelé leur affection à la venue de M. du Mesnil, que j'y envoyais au sujet du sel.» Antoine du Valles, Sr du Mesnil, receveur général à Caën, gendre de Miron prit la route pour Sion en 1624 (cf. Rott, III, p. 701). — Nous noterons au passage l'apparition en diète de décembre 1622 d'Antoine Stockalper, député de Brigue. Il est toujours présent lorsqu'il est question de rapprochement avec Milan : c'était déjà le cas aux diètes de février et de juin 1616.

¹⁸⁹ Cf. Grenat, p. 231, et Rott, III, p. 436 et 584.

¹⁹⁰ Les recès mentionnent à peine cet événement (de Courten, III, p. 758) en disant : «il était venu il y a peu de semaines en Valais.» — Bérody en parle dans sa chronique (p. 63) : cet évêque de Capoue, légat de Grégoire XV, vint en Valais le 8 novembre (nouveau calendrier) et résida 10 jours à Sion. — Le but de sa mission est résumé dans cette chronique (pp. 63 et 64).

En janvier 1623, la Diète s'occupa encore de l'affaire de Milan. La France, la Savoie et Berne avaient fait des remontrances à propos de la mission de «Baldus Bassus». Brigue avait changé d'avis : mieux valait, disait ce dizain, ne pas se faire trois ennemis pour acquérir un ami : que l'on s'en remette donc à la France pour le rétablissement du trafic ¹⁹¹.

Viège, Conches et Mörel conseillaient au contraire l'envoi de la députation prévue pour Milan. On décida d'attendre deux mois encore pour voir si l'ambassadeur Miron exécuterait les clauses du traité d'Asti. Les dizains supérieurs et Sion ne voulaient ratifier le traité de Madrid qu'à une condition expresse : le roi de France ne devrait jamais s'en prévaloir pour utiliser les cols. Magéran, qui assistait à cette diète, put-il tolérer que Loèche parlât ainsi ? En tout cas, c'est lui qui fut envoyé, avec Nicolas Schiner, auprès de l'ambassadeur Miron ¹⁹².

Quant aux plaintes du Chapitre, on les renvoya à la diète de mai, vu qu'il y avait assez d'autres soucis. Hildebrand Jost insista pour obtenir réponse dans le mois. Puis il souleva de nouveau, mais sans succès, la question du serment des gouverneurs de Monthey ¹⁹³.

Un grand débat s'éleva peu après entre l'évêque et Loèche, à propos d'un curé (*Kilchherr*), que cette commune avait adopté contre le gré du prélat ¹⁹⁴.

En avril 1623, Wallier, au nom de l'ambassadeur Miron, intervint pour aplanir ce différend ¹⁹⁵. Il apportait des promesses pour le rétablissement du trafic avec Milan, car les dizains supérieurs manifestaient toujours de l'impatience à ce propos ¹⁹⁶. Hildebrand Jost profita de sa venue pour mettre cette affaire sur le tapis.

Le Chapitre avait demandé vainement au curé intrus, Poldt, de se démettre. L'évêque le suspendit, mais sans succès (*in Windt geblasen*), car il persista à célébrer les offices, à confesser, à administrer les sacrements. L'évêque réclama l'appui du bras séculier...

¹⁹¹ ABS, 204/14, p. 345 sqq. — C'est la dernière fois, à notre connaissance, que «Anthony» Stockalper représente Brigue à la diète.

¹⁹² ABS, 204/14, p. 358.

¹⁹³ *ibidem*, p. 357.

¹⁹⁴ Cf. Rott, III, p. 659 sqq. — Grenat ne connaît qu'un écho de cette affaire par un discours du Nonce en 1623 (p. 203).

¹⁹⁵ ABS, 204/14, p. 368. Il s'agissait d'un certain Hiéronymus... dont les recès valaisans laissent le nom en blanc. Les E.A. (VI, 1, No 301, p. 358) le baptisent «Pomp» et lui donnent le titre de docteur. — Lors de l'alliance, en octobre 1624, les recès (ABS, 205/3, p. 471) lui donnent enfin le nom de Hiéronymus Poldt. — S'agirait-il d'un Zen Gaffinen ? On sait que Stephan de Cabanis (= Zen Gaffinen), chanoine originaire de Loèche, du temps de Schiner (BWG, V, p. 60) était surnommé «de Poldo» et était *doctor utriusque juris*. Faut-il en conclure par analogie ?

¹⁹⁶ Cf. Rott, III, p. 659.

Loèche, représentée par J. Wyss, Pierre et François Allet, répliqua qu'elle jouissait du droit de désigner un curé, pour autant qu'il était pieux et religieux, conformément à ses franchises. Mais l'évêque ne partagea pas ce point de vue et déclara que l'affaire suivrait la voie du droit¹⁹⁷.

Le Bailli Zuber et les députés ne voulurent pas que l'affaire fit du bruit hors du pays : l'évêque ne devait plus procéder par suspension et interdit, mais Loèche devait licencier le curé, tout en conservant le droit d'élire un curé pieux et de le présenter à l'évêque. Quant au droit de collation, il fallait examiner la chose juridiquement.

H. Jost répliqua que le curé devait se soumettre, qu'une nouvelle élection devait avoir lieu dans les deux ou trois semaines, faute de quoi la chose irait devant le Nonce ou à Rome.

Loèche prit la décision à recès, mais déclara que la voie du droit devait se passer devant l'official et non en cour étrangère, ce qui serait une violation du Landrecht et des libertés¹⁹⁸.

La diète décida ensuite de donner une réponse aux griefs de l'évêque et du chapitre, exposés en diète de mai. Le texte date d'août 1623, et n'est qu'une nouvelle réfutation de la Caroline¹⁹⁹. Ce qui n'empêcha pas Hildebrand Jost d'annoncer sa prochaine visite de tout le diocèse, de renouveler ses plaintes et d'ajouter qu'on l'accusait faussement, dans le Haut-Valais, d'avoir profité de sa visite à Monthey pour s'aboucher avec la Savoie²⁰⁰.

Quant à la diète d'août, elle se préoccupa de contingences matérielles, si bien que l'évêque eut du mal à y placer un petit mot contre les hérétiques²⁰¹ !



Dix ans s'étaient écoulés depuis le dernier renouvellement de l'alliance entre le Valais et les cantons catholiques. C'était à Fribourg qu'incombait, en 1623, le soin d'organiser cette cérémonie²⁰².

On craignait que le Valais ne se refusât à renouveler son serment²⁰³. On soupçonnait Berne et Venise d'intrigues : Berne, en effet, avait ré-

¹⁹⁷ Des difficultés avaient dû surgir plus tôt déjà : le 21 avril 1621, Jost présentait à Joannes Grandis les devoirs des procureurs d'église (*ABS*, tiroir 92—94, No 109). — En 1626, le curé de Loèche, Heymen, sera maltraité par ses paroissiens (*ABS*, *ibidem*, No 115).

¹⁹⁸ *ABS*, 204/14, p. 373.

¹⁹⁹ de Courten, III, p. 769.

²⁰⁰ *ABS*, 204/14, pp. 377 et 381.

²⁰¹ *ibidem*, p. 383 sqq.

²⁰² Le Valais trouvait ces cérémonies trop rapprochées, trop coûteuses, et aurait préféré une alliance perpétuelle. Mais les cantons tenaient à un renouvellement périodique, à des serments publics, afin d'intervenir en faveur de la réforme des mœurs et du clergé en Valais (*E.A.*, VI, 1, No 295, 28 août 1623).

²⁰³ *E.A.*, VI, 1, No 299.

clamé fidélité à l'alliance de 1475²⁰⁴. Néanmoins, le Valais finit par accepter de se rendre à Fribourg²⁰⁵, et l'alliance y fut renouvelée les 23 et 24 octobre 1623²⁰⁶.

Le nonce Alexandre Scappi célébra la Messe à l'Eglise de St-Nicolas, et le serment fut suivi d'un *Te Deum*. Le texte italien du discours du nonce se trouve aux archives Ambuel, et Grenat en donne une idée²⁰⁷.

Scappi assura les cantons de l'amitié du pape Urbain VIII, rappela les efforts des VII cantons «*per purgare la nostra Vallesia dall'heresia*». Il conseilla de s'en tenir au recès de Viège, et montra les dangers d'une division en matière de foi. Puis il demanda au Valais de prouver son attachement au catholicisme en respectant son évêque si zélé. J'ai passé en Valais, dit le nonce, et suis au courant de la situation : ce n'est pas tout à fait la paix... Il rappela la capitulation de 1613, la dispute à propos du curé de Loèche, «où l'évêque a fort bien agi, car ce curé a battu un autre prêtre, il a soutenu des opinions erronnées sur l'Eucharistie et sur la Pénitence ; et les autorités le soutiennent et l'invitent à continuer son ministère». Le nonce exigea sa déposition. Il voulait qu'on le lui remette, afin de juger son cas et de trancher ensuite le droit de patronat (*del inspatronato*).

Le nonce reprocha enfin à Sion de n'avoir pas admis de collègue jésuite²⁰⁸, ni aucun prédicateur de cet ordre. Il termina en recommandant l'unité de foi, le respect de l'évêque et le choix de prêtres dignes.

A son tour, le doyen du Chapitre de Sion protesta contre le curé de Loèche, qui bravait l'excommunication de l'évêque et qui refusait de se présenter au nonce. Il exigea le respect du recès de Viège, la restitution des titres carolins (*der Freiheitsbrief von Karl dem Grossen*), et l'abrogation des articles de 1613. Il parla enfin en faveur du maintien des Jésuites.

Jean de Montheis répondit au nom des dizains : les plaintes du nonce sont surprenantes, dit-il, et nous sommes dépourvus d'instructions à leur sujet. Du reste, plusieurs détails sont inexacts. Les patriotes sont-ils responsables si le curé Poldt refuse de se présenter au nonce ? Quant aux Jésuites, ils sont bien reçus et personne ne leur a fait de tort.

L'interprète Henri Wallier intervint pour que ce curé fût remis au nonce. Au surplus, il se borna à recommander la concorde aux deux adversaires²⁰⁹.

²⁰⁴ ABS, 204/14, p. 385.

²⁰⁵ *Ibidem*, p. 426 sqq.

²⁰⁶ *Ibidem*, No 301. — Les députés du Chapitre furent : Jean Schnidrig et Jean Jost, frère de l'évêque. — Sion envoya J. de Montheis ; Sierre : F. am Hengart ; Loèche : G. Werra ; Rarogne : J. Roten ; Viège : N. im Eich ; Brigue : J. Welschen ; Conches : Nicolas Schiner.

²⁰⁷ Grenat, p. 241 sqq. — AV, fonds Ambuel, A 29.

²⁰⁸ A ce sujet, cf. Rott, III, p. 659 sqq.

²⁰⁹ Cf. Rott, III, p. 659 sqq. — Un revirement appréciable, dit cet auteur, se manifestait dans la politique du Louvre à l'égard des cantons et de leurs alliés. Miron venait de recevoir l'ordre de s'abstenir d'une démarche quelconque au profit de Hildebrand Jost et des Jésuites, et d'éviter à tout prix de leur accorder la protection royale.

L'avoyer de Diesbach avertit sérieusement les Valaisans d'avoir à s'en tenir aux propositions du nonce. Il fallait introduire ensuite les Jésuites à Sion, comme convenu à Zoug, dix ans plus tôt.

Le Valais répondit par la bouche de Nicolas im Eich, qui répéta les arguments de Montheis : il assura que les Jésuites pouvaient prêcher devant de grands auditoires ; mais on ne pouvait les accepter définitivement qu'au moment où le pape aurait ratifié les articles (de 1613) en suspens. On soumettra le tout au référendum. Il acheva en priant l'assemblée de ne pas ajouter foi à tous les bruits qui circulaient. Le Valais, fidèle à sa foi, renouvelait volontiers l'alliance catholique.

Fort de ce demi-succès, Hildebrand Jost, en décembre 1623, demandant à la diète de désigner des arbitres, pris hors du pays, pour faire justice à ses griefs et à ceux du Chapitre, que le pays ne voulait pas examiner²¹⁰. À défaut de quoi, il offrait la voie du droit devant le Pape et le Nonce.

Aussitôt, les patriotes supplièrent leur évêque de ne pas violer les libertés du pays ; ils ajoutèrent qu'ils n'avaient aucune instruction pour comparaître devant un tribunal étranger et qu'ils en feraient part aux conseils et communes.

Dans la lettre de convocation de la diète du 20 janvier 1624, H. Jost demandait toujours une réponse aux griefs du Chapitre et une réponse à sa proposition de la voie du droit²¹¹. Mais les députés avaient bien d'autres soucis d'ordre économique²¹².

²¹⁰ ABS, 204/14, p. 412 sqq. — Ces « arbitres pris hors du pays » étaient, dans l'esprit de l'évêque, des magistrats des cantons catholiques.

²¹¹ ABS, 205/63, lettre du 20 janvier 1624.

²¹² Avec les années 1624 et suivantes, nous retrouvons la traduction de Courten et le texte de Grenat (p. 231 sqq.), toutefois, les recès de 1624 sont peu nombreux ; celui de février 1624 se trouve aux ABS, 205/3. Nous y voyons que l'ambassadeur Miron avait réglé les pensions en Valais et qu'il était intervenu sérieusement à Milan pour obtenir l'exécution du traité d'Asti, autorisant la liberté de commerce entre Milan et le Valais.

Rott (III, p. 701) nous donne des indications sur la mission de du Mesnil en Valais, jusqu'en février 1624. Il y arbitra le conflit des Valaisans avec leur fermier du sel, mais s'abstint prudemment de prendre position dans le débat entre l'évêque et les dizains, ainsi que le demandait l'évêque.

La Diète de février remarqua avec déplaisir qu'Antoine Stockalper, de Brigue, brouillait toutes les affaires en décriant les autorités dans les communes et dans les auberges. Bien que cité à comparaître devant la diète, il s'y était refusé en mai dernier. On décida de lui envoyer un familier pour lui défendre de ne rien innover, sous peine de confiscation, etc., et pour lui donner l'ordre de comparaître devant la prochaine diète.

Les députés de Brigue (J. Lergien et P. Mägetschen) firent mine d'intervenir en sa faveur. On peut supposer que Michel Magéran, qui figurait parmi les députés de Loèche, ne fut pas pour rien dans ce procès. Le parti français, qu'il dirigeait, proscrivait ainsi le parti espagnol, représenté par Antoine Stockalper, qui s'était donné tant de mal en mai 1620.

En mars 1624 probablement (cf. de Courten, III, p. 789), le sel français put revenir en suffisance. Le conseiller « Antoine de Vall, seigneur du Mesnil », recommanda sérieusement au Valais de ne plus s'approvisionner en Italie. On lui répondit

L'évêque Jost perdit son calme : « *Wir haben patienz gehabt* » s'écriait-il, mais il faut que la Diète procède une bonne fois contre les Réformés ²¹³.

Par malheur, en parlant des appels émanant du Bas-Valais, dans sa lettre de convocation, le prélat s'était servi de l'expression « *unseren lieben underthanen* ». Il était question, dans le même texte, des appels dans le Haut-Valais, aussi la diète de juin lui adressa-t-elle aussitôt le reproche d'assimiler les patriotes aux sujets du Bas ²¹⁴.

L'évêque voulut réparer son « *lapsus calami* », mais en vain. On lui déclara que, si cela se reproduisait, les députés ne paraîtraient plus en diète et refuseraient l'obédience.

Malgré tout, H. Jost crut bon d'insister pour que les néo-croyants ne siègassent plus en diète, selon recès. Les députés ne voulurent pas agir contre les protestants, qui étaient d'honorables familles. Ils ne causaient point de scandale, et cela ne suffisait-il pas ? Enfin, ils menacèrent de prendre d'autres moyens pour pacifier le pays ²¹⁵.

C'est ainsi que l'évêque dut se résoudre à cette concession surprenante : si les protestants étrangers ne se convertissent pas dans le mois, une diète sera convoquée à leurs frais. Mais si l'on retire les enfants des écoles prohibées, l'évêque tolérera les protestants en Diète ²¹⁶ !

On sent bien que l'on vivait en 1624, époque où Richelieu inaugurait, en France, sa fameuse politique : on sait qu'il voulait anéantir la puissance austro-espagnole en s'appuyant, à l'extérieur, sur les protestants. Les calvinistes sentaient que la France reprenait vie, et ils pouvaient relever la tête ²¹⁷.

C'est en octobre 1624 que le Valais se joignit à Berne et à Zurich pour envoyer une armée dans les Grisons, à la solde du roi de France,

qu'à défaut de sel français, il avait bien fallu passer par les conditions de Baldo Basso, mais que la convention conclue avec Magéran, à propos du sel, n'en restait pas moins en vigueur.

A ce propos, Rott (III, p. 659) dit que la France intervint par du Fargis auprès de l'Espagne. Acculés, menacés de famine, les Valaisans envoyèrent quelques personnages influents de Brigue à Milan. Mais ceux-ci ne réclamèrent que des adoucissements douaniers.

²¹³ ABS, 205/3, p. 455 sqq.

²¹⁴ *Ibidem*, p. 475.

²¹⁵ « *domit ein hoche oberkeitt nicht genüttiget werde etwan nach andren mitt-leben zuotrachten, dem gesatz nach, das liebe Vatterlandt zuo berürigen* ».

²¹⁶ « *dass sie die selben kinder reuocieren, so wolle Ire F. G. lassen in den landrhat sitzen* ».

²¹⁷ A ce sujet, cf. Rott, III, p. 659—701 sqq. — Grenat cite (p. 232 sqq.) l'avis que donnait un agent français à Louis XIII : « Il serait à souhaiter, dans l'intérêt du roi, que le pays du Valais fût tout protestant... »

contre les Impériaux. Ce fut le régiment Preux, auquel se joignit Antoine Stockalper, peut-être pour éviter des poursuites dans son pays ²¹⁸.

Néanmoins, la neutralité militaire fut sauvegardée ²¹⁹ et le Valais ne rompit point avec les cantons catholiques. Au contraire, les cérémonies du renouvellement de l'alliance furent fixées à octobre 1624 ²²⁰.

L'évêque continua à se plaindre du dizain de Loèche et de son curé. La population de cette commune avait mal reçu le prélat lors de son arrivée.

Il n'est pas étonnant que Hildebrand Jost se soit plaint encore aux cantons catholiques ²²¹, que le nonce ait constaté que l'hérésie faisait plutôt des progrès en Valais et qu'il ait insisté pour l'érection d'un collège jésuite dans la ville épiscopale.

Le serment fut célébré, dans la cathédrale de Sion, sur la base du texte de 1533, à la fin du mois d'octobre 1624 ²²². C'est l'ancien Bailli Zuber qui répondit au salut des cantons et déclara le pays disposé à renouveler l'alliance.

L'évêque ne manqua pas de réclamer une solution aux articles de 1613. Les cantons devaient être juges ordinaires ou arbitres (*Schiedleute*). Mais il offrit la voie du droit pour le cas où l'on refuserait un collège jésuite.

Un banquet eut lieu à l'évêché. Le Chapitre insista encore pour le règlement des litiges, ce qui fut déclaré impossible ; il réclama la restitution des titres qui lui avaient été enlevés, la correction des articles de 1613 et l'établissement des Jésuites, quelque part dans le pays. Enfin, les chanoines exigeaient le respect de leur droit de patronat à Loèche et à Monthey.

Le 31 octobre comparut le Père jésuite Marius, qui demandait, pour son ordre, l'autorisation de résider à Sion.

Les dizains répondirent finalement aux questions posées lors de la cérémonie de Fribourg :

1) Il n'existe pas de diplôme de Charlemagne, il n'y a qu'un document de Charles-Quint, obtenu par le cardinal à l'insu du pays ²²³.

²¹⁸ Rott (III, p. 780) indique que 1000 Valaisans se joignirent à 2000 Confédérés. C'était, paraît-il, un corps indiscipliné et disparate (*Ibidem*, p. 799). — Rott dit encore (III, p. 798 sqq.) que l'opposition des cantons catholiques et du nonce Scappi entraînèrent des désertions. Wallier se rendit trois semaines en Valais, et, avec l'appui curieux de l'évêque, obtint gain de cause pour la France. — A propos d'Antoine Stockalper, cf. Dierauer, *op. cit.*, p. 610.

²¹⁹ Cf. Grenat, p. 276.

²²⁰ Il s'agissait du serment réciproque, qui devait être rendu à Sion.

²²¹ E.A., VI, 1, No 334 d et f.

²²² *Ibidem*, No 339 et ABS, 205/3, p. 459 sqq.

²²³ Est-ce à la suite de ces démêlés que l'évêque demanda à l'empereur Ferdinand II une confirmation de la Caroline, datée du 24 novembre 1624, et qui se retrouve aux archives du Valais (carton 21, No 6) ?

2) Le Pays est libre, il conclut des alliances à son gré depuis des siècles. Mais il n'est aucunement question de toucher aux droits spirituels ou aux revenus de l'Eglise.

3) L'affaire Poldt est liquidée : ce curé est parti, un autre curé exemplaire s'est présenté.

4) On prend à recès la demande des Jésuites, car les conseils et communes décident souverainement.

5) L'armée concédée à la France ne doit pas être utilisée dans les Liges ²²⁴.

Quand Hildebrand Jost prit connaissance de ces réponses, il protesta surtout à propos de la Caroline, accusant ses compatriotes de mensonges, et menaçant d'employer d'autres moyens.

Toutefois, la diète de décembre fut bien plus calme qu'on ne l'eût espéré ²²⁵. Tout au plus le Bailli Roten rappela-t-il que l'évêque ne devait pas envoyer à Monthey des mandats de judicature temporelle. Ce contre quoi le prince-évêque protesta.

10. Rupture entre l'évêque et les patriotes

Hildebrand Jost résigne ses fonctions

(1625–1627)

Les recès des diètes de 1625 ²²⁶ révèlent seulement le souci du Valais de garantir ses frontières et d'entretenir de bonnes routes. Grâce à sa neutralité ²²⁷, le Valais put réaliser de bonnes affaires. Il semble, toutefois, qu'à partir de 1625, la situation se troubla. Faut-il y voir un contre-coup des révoltes calvinistes en France ?

Dès cette époque, le célèbre Magéran cumula son poste de gouverneur de Monthey avec les fonctions de chancelier d'Etat ²²⁸.

²²⁴ Cf. de Courten, III, p. 791. — Une diète, en septembre ou en octobre 1624, dut régler cet accord avec la France.

²²⁵ de Courten, III, p. 797 sqq. — C'est à cette session que Michel Magéran fut nommé gouverneur de Monthey, après protestation de foi catholique et serment à l'évêque.

²²⁶ de Courten, III, p. 805 sqq.

²²⁷ Le Valais n'accorda pas sans hésitation le passage à 6000 soldats français. Du reste, ces troupes empruntèrent finalement un autre itinéraire (Rott, III, p. 915).

²²⁸ de Courten, III, p. 816. — A Monthey, Magéran s'était signalé en aliénant la maison du desservant Claude Panerii, attachée à l'autel de la Confrérie de la Sainte-Trinité, en vertu d'une donation (*donatio facta per quondam mithiam*). L'évêque s'empressa de révoquer cette vente (17 août 1625) (AV, fonds AT, N. 49, fascicule 2, No 11).

Hildebrand Jost, donnant suite aux prières du nonce, lors de sa visite, demanda aux députés l'admission du nouveau calendrier. Mais les députés se déclarèrent dépourvus d'instruction à cet égard : la chose était trop peu connue (!), et l'on pouvait bien vivre avec le calendrier des ancêtres !

L'évêque déclara qu'il imposerait le calendrier grégorien comme une mesure d'ordre religieux ²²⁹.

En même temps, un conflit de compétences s'éleva en diète et Sion, Brigue, etc. s'opposèrent vivement aux réconnitions féodales ²³⁰.

L'évêque porta son litige avec Sion devant la diète de décembre 1625. Il insista pour que cette ville s'adressât à un commissaire Prabos (Probus ?) pour procéder aux réconnitions selon l'ancien droit et coutume ²³¹.

Comme bien l'on pense, l'affaire n'était pas sans rapport avec l'article 7 de 1613, visant à abolir les fiefs-liges et la taillabilité. C'est pourquoi Sion rétorqua « que l'on n'était pas obligé de faire les reconnaissances, pour bien des raisons que sa Grandeur pouvait savoir... du reste, la ville avait remis l'affaire au majordome (*Hofmeister*), la justice devait suivre son cours ; en attendant, personne ne devait innover » ²³².

A son tour, le dizain de Brigue protesta contre les réconnitions que l'évêque entreprenait sur le territoire des libres juridictions, à Glis, à Naters, à Brigerberg, qui ne relevaient pas de la mense ²³³. De plus, c'était une violation des actes de 1613.

Le dizain accusait en outre le fiscal de l'évêque d'avoir opéré des saisies sur ces mêmes territoires ; l'évêque citait sans droit des ressortissants des libres juridictions (*Freigerichte*), leur adressait des mandements, leur infligeait des amendes, etc.

H. Jost répondit que le fiscal avait agi contrairement à ses ordres, mais que les gens venaient bien de plein gré, devant lui, en première instance !

²²⁹ H. Jost ne faisait pas preuve d'idées étroites : conformément à l'usage en vigueur en France, en Italie et dans le St-Empire, il autorisa le roulage des marchandises les dimanches et fêtes, afin d'éviter des retards au préjudice des commerçants.

²³⁰ Si nous en croyons une pièce des *ABS* (Tiroir 92—94, No 111), les 10 mars et 26 mai 1623, l'évêque avait annoncé à Sion qu'il allait procéder au renouvellement des reconnaissances de fiefs et priait de n'y point mettre obstacle. Une autre pièce (*ABS*, *ibidem*, No 114) montre que la ville s'y refusa dès le 24 novembre 1625. Une séance eut lieu chez Jean Jost, frère de l'évêque. La pièce est signée par Séb. Bilgercher, citoyen et sauthier, Joder Blaschi, Stephan Theobaldt, notaire et Hämmerlin.

²³¹ de Courten, III, p. 816 sqq.

²³² La « justice » devait être rendue à la cour de l'officiel (cf. de Courten, IV, p. 47), vu que l'évêque ne pouvait être juge et partie : l'affaire relevait du juge général. — Lorsque l'évêque agissait devant l'officiel, on l'injurait, nous dit Jost (de Courten, IV, p. 86), on disait que le majordome se livrait à des injustices (*ibidem*, p. 195).

²³³ Cf. à ce sujet *BWG*, VII, p. 191.

Vu l'importance de l'affaire, les patriotes prononcèrent le maintien de ce principe, qui était une coutume en dessus de la Morge (de Conthey) : « le bien suit la personne ». — Ils voulaient dire, sans doute, que le franc-patriote ne pouvait être soumis à hommage-lige. Secondement, les juridictions de Brigue devaient demeurer intactes. L'évêque ne devait point innover, mais ouvrir une enquête.

Hildebrand Jost protesta, tous les dizains contre-protestèrent et déclarèrent que les nouvelles réconnitions n'engageraient personne, mais que deux inspecteurs (*Uffseher*) seraient désignés pour ce genre d'opérations ²³⁴.

Les protestants, soutenus par la France, relevaient la tête en Valais. L'évêque en désigna nominativement un certain nombre au cours de la diète de juillet 1626 ²³⁵. Les députés exigèrent la soumission extérieure au culte catholique, tout en précisant que le mot « romain », inséré dans le recès, n'autoriserait aucunement les « inquisitions » et que le prélat devrait se montrer tolérant à l'endroit des « personnes en autorité » ²³⁶. Quant aux protestants de moindre qualité, ils recevaient un terme pour quitter le pays, ou pour se convertir. Mais le jour de la Saint-Michel passa, l'évêque réclama l'exécution de ces mesures, et la diète décida de procéder avec tous les égards dûs à de chers compatriotes ²³⁷. Il est vrai qu'à la diète de décembre des protestants comparurent en personne et reçurent un dernier délai pour s'assagir, ou pour s'enfuir. Un apothicaire fut même mis aux arrêts ²³⁸.

La vieille querelle de préséance, surgie en 1614 et en 1615, reprit vie, à ce moment, sous une nouvelle forme ²³⁹. Le doyen de Sion, Jean Schnidrig, le doyen de Valère, Pierre Furrer et le sacristain, Georges Summermatter, protestèrent, en même temps que l'évêque, au nom du Chapitre, parce que, dans les recès, on mettait leurs noms après celui du Bailli, ce qui constituait une innovation ²⁴⁰.

²³⁴ Il eût été surprenant que le Bas-Valais ne causât point de démêlés : selon un document des ABS (tiroir 92—94, No 116), les patriotes avaient prétendu à certains droits sur les revenus de la cure de Vionnaz, sous prétexte qu'elle dépendait des dizains par taillabilité. L'évêque Jost l'avait contesté. — A la même diète, le gouverneur de St-Maurice, J. Bürbaum demanda que le pays désigne des représentants en vue d'un procès éventuel, relatif aux droits de main-morte à Fully. — L'évêque voulait distinguer le droit de main-morte perçu en cas de supplice infamant. En vain, car les patriotes s'adjudgèrent le droit de main-morte, qui pèse à perpétuité sur les biens des condamnés ; et ils refusèrent même de débattre l'affaire en justice.

²³⁵ de Courten, IV, p. 19 sqq.

²³⁶ de Courten, IV, p. 22.

²³⁷ de Courten, IV, p. 25.

²³⁸ de Courten, IV, p. 34 sqq.

²³⁹ de Courten, IV, p. 26.

²⁴⁰ On se souviendra que le secrétaire d'Etat était alors Michel Magéran.

Il leur fut répondu que la patrie n'avait que deux chefs, l'évêque et le Bailli. On pouvait démontrer que le Bailli avait son siège tout près de l'évêque...

On se disputait encore lorsque les députés des dizains demandèrent à Hildebrand Jost quand il enlèverait les armoiries qu'il venait d'apposer à la maison d'école de Sion, édifice qui leur appartenait ²⁴¹.

Le dizain de Conches manifesta aussi son mécontentement à propos d'une ordonnance du prince-évêque, qui prétendait avoir droit aux cristaux de roche, «en vertu des régales et d'un autre titre». Conches avait refusé de comparaître en justice pour le procès qui s'en était suivi ²⁴².

La même diète décida encore le rappel des troupes qui séjournaient en Valteline, sous les ordres du marquis de Cœuvres, et Michel Magéran fut encore promu colonel des troupes du duc de Savoie au Piémont, «malgré son inexpérience militaire et ses charges dans l'Etat» ²⁴³.

La session de décembre 1626 fut d'un calme surprenant. Mais ce calme précédait l'orage. Le 17 novembre 1626, Hildebrand Jost faisait part de son projet de résigner sa charge pastorale au nonce, aux VII cantons catholiques et à l'ambassadeur français à Soleure. Le 13 décembre, il annonçait que sa décision était irrévocable, dans une lettre adressée aux cantons catholiques ²⁴⁴.

²⁴¹ Dans cette affaire, Grenat pense que l'évêque était propriétaire et lui donne raison (p. 235). — M. Possa (*BWG*, IX, p. 98) dit simplement que l'évêque avait beaucoup contribué à son érection. — On trouvera l'avis des dizains à ce sujet chez de Courten (IV, p. 195). — Cf. encore Rott, IV, p. 142.

²⁴² Cf. Grenat, p. 235.

²⁴³ de Courten, IV, p. 28. — Les deux tiers des effectifs de Valteline furent atteints mortellement par la peste (Rott, III, p. 878).

²⁴⁴ Grenat, p. 236 et 237. — Voici des motifs sérieux pour lesquels l'évêque avait fait part de sa décision à Rome : les violences de 1613 ; — l'usurpation des biens de la mense et le refus des dizains de suivre la voie du droit ; — les innovations annuelles de la diète ; — le refus d'obéissance en matière spirituelle. — H. Jost avait écrit partout, en France, à Rome, en Savoie, en Suisse. Il croyait que son évêché était perdu, et que personne, parmi ses chanoines, n'eût été assez ferme ni assez capable de tenir la crosse. C'est pourquoi il avait remis sa charge au pape, pour que ce dernier puisse désigner un successeur capable. Pour le cas où le pape refuserait sa démission, Jost exigeait, de la part des patriotes, la restitution de tout ce qu'ils avaient enlevé à l'évêché, et la soumission à un arbitrage pour régler tous les litiges. Enfin, le Valais aurait dû accepter les Jésuites pour diriger un séminaire. A la suite de son épître, l'évêque cataloguait ses droits régaliens. Rott (IV, p. 143 sqq.) dit que Charles-Emmanuel de Savoie aurait offert secrètement à H. Jost une riche abbaye de son duché, s'il appuyait la candidature du cardinal de Savoie en Valais. Mais la France serait intervenue à Rome et Urbain VIII aurait fait entendre raison à H. Jost et refusé net sa démission.

11. La crise de 1627 – La Diète de Loèche

Interventions étrangères

Quand les cantons catholiques apprirent la décision de Hildebrand Jost, ils comprirent la gravité de l'heure. Jost Bircher, de Lucerne, et le capitaine François d'Affry, de Fribourg, furent dépêchés en Valais pour s'enquérir des motifs exacts de cette résignation et pour éviter tout geste irréfléchi à l'égard de l'évêque²⁴⁵. Ils devaient dissuader ce dernier, si possible. Le nonce interviendrait aussi dans ce sens. Enfin, une délégation était prévue dans le but de concilier les parties.

C'est par lettre des VII cantons que la diète valaisanne de janvier 1627 apprit la résignation de son prélat²⁴⁶. Naturellement, les patriotes prirent fort mal la chose : l'évêque avait agi « à l'insu de l'Etat et sans motifs suffisants »²⁴⁷.

La Diète, en signe de mauvaise humeur, quitta la Majorie et gagna la salle de la bourgeoisie de Sion. Elle convoqua le Chapitre, qui avoua avoir connaissance de l'affaire, mais ne croyait point « que ce fût aussi sérieux ». Il avait, du reste, déconseillé à l'évêque de résigner.

Les députés demandèrent à H. Jost ses griefs, pour en référer aux conseils et communes, pour y répondre et en décider en droit. Le prince donna oralement ses griefs :

- 1) l'affaire des armoiries de la maison d'école et le refus d'opérer les reconnaitions ;
- 2) d'autres griefs, « inutiles à mentionner ici », dit le recès signé de la main de Magéran !

L'évêque précisa que sa résignation n'était pas un fait accompli, mais qu'elle dépendait de la réponse de Rome, qui ne ferait de tort à personne. Il estimait que des arbitres impartiaux s'imposaient pour trancher les griefs mutuels, exposés à huis-clos (*in claustris*), lors du dernier renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques, et, plus tôt déjà, au renouvellement de Zoug (1613).

La Diète réclama une rédaction des griefs secrets, car ceux qui étaient connus ne justifiaient pas une résignation, et surtout pas une résignation en cour étrangère, qui risquait de rendre le pays « dépendant ».

²⁴⁵ E.A., VI, 1, No 408 et No 409, h et i).

²⁴⁶ de Courten, IV, p. 45 sqq.

²⁴⁷ de Courten, IV, p. 85. — Il paraît que l'évêque avait renvoyé (et non sans raison, croyons-nous) ceux qui ne comprenaient pas le motif de son geste à la simple lecture des recès (*ibidem*, p. 195). — Rott (IV, p. 144) nous apprend que, « sans représentants ecclésiastiques, la diète accusa le capitaine de Quartéry, parent de l'évêque, d'avoir intrigué à Rome, Turin, Vienne et Milan ». L'évêque fut menacé pour sa liberté, fit appel à la France et aux cantons catholiques, hostiles aussi à un prélat savoyard.

Vu les circonstances critiques et les grands mouvements de guerre, les députés jugèrent opportun, afin de cimenter l'union compatriotique, «que chacun des VII dizains désigne des députés en nombre qu'il lui plaira, lesquels, avec pleins-pouvoirs aient à se rencontrer, le 11 février au soir, à Loèche, pour renouveler réciproquement serment sur l'acte de paix du pays (*Landfrieden*) que nos ancêtres ont érigé et juré entre eux, et se concerter dans le but du maintien de la paix, union, droit, justice et liberté héréditaire. Que Dieu veuille l'accorder, Amen!»²⁴⁸.

Une réunion, dans le centre protestant de Loèche, à un moment si critique, ne présageait rien de bon pour la cause catholique²⁴⁹. Cette diète n'a laissé aucun recès, à notre connaissance. Mais nous en savons les principales décisions. Son résultat le plus clair, c'est que les Jésuites reçurent l'ordre de vider les lieux dans les quinze jours²⁵⁰. Mais «pour mieux cacher leurs vues hérétiques, dit Grenat, et pour tromper le peuple, les chefs du parti avaient en même temps fait confirmer l'ancien recès de Viège». La religion catholique était donc sauvée²⁵¹.

Pendant ce temps, la Diète de Lucerne décidait qu'une délégation partirait de suite en Valais, munie d'instructions du nonce, et accompagnée, si possible, d'un personnage de l'ambassade française²⁵².

²⁴⁸ de Courten, IV, p. 47.

²⁴⁹ Il est vrai qu'en décembre 1625 déjà, on parlait de «renouveler le *Landfried*» (*Erfrischung des Landtfriedens*). Mais il faut se souvenir que si l'évêque parlait d'agir en cour étrangère, on lui reprochait régulièrement de violer ce «*Landfried*» (cf. de Courten, III, p. 596). Il en allait de même lorsqu'il parlait d'introduire les Capucins et les Jésuites (cf. de Courten, III, p. 730). Le texte de ce fameux *Landfried* est donné dans les BWG, I, p. 100 sqq.). C'est une alliance des dizains qui datait de 1550.

²⁵⁰ Grenat, p. 244. — Rott (IV, p. 145) dit que Brigue s'y opposa.

²⁵¹ H. Jost n'en connut que l'expulsion prononcée à l'égard des Jésuites, mais il pensait que l'on avait beaucoup manœuvré contre l'Eglise et contre lui (*viel selzame abentheürige undt unwahrhafte artickel wider uns undt die Kirche...* cf. de Courten, IV, p. 86). Les patriotes diront plus tard (de Courten, IV, p. 196) qu'ils s'y étaient demandé s'il ne valait pas mieux chasser l'évêque que ces bons pères, et qu'au reste, la bourse de l'évêque s'était fort réjouie de cette expulsion!

Nous possédons les instructions données aux députés de Sion en date du «17 Hornung des 1627. Jahres». Elles sont signées par le «*Staatschreiber*» Waldin et portent le sceau de la ville de Sion. Voici les députés qui furent désignés: Martin Kuntschen, bourgmestre; Jean Udret, châtelain de la ville et du dizain; colonel Balthasar am Büell; Adrien Waldin, «*Säckelmeister*»; Félix Nanschen; Junker Bartholome Wolff; Stephan Kalbermatter, ancien châtelain; capitaine Anthoni Waldin; capitaine Thomas Dorscha; G. Stephan Kalbermatter, «*procurator*»; Jean Duffrat, *procurator patrimonialis*, et Hildebrand Waldin, «*Stattschreiber*». — Voici leurs instructions: 1) présenter les hommages de la ville au Bailli et aux compatriotes députés; 2) veiller, selon dernier recès, à ce que le *Landfried* soit effectivement renouvelé (*dass soliches in Zweck und in Effect werde*); il sera approuvé lorsque tous les députés l'auront conclu; 3) il est en outre question d'un article à proposer, mais ceci devait faire partie des instructions orales. Enfin, le plus grand zèle est recommandé aux députés (*ABS*, tiroir 111, No 8).

Le nombre considérable des délégués de Sion permet de dire que cette diète de Loèche fut très fréquentée. Elle comprenait 300 assistants, assurèrent un jour les patriotes (cf. de Courten, IV, p. 196).

²⁵² E.A., VI, 1, No 415, 24 février 1627.

La délégation comprit Jost Bircher, de Lucerne, chevalier et membre du conseil, K. E. von Roll, banneret d'Uri et membre du conseil, Gaspard Ceberg, chevalier et lieutenant à Schwyz, Jean-Daniel de Montenach, de Fribourg, membre du conseil.

La France dépêcha de Mollondin, secrétaire de Miron et interprète²⁵³, et la Savoie, Carron, seigneur de Buttilier²⁵⁴.

Cette mission parvint à Loèche le 10 mars²⁵⁵, c'est-à-dire le 28 février selon l'ancien calendrier. Elle rencontra les députés valaisans, qui venaient de «déliberer sur le *«Landfried»*, pour s'opposer à tout pouvoir injuste, sauvegarder la liberté de la patrie et abolir de nombreux abus qui se sont commis dans le pays depuis bien des années»²⁵⁶.

De Mollondin demanda que l'on ne fît rien sans réflexion, ni sans l'avis du roi de France et des VII cantons. Carron offrit l'entremise de la Savoie. Sur ce, les députés, réunis «en très grand nombre»²⁵⁷, décidèrent de se rendre à Sion, tout en protestant contre la résignation de l'évêque dans les mains du pape²⁵⁸.

On tint conférence pendant plusieurs jours, afin d'aviser aux moyens de conserver la souveraineté du pays sans léser l'évêché. On finit par exiger des griefs écrits de la part de l'évêque et du Chapitre, à supposer que ce dernier entendît faire cause commune avec le prince.

²⁵³ Rott (IV, p. 145) dit que Mollondin arriva en février 1627 et tenta de renouveler l'accord de 1619 : mais il dut assister à des «assemblées ou plutôt vacarnes extraordinaires, non pratiquées depuis cent ans». Miron estimait «que la cause des dizains estoit bonne».

²⁵⁴ E.A., VI, 1, No 417 ; de Courten, IV, p. 49 sqq. ; Grenat, p. 241 sqq. — Rott (IV, p. 147 sqq.) dit que Carron de Buttligiera arriva 24 heures avant les députés catholiques. Il proposait la médiation de son maître. Il fit en vain des largesses et poussa les dizains à imposer des conditions humiliantes à l'évêque pour qu'il abdiquât, ce qui eût été en faveur de la Savoie.

²⁵⁵ Le 5 mars, selon Rott (IV, p. 146).

²⁵⁶ de Courten, IV, p. 49. — Mettons à l'index les députés présents à ce moment, selon le recès original :

Bailli : Jn Rhoten. — Secrétaire d'Etat : M. Magéran.

Sion : J. Udret, Martin Kuntschen, B. am Büel, Hild. Waldin, Barth. Wolff, J. de Montheys (ce dernier n'y assistait que depuis le 15 mars).

Sierre : H. Fromb, Jn. Birnbaum, Antoine Courten, Jean Venetz.

Loèche : J. Grand, H.-G. Werra, Nicolas Plaschy, Hans Wyss et P. Allet (ce dernier depuis le 15 mars seulement).

Rarogne : J. Oberhauser, P. Roten, J. Venetz.

Viège : Seb. Zuber, N. im Eich, Th. an den Matten.

Brigue : Ant. Mägetschen, H. Welschen, J. Lergien, P. Stockalper.

Conches : W. uff der Eggen, Martin Mattlis, N. Schiner, P. Biderbosten.

On notera que, pour Sion, le nombre des députés a bien baissé par rapport aux personnages désignés dans la lettre de convocation : ceux qui ne figurent pas parmi les habitués des diètes n'y siégeaient déjà plus.

²⁵⁷ de Courten, IV, p. 50.

²⁵⁸ E.A., VI, 1, No 417. — Rott dit : Mollondin et les Suisses parvinrent à ramener la diète à Sion pour conférer avec le prélat (IV, p. 148).

L'évêque et le doyen Schnider rédigèrent le document suivant, daté du 13 mars : La volonté du Souverain Pontife est que l'évêque demeure dans son épiscopat ; mais aux conditions que voici :

- a) respect de la juridiction épiscopale en matière ecclésiastique, dans toute l'étendue du diocèse. Obéissance vraie, entière, catholique, en matière religieuse ;
- b) respect de la principauté temporelle de l'évêque, telle qu'elle le fut sous les prédécesseurs de H. Jost ;
- c) maintien du recès de Viège et autres ;
- d) renouvellement rapide des reconnaissances sur Sion et ailleurs ;
- e) restauration des armes épiscopales sur la maison d'école ;
- f) restitution des titres soustraits en 1613, annulation des articles (de 1613), restauration de la Caroline ²⁵⁹ ;
- g) acceptation des Jésuites, du calendrier, etc.

Mais sur chacun de ces points, les patriotes n'avaient guère changé d'avis. Ils reprochèrent plutôt aux chanoines de leur avoir dérobé un coffre plein de titres de franchises. Ils établirent que le pouvoir souverain, au temporel, leur appartenait en propre, et refusèrent l'obéissance totale au spirituel, sous couleur de privilèges pontificaux. Au surplus, l'évêque avait fait « état d'un tel aveu pour intervenir dans le temporel au moyen de citations à l'étranger et pour introduire le nouveau calendrier » ²⁶⁰.

Toutefois, on finit par se mettre d'accord pour suspendre toute chicane jusqu'à la prochaine diète de mai ²⁶¹. Entre temps, on trouverait des arbitres : mais il était précisé que chacun resterait éternellement dans ses droits propres. C'était presque le renouvellement de l'accord de 1619.

Mais dès que la délégation étrangère eut tourné le dos ²⁶², les Valaisans commencèrent à retoucher le projet. Une de ces « légères retouches » consistait à dire que « la souveraineté devait résider à perpétuité dans les VII dizains et que l'évêque devait restituer son évêché à ceux de qui il l'avait reçu ».

Comment Hildebrand Jost eût-il accepté un tel projet ? C'était chose impossible et, selon les recès fédéraux, c'est le nonce lui-même qui s'y opposa ²⁶³.

²⁵⁹ On notera que, le 29 avril 1627, Ferdinand II renouvelait encore la Caroline et prenait H. Jost sous sa protection. — Cf. sur ce point Rott, IV, p. 163.

²⁶⁰ de Courten, IV, p. 52 sqq.

²⁶¹ Cf. Rott, IV, p. 148 : « l'évêque retirait sa démission au profit d'un étranger et confirmait l'expulsion des Jésuites et des protestants ».

²⁶² de Courten, IV, p. 58. — Rott dit que les délégués restèrent 6 semaines en Valais (IV, p. 149).

²⁶³ de Courten, IV, p. 59.

Afin de sauvegarder leur liberté, les patriotes rédigèrent un recès, à lire devant les communes, qui dénonçait toutes les prétentions et innovations de l'évêque, toutes ses trahisons. Ensuite il fallait convoquer une nouvelle diète munie d'instructions, pour nommer, au besoin, un nouveau prince-évêque. Des mesures militaires étaient indispensables aussi, car la patrie était entourée de dangers ²⁶⁴.

Après un entretien avec Hildebrand Jost, un «bon patriote» essaya de présenter d'assez plates excuses au nom de l'évêque, et d'assurer que ce dernier ferait la paix par l'entremise de personnes désignées par le pays et par le Chapitre ²⁶⁵.

Mais les députés déclarèrent qu'on ne les y prendrait plus. Ils maintinrent leurs décisions et s'opposèrent à l'adoption du nouveau calendrier. Malheur aux curés et aux sonneurs de cloches qui n'auraient point été de cet avis !



Les cantons catholiques jugèrent bon d'envoyer une nouvelle députation en Valais, car le pape n'acceptait pas la démission de Hildebrand Jost ²⁶⁶. Ils pensaient que le Nonce et l'ambassadeur de France Miron devraient être de la partie.

Ces derniers ne restèrent point inactifs. Dans une lettre du 20 mars 1627, Miron s'indignait des procédés peu orthodoxes des dizains à l'égard des Jésuites et du calendrier ²⁶⁷.

Le 16 avril, le pape avertissait le Chapitre d'avoir à résister à toute tentative de nommer un nouvel évêque ²⁶⁸. Suivit une lettre du nonce suppliant le Valais de ne pas consommer le schisme : car le pape n'avait pas accepté le départ de l'évêque.

Le 6 mai 1627, le Bailli et les «orateurs» du pays adressèrent «au Saint Père» une longue épître en latin, qui reproduisait d'assez près une lettre du temps de Mathieu Schiner ²⁶⁹, et dont Grenat attribue la paternité à Magéran ²⁷⁰.

²⁶⁴ de Courten, IV, p. 60.

²⁶⁵ L'évêque aurait voulu six arbitres par partie (Cf. AV, fonds ATL, collectanea, volume 1, No 56). Ni l'évêque, ni les députés ne devaient jamais trouver un terrain d'entente : car si l'on décidait de laisser chaque partie en possession de ses droits, l'évêque y sous-entendait aussitôt ses droits souverains sur le Valais, tandis que les dizains excluaient d'emblée la souveraineté des droits de l'évêché.

²⁶⁶ Cf. E.A., VI, 1, No 419 et 422 d).

²⁶⁷ Grenat, p. 244. — Miron avait reçu de Louis XIII des instructions suivantes : apaiser le conflit ; maintenir l'unité de foi ; faire admettre le nouveau calendrier ; conserver à l'évêché juridiction et immunités, mais engager l'évêque à admettre un coadjuteur favorable à la France ; trouver une solution pour les Jésuites (Rott, IV, p. 149).

²⁶⁸ Grenat, p. 243.

²⁶⁹ de Courten, IV, p. 71 sqq. — D. Imesch, *die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, I. Band, 1916, Fribourg, p. 475 sqq.

²⁷⁰ Grenat, p. 245.

Les patriotes y remercient le pape de l'envoi du Nonce, qui s'offre à apaiser les différends, demande l'acceptation des Jésuites, du calendrier, des décisions de Trente et recommande l'érection d'un séminaire. Puis ils expliquent que l'évêque n'a aucun grief plausible contre le pays : c'est lui qui veut accaparer le pouvoir suprême, que n'ont jamais exercé ses prédécesseurs. Il innove donc, trahit la patrie, expédie à l'étranger des documents qui concernent l'évêché. Malgré ces fautes, le pays a fait la paix avec ce prélat qui était pourtant déchu « ipso facto » de son évêché.

Qui saura dire, continuent les patriotes, pourquoi il résigne sa charge, maintenant, à l'insu du Chapitre ? Mais nous avons déposé nos plaintes auprès du nonce, afin de procéder à une nouvelle élection et de restaurer la paix et l'ancienne ferveur. Nous craignons des mouvements populaires. Quant à l'assemblée que nous avons tenue à Loèche, nous y avons simplement corroboré d'anciennes décisions. Nous voulons rester catholiques, mais alors, qu'on débarrasse les brebis de ce redoutable pasteur, sinon, nous pourrions revenir sur nos décisions.

Comme l'a écrit Grenat ²⁷¹, cela équivalait à une menace de protéger le calvinisme.



A la fin mai 1627, l'ambassadeur Miron était parti pour le Valais par ordre du roi ²⁷². Le nonce arriva peu après, par ordre du pape ²⁷³.

Le nonce Scappi prononça un discours, qui est reproduit dans la *Gallia Christiana* ²⁷⁴. Il y fit l'apologie des Jésuites, auxquels on avait

²⁷¹ Grenat, p. 245. — Cet auteur se demande pourquoi cette missive correspond si peu à la lettre adressée le 20 mars au nonce, et priant le pape de ne pas accepter la résignation de H. Jost. Suivant le texte de notre lettre, il se pourrait bien que la date du 6 mai ne soit pas exacte : car elle semble postérieure à la visite du nonce dont il sera question tout à l'heure.

²⁷² E.A., VI, 1, No 427. — Il avait écrit plusieurs lettres au préalable (voir ABS, 205/70). — Selon Rott (IV, p. 149), Miron avait obtenu du roi qu'on le laissât libre au sujet des Jésuites et il avait renvoyé (à Paris) ses lettres de créance pour le Valais, car l'évêque y était appelé « très bon et très grand ami et confédéré du roi », ce qui eût fâché les dizains ! Le prétexte de sa visite fut la beauté du pays, qui lui avait été vantée par ses prédécesseurs et l'obligation de remercier les dizains pour leur empressement à ratifier les traités de Madrid et de Monçon. Il évita d'arriver avec le nonce, passa par Fribourg, et, à Sion, fut l'objet d'une réception fort honorable, recommencée quelques jours plus tard en faveur de Scappi et des cantons catholiques. Rott dit encore (IV, p. 151) que Miron voulait remplacer les « Jésuites espagnolisez » par des Capucins français. Bérody, dans sa chronique (p. 90 sqq.) signale le passage de Miron à Agaune, avec femme et enfants, et son retour de Sion le 19 mai (donc les derniers jours de mai selon l'ancien calendrier).

²⁷³ Grenat, p. 246.

²⁷⁴ XII, *instrumenta* 34, col. 476 sqq.

fait confiance quelques années plus tôt en Valais. Ce n'étaient point ces pères qui avaient donné à l'évêque le conseil de résigner. Le P. Marius avait plutôt voulu l'en empêcher.

Il demanda à connaître exactement les décisions de Loèche qui, outre l'expulsion des pères, violaient les immunités et juridictions ecclésiastiques : or, toute détention illégitime des biens de l'Eglise, dit-il, entraîne de graves censures.

Enfin, il recommanda un peu plus de bienveillance envers le prince-évêque : le pape s'oppose à sa résignation, et H. Jost lui-même déplore les troubles qu'il a occasionnés. L'évêque n'a résigné en faveur de personne. Il ne veut ni faire du tort à sa patrie, ni se moquer des coutumes ou des privilèges capitulaires. Aucun évêque ne peut déposer sa charge sans le consentement de Rome. Il ne faut pas croire que le pape va profiter de la situation pour léser les droits du Chapitre.

Le nonce acheva en se déclarant prêt à écouter tous les griefs possibles contre l'évêque ²⁷⁵.

La réponse du Valais se trouve aussi dans la *Gallia Christiana* ²⁷⁶ : Elle date du 22 mai (ancien style) et cadre fort bien avec la lettre au pape du 6 mai ²⁷⁷. Son texte est en français. On y déplore la haine que s'est attirée l'évêque dans tout le pays de la part « tant des petits que des grands ». Mais il doit s'en prendre à lui-même, car il ne respecte pas les « accommodements ». Si l'on ne peut rétablir les Jésuites, c'est à cause du « règne imprudent et précipitant » de cet évêque. Par contre, le serment fait à Loèche « devant Dieu et devant les anges », de ne tolérer que la religion catholique et romaine, sera toujours maintenu ²⁷⁸.

L'évêque, continuant les patriotes, a publié dans les paroisses d'« aigres édits », répugnant aux usages, coutumes et libertés. Il a même « incité et animé le commun patriote contre son magistrat naturel »... Il aurait pu s'ensuivre grande effusion de sang. D'anciennes lois permettraient de le punir de mort pour sédition. C'est à cause de lui qu'il a fallu licencier les Jésuites, pour les garantir de toute violence. Il ne faut donc pas voir là un acte d'hostilité à l'égard du pape. Sa Sainteté ne doit pas croire les calomnies « qui nous sont imposées pour nous désunir et par ce moyen envahir notre Etat et nous réduire d'une liberté sous le joug d'une perpétuelle et honteuse et misérable subjection ». Les voisins n'auront pas le cœur d'intervenir pour soutenir « l'ambition, la légèreté et la cupidité insatiable comme aussi la bouillante et inconsidérée affection de notre évêque... »

²⁷⁵ Rott (IV, p. 152) dit que Scappi aurait blâmé les imprudences de conduite et de langage de H. Jost.

²⁷⁶ XII, *instrumenta*, 35. — Un autre texte aux Archives du Valais, L 142, p. 135 sqq.

²⁷⁷ Cf. Grenat, p. 247.

²⁷⁸ Rott affirme (IV, p. 152) que les Valaisans auraient menacé, en diète du 26 mai, de rappeler simultanément les protestants valaisans émigrés à Berne.

Il est impossible d'admettre les Jésuites que l'évêque a voulu introduire de force à Sion. Quant à l'érection d'un séminaire, elle dépend du bon vouloir de sa Grandeur, qui s'attribue tous les bénéfices vacants.

Ayant montré «une si grande persécution envers ses bons compatriotes, oublié son devoir, inobservé ses promesses, renversant les anciennes lois et fait de nouvelles pour opprimer le peuple», (et, qui pis est, expédié des documents hors de son diocèse), Hildebrand Jost est de par le fait (*ipso facto*) déchu de son évêché».

Après ces méfaits, H. Jost a menacé encore le pays de la force étrangère et résigné son évêché aux mains du pape : si ce dernier avait accepté la chose, «sa Sainteté fût non seulement tombée dans de grandes inconvénients, mais aussi les Etats voisins l'eussent ressenti».

L'évêque, «vu la petitesse de son esprit» n'a jamais pu «assister en diète sans disputes». Il se dit «pape en le pays, dit que le nonce et le pape n'ont rien à commander. Il veut dévorer la brebis pour rendre le peuple esclave». Que Rome prenne les moyens qui s'imposent, «car autrement, nous serons occasionnés de prévoir nous-mêmes après des moyens pour conserver notre chère patrie»²⁷⁹.

Un recès donné au nonce au début de juin 1627 confirme la réponse du 22 mai²⁸⁰. On y rappelait que les décisions du Concile de Trente étaient encore «inouïes» pour le pays, qu'on voulait les confronter avec les coutumes et les privilèges²⁸¹.

L'ambassadeur Miron reçut à son tour une réponse datée du 22 mai, ancien style²⁸². Elle confirmait les déclarations faites verbalement à l'ambassadeur. Les patriotes proclamaient leur attachement à la France, au catholicisme, «malgré les charges inéquitables imposées par l'évêque». A l'égard de H. Jost, les Valaisans promettaient de s'en tenir

²⁷⁹ Si la Diète s'opposait à la résignation de Hildebrand Jost et demandait d'autre part la déposition de cet évêque, elle ne se contredisait point. Elle voulait éviter que le prélat, en résignant, pût laisser sa succession à un étranger. Si le pape reconnaissait H. Jost déchu de son évêché à cause de ses mauvais procédés (*ipso facto*), le pays pouvait nommer un nouvel évêque. Au surplus, si le pape n'était pas d'accord, on le menaçait simplement de schisme.

Grenat doit toutefois se tromper quand il dit (p. 246) que la menace d'élire un nouvel évêque ne tarda pas à recevoir un commencement d'exécution, et qu'en mai 1627 le Chapitre fut invité à présenter 4 candidats, parmi lesquels la diète choisirait un vicaire général. Les événements rapportés par de Courten (IV, p. 81 sqq.) montrent qu'il s'agit d'une diète de mai 1628 et non de mai 1627 (il y est en effet question du curé Theiller, etc.). Rott (IV, p. 152) dit toutefois que l'évêque nomma un vicaire général à la convenance des dizains.

²⁸⁰ de Courten, IV, p. 107 sqq.

²⁸¹ Le règlement des questions matrimoniales semblait soulever les plus grandes difficultés (Cf. un écrit du nonce à ce sujet, ABS, tiroir 111, No 18).

²⁸² de Courten, IV, p. 97. Rott (IV, p. 150 sqq.) dit que Miron avait fait convoquer la diète et interrogé les parties. Il soutint les dizains et les reconnut «uniques souverains du Valais» le 29 mai. La diète fut licenciée le 14 juin. Là-dessus, Miron, rappelé en France, passa par St-Maurice et Genève, le 22 juin (Cf. notre note 272).

à l'accord de 1619, pour autant que le prélat se comporterait digne-ment. Cet accord, assuraient-ils, a été conclu «non seulement en vue de l'évêque actuel, mais en vue de l'évêché et du Chapitre». Ils demandaient encore protection au roi pour leur souveraineté et juraient que l'expulsion des Jésuites n'avait eu lieu que pour empêcher l'introduction d'étrangers, conformément aux anciennes lois.

De l'aveu de l'ambassade française, ni Miron ni le nonce n'avaient réconcilié l'évêque et les dizains²⁸³. Néanmoins, l'aigrissement des esprits s'était un peu atténué²⁸⁴.

Les députés catholiques sont souvent intervenus aussi²⁸⁵. Les dizains leur auraient remis des décisions en date du 18 juin²⁸⁶ : ces réponses étaient calquées sur celles données à Miron, tout en précisant que les droits nés de la Caroline devaient être anéantis (*ausgelöscht*). On demandait aussi aux cantons de protéger les droits souverains du Valais, et d'intercéder auprès du pape pour qu'il autorise une nouvelle élection. En cas de refus, on prendrait d'autres moyens. Plainte est déposée aux mains du nonce contre les empiètements de H. Jost. Ce dernier ne sera protégé que pour autant qu'il n'innovera plus. A la place des Jésuites, qui n'ont mécontenté personne, on demande des prêtres catholiques suisses, etc., etc.

Les cantons parurent ébranlés par les protestations des dizains. A soutenir l'entêté Jost, ne ruineraient-ils pas le catholicisme en Valais²⁸⁷ ? Ils en vinrent à penser que la déposition de l'évêque était nécessaire et crurent que le nonce partageait cet avis²⁸⁸.

Les VII cantons étaient sans doute satisfaits de l'assurance donnée par les dizains. Leur catholicisme était garanti. Il ne fallait donc pas brusquer la question des Jésuites et du calendrier. Toutefois, il fallait veiller, «car le Valais n'est pas sûr et Berne ne dort pas»²⁸⁹ !

Avant toute chose, il aurait fallu éclaircir les droits et les privilèges réciproques du pays et de l'évêque²⁹⁰.

²⁸³ E.A., VI, 1, No 435 a). — Rott (IV, p. 150) rapporte ces paroles de Miron à Louis XIII : «H. Jost, étrange cervelle, n'agissant qu'à sa guise, et sourd aux conseils du nonce comme à ceux de son Chapitre», ne parlait plus de résigner et maintenait toutes ses prétentions qu'il ne parvenait pas, d'ailleurs, à coucher par écrit... les Valaisans étaient résolus, en cas de besoin, à assommer leur évêque (*ibidem*, p. 151).

²⁸⁴ Cf. Rott, IV, p. 437 sqq.

²⁸⁵ Ces députés étaient l'ancien Amman Zurlauben, J.-D. de Montenach et le secrétaire Haffner (E.A., VI, 1, No 430).

²⁸⁶ Réponse analogue chez de Courten, IV, p. 109 sqq., mais sans date.

²⁸⁷ Rott (IV, p. 437) dit qu'ils craignaient surtout les intrigues de la Savoie.

²⁸⁸ E.A., VI, 1, No 431, p. 512 : ce recès du 17 juin 1627 dit qu'«il est indispensable d'écrire au pape pour obtenir la déposition du prélat de Sion». — Les cantons admettaient alors que la difficulté principale venait de la personne de l'évêque (Cf. E.A., VI, 1, No 452 a).

²⁸⁹ «besonders weil die Walliser unbeständig und Bern auch nicht müssig ist» (*ibidem*).

²⁹⁰ E.A., VI, 1, No 436 e, juillet 1627. On songeait peut-être à reconnaître les dizains souverains aux côtés de l'évêque (Cf. Grenat, p. 248).

Quant à Louis XIII, tenu au courant par Miron, il entendait sauvegarder les droits de l'évêché. Il avait fait intervenir à Rome l'ambassadeur de Béthune contre l'évêque. Et les ambassades calculaient déjà la pension à offrir à Hildebrand Jost en don de joyeux départ ²⁹¹.

12. L'affaire du capitaine Antoine Stockalper (1627)

Lors de la diète de Loèche, terminée à Sion, en février et en mars 1627, les patriotes parlaient de dangers qui entouraient la patrie et qui nécessitaient une mobilisation, «pour de puissants motifs qu'on omet à dessein d'exprimer» ²⁹². De plus, dans la réponse adressée au nonce, on espérait «que les pays voisins ne viendraient pas au secours de l'évêque».

Que se passait-il donc ? Les faits qui suivirent cette fameuse diète ont fait l'objet d'une bonne étude chez Grenat ²⁹³ et M. Jean Graven en a donné un récit plus précis encore dans sa «*Réhabilitation du capitaine Antoine Stockalper*» ²⁹⁴. C'est là qu'il faut lire cette page de notre histoire.

Contentons-nous donc d'évoquer quelques faits. Les décisions prises à Loèche mécontentèrent le peuple. La visite du nonce et l'inlassable activité de Hildebrand Jost avaient réalisé la réforme catholique en Valais dans le sens du Concile de Trente. Nous avons signalé les résistances de la diète, où siégeaient encore des protestants. Mais il semble que le clergé s'était rangé aux côtés de son pasteur ²⁹⁵ et avait repris conscience de ses devoirs. Quant au peuple, foncièrement catholique, il suivait le mouvement.

Cela explique pourquoi la diète n'osa s'en prendre au catholicisme en 1627 : c'eût été la révolution. Elle se borna à expulser les Jésuites, à refuser le calendrier grégorien, etc.

Le peuple ne se révolta point, mais son agitation fut sensible tout de même. Les députés de la diète en ont constitué eux-mêmes la preuve, par leurs «enquêtes contre les personnes rebelles» en juin 1627 ²⁹⁶.

²⁹¹ Cf. Rott, IV, pp. 144 et 151 : Miron convenait qu'un coadjuteur ne pouvait se donner à un évêque de quarante ans, et qu'il fallait simplement déposer H. Jost. — Cf. encore le discours du nonce cité plus haut (note 274).

²⁹² de Courten, IV, p. 60.

²⁹³ Grenat, p. 251 sqq.

²⁹⁴ Sion, 1927.

²⁹⁵ Sur le synode diocésain tenu par H. Jost en 1626, cf. Grenat, p. 289 sqq.

²⁹⁶ de Courten, IV, p. 99 sqq.

Des prêtres ne s'étaient pas gênés de taxer la diète de Loèche de «*consilium canis et Calvini*»²⁹⁷. Le peuple répétait que les députés de cette assemblée étaient des «*hérétiques, des huguenots pourris*»²⁹⁸. Lorsque les «*Messieurs*» revinrent, ce fut, à Brigue, une explosion unanime d'invectives, de menaces et d'expressions de mépris²⁹⁹ : «*Les Herrlini n'ont plus rien à manger, maintenant ils dévorent le bien de l'Eglise !*» On parlait de raccourcir les «*grandes collerettes*» (*Krägen*).

A Sion, par contre, on trouvait que toutes les autorités, à commencer par l'évêque et le Chapitre, étaient trop jeunes, mais que les laïcs avaient tout de même raison³⁰⁰.

L'application par l'Eglise du nouveau calendrier, en avance de dix jours sur l'ancien, était une cause inépuisable de troubles. A Brigue, Antoine Stockalper encourageait les curés et le peuple à suivre le nouveau style³⁰¹.

D'autre part, surtout à Brigue, les Jésuites avaient gagné l'estime générale et l'on se désolait de leur départ³⁰². Le conseil de ce dizain écrivait au Bailli que leur retour s'imposait³⁰³. Le 28 avril 1627, le banneret Lergien et Antoine Stockalper firent une réclamation analogue³⁰⁴. On pensait de même à Viège et à Rarogne. Et en juin 1627, lorsque le légat, l'ambassadeur de France et les Confédérés catholiques étaient réunis à Sion, Antoine Stockalper s'était démené pour obtenir le retour des pères³⁰⁵.

Dans sa relation, l'ambassadeur Miron dit que les Jésuites demandaient à s'établir de préférence à Brigue, «*qui est à l'extrémité du pays et proche le Milanois, d'où il sort souvent des brigues en effet pour pratiquer l'alliance avec Milan : et pour ce j'ai souvent empesché et par persuasion aux dits Jésuites... de s'aller mettre au dit Brigue, mais plutôt s'établir à Syon*»³⁰⁶.

Deux partis se dessinaient dans le peuple : celui qui tenait pour l'évêque et celui des dévots de l'autorité, c'est-à-dire de Messieurs les Patriotes, qui faisaient la loi depuis nombre d'années en Valais.

²⁹⁷ Graven, *op. cit.*, p. 107.

²⁹⁸ de Courten, IV, p. 124.

²⁹⁹ Graven, *op. cit.*, p. 108.

³⁰⁰ ABS, tiroir 71, No 56.

³⁰¹ Graven, *op. cit.*, p. 109.

³⁰² *Ibidem*, p. 111.

³⁰³ ABS, 205/3, p. 701.

³⁰⁴ ABS, 205/63.

³⁰⁵ Graven, *op. cit.*, p. 112.

³⁰⁶ Miron, *Relation...* p. 314. — Il semble que cet ambassadeur comptait sur l'établissement des Jésuites en Valais pour éviter que les jeunes gens n'allassent aux universités protestantes, mais aussi, pour qu'ils n'eussent plus besoin de se rendre aux écoles de Milan.

Des rixes éclatèrent. Ce fut le cas en avril à Viège et en juin à Naters, toujours au moment de la lecture des recès ou des manifestes épiscopaux³⁰⁷.

Antoine Stockalper était le chef rêvé des paysans en révolte : à cet instant, il passait pour fervent catholique³⁰⁸.

Mais la question présentait un autre aspect, plus important à notre sens : Stockalper, bourgeois de Brigue, comprenait tout l'avantage que le pays pouvait retirer d'un accord avec Milan. Nous l'avons vu intervenir en diète en faveur de négociations avec le duc. C'est alors qu'il se heurta à l'opposition de Magéran. En 1624, on lui reprocha son activité brouillonne, qui nuisait aux bonnes relations avec la France. Cité devant la diète, dès 1623, pour avoir décrié les autorités, il avait refusé d'y comparaître³⁰⁹.

Est-ce pour l'éliminer de leur route que les députés lui avaient confié le gouvernement de St-Maurice en décembre 1617³¹⁰ ? En octobre 1624, Antoine Stockalper partit à la tête de cinq bannières (ou compagnies), sous les ordres du maréchal français Bassompierre et du colonel Angelin Preux³¹¹. On s'explique mal pourquoi il s'était mis au service de Richelieu. Voulut-il échapper aux poursuites de la diète, aimait-il la guerre pour la guerre, ou encore, manquait-il d'argent³¹² ?

On sait que les troupes valaisannes furent rappelées le 13 janvier 1627 (nouveau style)³¹³, car elles étaient très mal entretenues et Stockalper en revint aussi malade³¹⁴.

Un revirement populaire était à craindre en Valais. Qui tirait profit de la politique favorable à la France ? Les « Messieurs » bien pensionnés et l'illustre Magéran, qui s'enrichissait en important le sel français. Qui faisait les frais de ce système ? De malheureux mercenaires expédiés dans les Liges pour la gloire du roi Louis XIII et pour la défense des calvinistes.

L'évêque Jost ne se gênait point de rappeler que l'alliance avec les Grisons avait été conclue sans assentiment du clergé, sans consente-

³⁰⁷ Graven, *op. cit.*, p. 116 sqq.

³⁰⁸ Rott (IV, p. 439) dit de lui : «cet ancien calviniste, passé avec ardeur au camp catholique... caractère altier et indomptable». H. Jost lui reprochait d'avoir dit un jour : «après la mort de l'évêque, nous ferons de bonnes affaires» (Grenat, p. 208).

³⁰⁹ Cf. notes 188 et 191. — C'est presque exclusivement lorsqu'il s'agit de Milan qu'A. Stockalper vient en diète (février et juin 1616, mai 1620, septembre 1621, décembre 1622, janvier 1623).

³¹⁰ de Courten, III, p. 595.

³¹¹ Cf. Bérody, *Chronique*, p. 75. Il ne doit pas s'agir, comme le dit M. Graven (*op. cit.*, p. 127) de Jean Preux, car «Hans Fromb» porte bien le titre de colonel en France et en Valteline, mais figure trop souvent aux diètes de 1625 et 1626 comme capitaine de dizain (cf. Grenat, p. 232).

³¹² A ce sujet, cf. Rott, IV, p. 439.

³¹³ Bérody, *Chronique*, p. 89.

³¹⁴ Graven, *op. cit.*, pp. 26 et 127.

ment du peuple³¹⁵. On brimait donc les catholiques, le peuple et son prélat. Une minorité d'aristocrates, souvent calvinistes, monopolisaient les honneurs et les avantages.

Antoine Stockalper était tout désigné pour tenter un rapprochement avec Milan : Brigue n'y eût rien perdu, et les catholiques auraient pu compter désormais sur l'appui de l'Espagne. L'ennemi de Magéran devait être le chef du parti des «*espagnolisez*»³¹⁶.

Toutefois, le capitaine ne sut ou ne voulut organiser un parti compact. Il ne monta aucune insurrection appuyée par les forces milanaïses. Peut-être par patriotisme ; peut-être aussi par légèreté ; peut-être enfin par souci d'honneur, car il avait juré fidélité aux fleurs de Lys³¹⁷.

A la fin du mois d'août 1627, à la suite d'une visite du curé de Sion, Henri Theiler, chez Antoine Stockalper, et sur la foi de rumeurs qui émanaient des Carmes de Gérone, le clergé et le peuple étaient convaincus qu'une expédition de grand style, sous les ordres du roi d'Espagne, allait remettre au pas les «*Herrlini*». Figuraient déjà sur la liste noire le Bailli Jean Roten, Magéran, Zuber, im Eich, Pierre Stockalper et d'autres³¹⁸.

Mais voici que, le 15 septembre, à la Souste, on procéda à l'arrestation du chevalier Stockalper³¹⁹. Son attitude, à ce moment, prouvait qu'il songeait à tout sauf à introduire de grandes armées dans son pays³²⁰.

On l'inculpa néanmoins de trahison et de désobéissance à l'autorité, parce qu'il avait voulu introduire les Jésuites et le nouveau calendrier.

Avertis en octobre, les cantons catholiques craignirent aussitôt des rigueurs à l'égard du capitaine et supplièrent le nonce de rétablir enfin l'ordre en Valais³²¹.

Le 17 septembre commença l'audition des témoins³²². Le procès se déroula à Loèche, entre le 6 octobre et le 22 novembre, sous la di-

³¹⁵ de Courten, IV, p. 88, No 13.

³¹⁶ Voir un aveu du nonce Scappi en ce sens chez Rott, IV, p. 439 : «il complotte avec Feria».

³¹⁷ Cf. Graven, *op. cit.*, pp. 26 et 119. — Avait-il seulement groupé 150 fidèles autour de sa maison ? On a dit qu'il s'agissait tout au plus d'une ou de deux dizaines de compagnons, dont deux officiers milanaïses, que l'on qualifia bientôt de «bandits». Des rixes éclatèrent. L'un des officiers, baptisé du nom de Crupp, fut arrêté et exécuté. Le second, le noble Jean de Paulino, réussit à passer les Alpes.

³¹⁸ Graven, *op. cit.*, p. 127.

³¹⁹ Cf. Rott, IV, p. 438.

³²⁰ Graven, *op. cit.*, p. 134.

³²¹ E.A., VI, 1, No 446 a) — Rott confirme (IV, p. 442) qu'ils ne firent que de prudentes interventions.

³²² de Courten, IV, p. 121 sqq.

rection des ennemis d'Antoine Stockalper eux-mêmes. On devine leur impartialité et la douceur avec laquelle ils durent torturer le chevalier ³²³.

M. Graven a raconté minutieusement cette procédure. Il en a démontré sans peine la grande iniquité ³²⁴. «A lire ces pages, dit cet auteur, on gagne la conviction que le procès fut avant tout politique, qu'il s'agissait d'écarter le dernier obstacle intelligent qui s'opposait, avec des chances de succès, au dénouement de la lutte politique et religieuse».

Certes, il ne s'agissait pas de punir un simple séditieux : les juges de Stockalper, — et parmi eux les très impartiaux Magéran, im Eich, etc. ³²⁵ — prononcèrent la peine de mort par décapitation suivie de l'écartèlement. Jamais pareilles rigueurs n'avaient été exercées, même à l'égard du fameux Guntern. Et on les appliquait à un homme qui, au milieu de tous les supplices, proclamait son innocence ³²⁶, à un homme qui n'avait donné qu'un faible commencement d'exécution à des projets de trahison ! Le doute n'est pas possible, ces juges agissaient sous l'effet de la crainte ou d'une formidable rancune.

Faut-il croire, comme Grenat ³²⁷, que Stockalper n'avait qu'un seul but, restaurer la souveraineté épiscopale, ce qui excita les patriotes ? A notre sens, les partisans véritables de l'évêque Jost étaient bien rares en Valais. Nous en avons la preuve dans le document où cet évêque se plaint justement d'Antoine Stockalper, et dit qu'il «se sent tout fin seul» ³²⁸. Stockalper était, croyons-nous, espagnol par intérêt, et, accessoirement, catholique et partisan de l'évêque.

En-dessous des démêlés entre l'évêque et les patriotes, c'était une guerre d'ordre économique et politique qui se livrait en Valais au début du XVII^e siècle. Voilà pourquoi le clergé, partout accusé, et H. Jost, impliqué dans le crime de haute-trahison de Stockalper, furent l'objet d'une indulgence étonnante. Seul fit exception le curé Theiler, «qui n'aurait pas trouvé mauvaise la mort de Magéran» ³²⁹.

³²³ Rott, qui conteste l'application de la torture, reconnaît que le chevalier fut écartelé en présence de son fils, âgé de douze ans (IV, p. 439).

³²⁴ Graven, *op. cit.*, pp. 30 et 137 sqq.

³²⁵ *Ibidem*, p. 145.

³²⁶ E.A., VI, 1, No 452 zu a, décembre 1627.

³²⁷ Grenat, p. 252 sqq.

³²⁸ Grenat, p. 208.

³²⁹ Graven, *op. cit.*, p. 141. — La complicité de l'évêque est douteuse. Les patriotes n'en ont guère fait état dans la suite. Rott (IV, p. 439 sqq.) parle d'intrigues «indéniables» de l'évêque à Rome, au Piémont, en Allemagne, contre l'indépendance du Valais : «Voyant l'impuissance de Turin, il s'était adressé à l'archiduc d'Innsbruck, qui avait consenti à l'appuyer auprès de l'Empereur. L'arrestation de Stockalper arrêta tout. Le frère de Jost gagna Evian avec toute une correspondance, mais Theiler fut arrêté à St-Gingolph. L'évêque, gardé à vue, jour et nuit, dépouillé de ses dernières prérogatives ; les ecclésiastiques furent surveillés ; une garde mise à la frontière interdisait de quitter le pays sans autorisation du Bailli».

Nous ne pensons pas, comme Rott³³⁰ que «le Valais voulait faire le procès de l'évêque au moyen de celui de Stockalper». Le procès de la «Caroline» était déjà liquidé. A côté du malheureux capitaine, H. Jost était quantité négligeable. On le ménagea surtout pour éviter des troubles dans le peuple.

Pour maintenir le statu quo en faveur de la France, il suffisait de trancher une tête : désormais, le clergé et le peuple, qui avaient partie liée contre les «Messieurs», ne pouvaient que s'agiter sans ordre en faveur de l'Espagne.

Ce qui était en cause, c'était bien un revirement du pays au profit de cette puissance. Une expédition, partie de Milan, pouvait mettre fin à la «république aristocratique» des «Seigneurs Patriotes». Il s'agissait ensuite d'une vengeance personnelle de Magéran, chef du parti français, contre l'homme qui, en 1620, osait mettre le bâton dans les roues des chars amenant le sel de France³³¹.

Ce n'est pas en vain qu'on fit avouer à Stockalper que ses premières victimes devaient être Magéran et im Eich³³² et que tous les aristocrates auraient dû y passer. Voilà pourquoi on extorqua au condamné l'aveu qu'il avait voulu assurer le passage du Valais au roi d'Espagne, et pourquoi la sentence de mort en fit grand état³³³.

Telle était la menace qui planait sur tous les pensionnés de France. Stockalper était le seul personnage capable de diriger un revirement politique en Valais et de renverser du même coup tant de fortunes bien assises.

Stockalper décapité, Magéran demeurait le maître incontesté de la politique et des finances du Valais. Il pouvait s'enrichir en toute conscience, traiter avec Gênes et Milan³³⁴, prendre des concessions de mines³³⁵ et laisser une succession aussi riche que disputée³³⁶.

³³⁰ Rott, IV, p. 442.

³³¹ On sait que le peuple accusait Magéran de mener à son gré le Bailli Roten (ABS, tiroir 71, No 56). — De plus, le 8 décembre 1627, Magéran renouvelait sa convention avec l'Etat du Valais, conclue pour dix ans en 1617, et qui le chargeait d'approvisionner le pays en sel français, ou, à défaut, en sel italien (cf. de Courten, IV, p. 191).

³³² Graven, *op. cit.*, p. 139. On sait que im Eich était fortement impliqué dans la politique d'intervention dans les Lignes Grises. Or, Stockalper, qui revenait de Val-teline en aussi piteux état que sa troupe, avait le droit de critiquer la politique des partisans de la France !

³³³ Graven, *op. cit.*, p. 142. — Sentence de mort dans Grenat, p. 255. Cf. encore Rott, IV, p. 439 : «le complot de Feria... tendait à placer les dizains sous la tutelle de l'Espagne... il n'y a pas d'influence protestante ici... c'est un simple épisode de la lutte des ecclésiastiques contre les laïcs (!)... le capitaine s'apprêtait à se rendre à Milan, puis au Vatican, afin d'y remplir une mission dont l'avait chargé Jost. Il s'agissait d'ouvrir la route des Pays-Bas aux Espagnols...»

³³⁴ de Courten, IV, p. 378.

³³⁵ de Courten, IV, p. 432.

³³⁶ de Courten, V, p. 218 sqq. — Cf. encore la brochure de M. Rossi, *op. cit.*, sur Michel Magéran. — On n'en voulait pas du tout aux biens du capitaine Stockalper. Peu après sa mort, on rendit ce qui avait été confisqué à ses orphelins en bas âge.

13. Tentative de conciliation à Lucerne

L'orage passé, la diète de décembre se réunit à l'hôtel de ville de Sion. Le Bailli Roten, qui l'avait convoquée, y fut confirmé dans ses fonctions.

Les patriotes prirent quelques décisions à propos des biens d'Antoine Stockalper et de ses complices. Ils convinrent que le 25 janvier 1628 serait un jour de jeûne et d'action de grâces, pour remercier Dieu d'avoir bien voulu préserver le pays du massacre organisé par Stockalper. Enfin, la frappe d'une monnaie portant les sept étoiles, devait encourager la jeunesse lors des tirs nationaux ³³⁷.

Le nonce avait donné rendez-vous aux cantons catholiques et au Valais pour le 9 janvier 1628 à Lucerne ³³⁸. Hildebrand Jost partit pour cette ville le 2 janvier, accompagné du protonotaire Tornéry et de son frère François ³³⁹. Le Chapitre délégua Jean Sartoris (*Schnidrig* ou *Schnider*), doyen de Sion et Georges Summermatter, sacristain. Ils étaient porteurs d'un mémoire accusateur, dirigé contre les patriotes. Trois jours plus tard, les délégués des dizains partirent à leur tour ³⁴⁰.

A Lucerne, la veille de la réunion, le nonce s'éleva contre les procédures, contraires aux immunités de l'Eglise, que les Valaisans s'étaient permises à l'égard du chanoine Theiler. Les patriotes avaient en outre interdit à quiconque de quitter le Valais sans une permission du Bailli, et ce dernier s'en serait autorisé pour fouiller l'évêque avant son départ. De plus, le sceau de ce magistrat figurait maintenant partout à côté de celui de l'évêché. Le nonce déplora enfin la condamnation de Stockalper et d'autres bons catholiques ³⁴¹. Les cantons crurent nécessaire d'inviter le nonce à un peu plus de compréhension pour le Valais. Enfin, la confrontation des «deux ordres, ecclésiastique et civil», eut lieu du 21 au 31 janvier 1628 (nouveau style) ³⁴². L'évêque et les représentants du Chapitre faisaient front à quatre députés de chaque dizain ³⁴³.

³³⁷ de Courten, IV, p. 184 sqq.

³³⁸ Grenat, p. 258.

³³⁹ A ce sujet, Rott dit (IV, p. 442 sqq.) que les cantons catholiques voulaient que Jost fût déposé avant tout procès. Mais Scappi leur fit la leçon et deux députés des cantons demandèrent aux Valaisans de se soumettre, avec le clergé, à un arbitrage. Les dizains laissèrent partir l'évêque pour la conférence contradictoire du 21 janvier 1628, à condition que la question des juridictions ecclésiastiques ne serait pas remise sur le tapis, mais que le débat porterait uniquement sur la vacance probable du siège et sur l'administration provisoire de ce dernier.

³⁴⁰ Bérody, *Chronique*, p. 95 sqq. — Les députés étaient ceux de la diète de Loèche, plus Zuber et Balthasar am Büel (de Courten, IV, p. 184).

³⁴¹ E.A., VI, 1, No 453, du 18 janvier 1628, et Rott, IV, p. 443 sqq.

³⁴² E.A., VI, 1, No 454.

³⁴³ L'interprète H. Wallier assista de son propre chef à l'entrevue, craignant l'influence hispano-savoyarde. Il rallia les cantons à ses vues en prenant une attitude neutre, sans soutenir ouvertement l'évêque et en ramenant les dizains à plus de bienveillance (Rott, IV, p. 446).

Jost fit parvenir ses plaintes par écrit. Le Chapitre déplora une fois de plus les violences de 1613, mais les dizains, tout en garantissant le maintien de la foi catholique, appelèrent, de tous leurs vœux, le «règne de la charité» !

Le nonce réitéra ses accusations. Il ajouta que Pierre Furrer, doyen de Valère, avait pris possession du château épiscopal de la Majorie dès le départ de l'évêque, mais que le Bailli Roten l'avait envahi quinze jours plus tard, en compagnie du vice-bailli Hildebrand Waldin et du familier Nicolas de Torrenté³⁴⁴. Il réclama l'extradition du curé Theiler, promettant de le juger selon ses mérites. Aucun compromis, conclut-il, n'est possible sans cela.

Le lendemain, en l'absence du représentant du pape, les députés des dizains déclarèrent que leurs instructions visaient simplement à écouter les décisions de Rome³⁴⁵, à donner l'assurance que le Valais s'en tiendrait à l'ancienne foi et garantirait les prérogatives de l'évêché³⁴⁶. Puis ils répondirent à chaque grief.

Vu le manque perpétuel d'instructions des députés, il n'y eut aucun moyen pour s'entendre avec le nonce au sujet du chanoine Theiler³⁴⁷, ni à propos de la rente qu'il conviendrait de laisser à Hildebrand Jost jusqu'au moment où Rome l'aurait déposé.

Malgré cela, on prit la décision suivante : l'évêque résignerait de son propre chef. H. Jost était d'accord, moyennant quelques conditions : 1) restitution des titres et des droits enlevés à l'évêché ; 2) confirmation du recès de Viège ; 3) retour des Jésuites et adoption du nouveau calendrier ; 4) extradition de Theiler au nonce ; 5) satisfaction pour toutes les calomnies dont il avait fait l'objet ; 6) établissement d'une rente annuelle convenable.

Les Valaisans prirent ces points *ad referendum*.

Après cela, le nonce fit part des volontés du pape. Sa Sainteté voulait que l'évêque Jost se rendît à Rome. Les dizains le savaient déjà peut-être³⁴⁸, mais ce qui fut une surprise pour eux, c'est que le pape refusait de déposer Hildebrand Jost. Un vicaire général devait être élu avec un conseil ecclésiastique.

³⁴⁴ Cf. Bérody, *Chronique*, p. 96.

³⁴⁵ Cf. Rott, IV, p. 444.

³⁴⁶ Selon le recès valaisan de la séance (de Courten, IV, p. 211 sqq.), ils auraient reçu encore des instructions visant à préparer l'élection d'un nouvel évêque, conformément à la coutume.

³⁴⁷ Scappi refusait de faire connaître les décisions du pape relatives à l'évêque tant que durerait la détention de Theiler (Rott, IV, p. 444). On lui promit de le libérer dans le mois. Il annonça alors que le pape demandait l'exécution du recès de Viège, l'autorisation pour l'évêque de se rendre à Rome et l'élection d'un vicaire général (29 janvier) (*Ibidem*, p. 445).

³⁴⁸ Urbain VIII l'avait déjà décidé au début de juillet 1627 (cf. Rott, IV, p. 438), et il se peut que les dizains l'aient su le 2 août déjà, avant l'affaire Stockalper (cf. ABS, tiroir 111, No 21, 22 et 28).

Un suffragant ou coadjuteur pourrait être institué³⁴⁹. En outre, ce qui resterait des revenus de l'évêché serait réservé pour H. Jost. Le pape demandait encore l'interdiction des mariages mixtes, l'adoption du recès de Viège, des Jésuites et du calendrier.

Le secrétaire français Wallier et les cantons catholiques appuyèrent ces requêtes, qu'ils crurent bon de compléter, et encouragèrent les Valaisans à s'y ranger³⁵⁰.

Chose curieuse, ils dirent aux dizains, en grand secret, de conférer avec le Chapitre de Sion, pour que ce dernier désigne, selon la coutume, trois ou quatre candidats, parmi lesquels les Valaisans pourraient choisir un nouvel évêque. Pour régulariser la situation, le roi de France interviendrait ensuite auprès du Saint-Siège, pour qu'il ne se produise aucun schisme³⁵¹.

14. Départ de l'évêque Jost pour Rome.

Tentative des Valaisans de nommer un nouvel évêque

C'est dans ces circonstances que Jean Sartoris fut nommé vicaire général du diocèse, le 4 février 1628, et résida à la Majorie. Hildebrand Jost était parti pour Rome le 6 février³⁵².

³⁴⁹ Cf. Grenat, p. 260. — Rott (IV, p. 446) dit que les dizains finirent par prendre *ad referendum* une proposition de Scappi favorable à la désignation prochaine d'un coadjuteur «*cum spe successionis*». Un vicaire général, assisté d'un official et d'un conseil ecclésiastique, fut toléré au départ de l'évêque. Mais le système du coadjuteur se heurtait à des questions d'ordre financier.

³⁵⁰ Selon Rott (IV, p. 448), Wallier fit une proposition séduisante et inattendue : craignant que le différend ne devînt confessionnel, et que le Valais ne devînt calviniste, Louis XIII porta de 500 écus (plus 200 de Charles-Emmanuel), à 2000 livres, partagées avec son suppléant, la pension de l'évêque. Puis il enjoignit à son ministre du Vatican (Béthune) d'exaucer le vœu des dizains.

³⁵¹ «*dadurch dieselbe Zwiespalt und Schisma verhütet werde*». — Le pape, disait-on était mal informé de la situation en Valais.

Dans le recès valaisan (de Courten, IV, p. 213), les Valaisans prétendent avoir pris l'initiative de ces entretiens secrets !

Le 14 mars 1628, Louis XIII avait reçu rapport et avait prévenu son représentant près le St-Siège, Béthune.

³⁵² Bérody, *Chronique*, p. 97. — On trouvera quelques renseignements sur les griefs que Hildebrand Jost aurait portés devant Urbain VIII dans l'article de D. Imesch, dans *Rev. Hist. Eccl. suisse*, 1916, p. 171. — L'évêque y fit état d'une liste des droits et des revenus de son évêché, de ses droits régaliens, des articles de 1613 et des 30 articles de 1627, c'est-à-dire des griefs des patriotes. — Cf. encore *E.A.*, V, 2, No 417, p. 496 sqq.

Selon la chronique de Bérody, les patriotes se seraient réunis à Sion, le même mois, pour discuter les propositions du nonce ; mais ils ne s'entendirent point ³⁵³.

Le nonce s'impatiait de ne recevoir aucune réponse du Valais ³⁵⁴. Par respect pour Sa Sainteté et pour «se ménager des amitiés», une diète résolut enfin d'extrader le curé Theiler, sous réserve de la ratification des communes jusqu'à la prochaine diète de mai ³⁵⁵. Theiler fut donc extradé, en juillet 1628 nous dit Bérody ³⁵⁶.

Les patriotes ne voulaient pas tolérer que le nonce pût instaurer un vicaire général «*in spiritualibus et in temporalibus*» ³⁵⁷. D'autre part, les recès valaisans nous révèlent que les patriotes demandèrent au Chapitre de désigner quatre candidats, afin de choisir parmi eux un vicaire général, un coadjuteur ou un suffragant ³⁵⁸.

D'entente avec le nonce, le Chapitre s'y refusa et les députés s'en montrèrent ébahis ³⁵⁹.

De Rome, Hildebrand Jost soupçonnait Berne d'intrigues et recommandait au Chapitre de ne pas succomber à la tentation de le remplacer, vint-elle du nonce lui-même, car le pape n'avait toujours rien décidé ³⁶⁰.

Tandis que les dizains persévéraient dans leur attitude, les cantons catholiques mettaient tout en œuvre pour éviter au moins le renouvellement de l'alliance entre le Valais et les Grisons ³⁶¹. Enfin, en l'absence des Jésuites, les Capucins déployaient un grand zèle dans la vallée du Rhône ³⁶².

Rott nous apprend ³⁶³ que le nonce Scappi avait quitté la Suisse, et que son successeur, l'archevêque de Patras, Rocci, amena une dé-

³⁵³ Bérody, *Chronique*, p. 98. — Rott (IV, p. 449) nous apprend que, furieux du bon accueil que l'évêque Jost trouva à Milan, les dizains voulurent que ce dernier renonçât à tous revenus directs et indirects de l'évêché et que sa succession eût lieu selon la coutume, malgré l'opposition du Chapitre ; soutenus en secret par les Bernois, ils ne donnèrent aucune réponse au nonce, et admirèrent la proposition française.

³⁵⁴ Grenat, p. 260.

³⁵⁵ Date incertaine. — de Courten, IV, p. 81.

³⁵⁶ Bérody, *Chronique*, p. 99. — Voir note 365.

³⁵⁷ Archives du Valais, carton 67, fasc. 9, No 8 (9 juin 1629).

³⁵⁸ de Courten, IV, p. 81.

³⁵⁹ *Ibidem*. — On peut voir chez Grenat (p. 260), que Furrer avait averti le nonce de ces manœuvres : «quelque dénomination qu'ils donnent à cet élu, ils entendent qu'il soit absolument évêque». — Cf. encore Rott IV, p. 449. — C'était la mise en œuvre du système prôné par la France et par les cantons catholiques. Ces faits sont reportés à tort par Grenat à l'année 1627 (p. 246). Cf. à ce sujet notre note 279.

³⁶⁰ Grenat, p. 261.

³⁶¹ E.A., VI, 1, No 462, mai 1628.

³⁶² E.A., VI, 1, No 466 et 473. — Grenat, p. 261. — Bérody, *Chronique*, p. 96.

³⁶³ Rott, IV, p. 451. «*Cyriacus* (Cyrille) *Rovius*» dit Bérody (p. 104) succéda à Scappi en mai 1629.

tente. Une nouvelle conférence se tint à Lucerne du 30 août au 2 septembre 1628³⁶⁴.

Le nonce s'adressa d'abord aux cantons catholiques. Puis les Valaisans firent leur entrée, accompagnés de Wallier. Ils donnèrent les meilleures assurances relativement à la religion et aux droits de l'évêché. Ils se déclarèrent prêts à accepter le calendrier grégorien, si l'on consentait à la déposition de l'évêque Jost, vraiment trop remuant (*unruhig*), et si le pape permettait l'élection d'un nouvel évêque, selon l'ancienne coutume du Valais. Ils garantirent en outre que le curé Theiler serait remis au nonce, pourvu que ce dernier le châtie³⁶⁵.

Mais une grande discussion s'éleva entre les Valaisans et le représentant du St-Siège à propos du mode d'élection du suffragant. Rome prétendait le désigner, vu que le mode d'élection capitulaire ne pouvait avoir lieu qu'au décès d'un évêque³⁶⁶.

Le nonce fit quand même la concession suivante : quatre candidats seraient désignés, par le Chapitre et par les laïques, à l'unanimité. Puis il interviendrait auprès du Cardinal Barberini, pour que Sa Sainteté consente à désigner un suffragant parmi ces quatre candidats³⁶⁷.

Les Valaisans prirent le tout *ad referendum*, sans aucune garantie pour l'adoption du nouveau calendrier. Ils espéraient toujours que l'évêque Jost résignerait de son propre chef³⁶⁸.

Dans un recès donné à H. Wallier, secrétaire français, les Valaisans manifestent les mêmes intentions. Ils précisent que la désignation d'un vicaire général par Rome ruinerait les libertés du pays, dont la France était garante, et que le nouveau projet du nonce ne valait pas mieux que les précédents. Pourquoi le Chapitre ne procédait-il point à une élection, comme la France le souhaitait³⁶⁹ ?

La diète de décembre 1628, en l'absence de l'évêque, se passa sans incident³⁷⁰. L'activité des patriotes en diète est peu connue pour l'année 1629. L'épidémie de peste qui sévissait³⁷¹ explique les lacunes des recès.

³⁶⁴ E.A., VI, 1, No 478. — Vinrent au nom du Valais : Michel Magéran, Sébastien Zuber et Jean Preux, « ennemis déclarés de Jost » dit Rott (IV, p. 451).

³⁶⁵ Bérody (cf. notre note 356) semble donc avoir été mal renseigné. Rott (IV, pp. 451 et 457) dit que les députés l'avaient amené avec eux selon l'influence de Wallier, et qu'il fut élargi à Lucerne après deux ans de détention.

³⁶⁶ de Courten, IV, p. 230.

³⁶⁷ Cf. Rott, IV, p. 452 sqq. — Le nonce espérait que, moyennant cela, les protestants disparaîtraient du Valais, qu'on n'enverrait plus de jeunes gens à Bâle, à Berne ou ailleurs, que l'on s'en tiendrait à la décision de Loèche sur le maintien du catholicisme, qu'on laisserait entrer les Capucins, etc. — Rott (IV, p. 451) dit à ce sujet que les Valaisans admirent l'introduction de Capucins de la Province d'Helvétie.

³⁶⁸ Rott (IV, p. 454) dit que la succession de l'évêque s'avérait difficile. Le seul chanoine capable, Adrien de Riedmatten, était mal vu de ses collègues.

³⁶⁹ de Courten, IV, p. 233 sqq. Un recès similaire devait parvenir au nonce, tout en évitant de traiter ce dernier point !

³⁷⁰ de Courten, IV, p. 237.

³⁷¹ Grenat, p. 262.

Hildebrand Jost séjournait tristement à Rome³⁷² et souhaitait regagner son diocèse. Le doyen Sartoris étant mort en mars 1629, Pierre Furrer lui succéda, mais il fut envoyé à Rome à ce même moment, et c'est Adrien de Riedmatten qui fonctionna comme vicaire général en automne.

Les cantons catholiques attendaient toujours une réponse du pape, convaincus que Rome permettrait une nouvelle élection, et ils voulaient forcer H. Jost à résigner³⁷³.

Le Valais demandait toujours à la France et aux cantons de l'assister dans l'élection d'un suffragant ou d'un nouvel évêque³⁷⁴. Par contre, les patriotes ne se montraient pas très empressés à prendre les mesures militaires que nécessitaient les violations de la neutralité suisse depuis 1627³⁷⁵. Leur prétexte était que les Espagnols menaçaient le Valais à un tel point que c'était plutôt à ce dernier de demander des renforts³⁷⁶.

Le nouveau nonce finit aussi par se fâcher. Le 28 septembre, il avait convié le Valais à lui envoyer des députés, afin de réaliser un compromis. Il proposait le retour de Hildebrand Jost et l'oubli des torts réciproques. Faute de quoi le pays devrait comparaître à Rome, où le droit suivrait son cours. Le légat fixait d'avance le délai d'un mois pour y comparaître, sous peine de condamnation par contumace³⁷⁷.

La lettre de convocation à la diète de Sion, en date du 22 octobre 1629³⁷⁸, considère l'affaire comme importante et inouïe (*unerhört*). On dépêcha à la nonciature Martin Mattlis et Jean Lergien³⁷⁹, pour dire à l'archevêque que l'Etat libre du Valais ne comparaitrait jamais en cour étrangère. Dans l'affaire actuelle, si quelqu'un était en faute, c'était l'évêque, qui ne s'en tenait jamais à l'état de choses antérieur. Il fallait que le pape permette une nouvelle élection³⁸⁰.

La diète de Noël se tint à Loèche, mais Sion n'envoya aucun député, toujours à cause de l'épidémie de peste. On y entendit le rapport des deux délégués qui revenaient de Lucerne³⁸¹. Toutes les propositions

³⁷² Grenat, p. 263. — Cf. Rott, IV, p. 453 sqq. : «On voulut retenir l'évêque à Rome ; le pape et le secrétaire d'Etat intervinrent en vain : il était miné par la nostalgie de ses montagnes et croyait que douze à quinze personnages seulement lui étaient hostiles».

³⁷³ E.A., VI, 1, No 498 d).

³⁷⁴ Diète de Soleure, 27 août 1629 (E.A., VI, 1, No 512). Les délégués du Valais sont Jean Preux et Magéran.

³⁷⁵ E.A., VI, 1, No 512 n).

³⁷⁶ Baden, 21 octobre 1629 (E.A., VI, 1, No 517 g).

³⁷⁷ de Courten, IV, p. 283 sqq. et Grenat, p. 267.

³⁷⁸ ABS, 205/63.

³⁷⁹ de Courten, IV, p. 285.

³⁸⁰ Dans une pièce de la même époque (de Courten, IV, p. 285), on lança contre l'évêque de nouveaux griefs, dans le style de ceux de 1627.

³⁸¹ de Courten, IV, p. 291.

du nonce furent déclarées inacceptables. L'évêque, qui avait voulu réduire sa patrie en esclavage, la dénigrait encore à Rome. Fallait-il rappeler le pasteur qui avait tourmenté son pauvre troupeau, et qui l'avait abandonné de son propre chef ? Et à quoi bon traiter avec un homme qui ne tient aucun engagement : tout article qui n'est pas de son goût viole un droit de l'Eglise. Quant à comparaître à Rome, il n'en est pas question. L'affaire débattue avec H. Jost est purement temporelle, et le pape n'a rien à voir dans ce domaine. Si l'évêque a des plaintes à formuler, qu'il suive la procédure prévue par le *Landrecht*, avec le V. Chapitre !

Les patriotes décidèrent d'écrire au nonce pour voir s'il ne voulait point se raviser. Mais tout paraît s'être terminé sur ce refus. Car les recès fédéraux ne font plus mention de l'affaire. Ni le nonce, ni les cantons catholiques, ni l'ambassadeur de France ne semblent avoir tenté davantage de rétablir la concorde parmi les entêtés Valaisans.

15. Retour de Hildebrand Jost

Depuis un certain temps, la Diète siégeait régulièrement à l'hôtel de ville de Sion. Le Bailli Jean Roten la convoquait et Michel Magéran en était le dévoué secrétaire.

En juin 1630³⁸², les députés furent avisés « que l'évêque rentrait au pays et demandait des instructions ».

H. Jost aurait voulu rentrer sans bruit, mais il se heurta à l'interdiction d'entrer par le Grand St-Bernard, à cause de l'épidémie de peste qui sévissait dans la vallée d'Aoste, et à cause de la situation militaire³⁸³.

Grenat nous apprend³⁸⁴ que le pape avait envoyé au Valais un bref débordant de sentiments affectueux et émettant le vœu d'une prompte pacification. Rott, au contraire dit³⁸⁵ qu'Urbain VIII deman-

³⁸² de Courten, IV, p. 306.

³⁸³ Selon la relation de l'évêque lui-même, donnée par Grenat (p. 208), ce fut Jean Preux, à la tête d'un grand nombre de soldats, qui lui barra l'accès, non seulement du pays, mais encore de l'Hospice. Jost ne put y entrer que moyennant caution. On lui fit remarquer qu'il venait de pays contaminés, qu'il avait causé déjà suffisamment de frais à Lucerne, qu'il avait cité le pays à Rome et qu'il avait fait un immense affront à l'Etat en ne lui annonçant pas sa venue. — On voulait prendre connaissance de la plainte imprimée que l'évêque avait déposée au Sacré Consistoire de Rome, ainsi que d'un bref apostolique dont il avait envoyé une simple copie à ses compatriotes. — Après quoi il devrait purger sa quarantaine hors des frontières, et faire des propositions écrites à l'Etat.

³⁸⁴ Grenat, p. 270.

³⁸⁵ Rott, IV, p. 454 sqq.

daît aux dizains de bien recevoir l'évêque et d'envoyer deux députés, dans les deux mois, au Vatican ; que l'accès du St-Bernard fut interdit à l'évêque, car le Valais n'avait pas reçu le bref pontifical. Il semble que le bref fut expédié, du Saint-Bernard au nonce, qui le transmit au plus vite au vicaire général de Sion, avec ordre d'en faire part au Bailli. Le nonce aurait écrit en même temps aux magistrats, pour les convier à bien recevoir leur prélat ³⁸⁶.

Le 30 août 1630, la Diète fut avisée que l'évêque offrait la paix sur la base de l'état de droit dont avaient joui ses prédécesseurs ³⁸⁷.

Le prélat, qui souffrait de la gravelle, fut laissé cinq mois sur le Mont St-Bernard ³⁸⁸. Sans les supplications de son vicaire général Adrien de Riedmatten et du Père capucin André, il serait bien reparti par la vallée d'Aoste ³⁸⁹. Il finit par patienter jusqu'à la fin des vendanges.

³⁸⁶ L'arrivée de Hildebrand Jost est vraiment surprenante. Elle doit s'expliquer par l'impatience qu'éprouvait cet évêque de revoir son pays qu'il croyait prêt à consommer un schisme.

Quelle fut l'attitude de Rome dans cette affaire ? Au point de vue temporel, le pape ne devait pas considérer la « Caroline » comme un article de foi, qu'il fallait défendre aux risques d'un schisme ou du martyre. Si nous en croyons de Rivaz (*Opera Historica*, V, p. 295) et Grenat (p. 283), en 1627 déjà le nonce conseillait à notre évêque « *ut Carolinam relinquat* ». — Il se peut aussi que Rome n'ait pas considéré tous les articles de 1613 comme très inquiétants, sauf celui relatif aux fiefs-liges, qui privait l'Eglise « du plus clair de ses revenus », et qui donna lieu encore à bien des démêlés.

Rott nous dit (IV, p. 455) que Jost, lassé, pensait aller à Vienne, intéresser Ferdinand II à ses revendications et s'assurer de ses armes. Mais Rome redoutait toute intervention autrichienne dans la Péninsule et poussait Jost à se tourner vers le roi de France (*ibidem*, p. 456).

Une chose est certaine : Rome laissait l'évêque rentrer chez lui dans des circonstances telles que son pouvoir temporel devait subir inévitablement de grandes restrictions. Au point de vue spirituel, la France et les cantons catholiques appuyaient secrètement le Valais, qui désirait procéder à une élection anticanonique.

Sans aucun doute, H. Jost commettait une imprudence et n'agissait qu'à sa tête. Peut-être aussi voulut-il mettre ses compatriotes au pied du mur : s'ils lui interdisaient l'accès du Valais, une grave réaction aurait pu se produire au sein de la population catholique.

De fait, H. Jost dut sacrifier le glaive temporel, mais il conserva la crosse.

³⁸⁷ ABS, 205/63. — On trouvera encore une lettre de l'évêque dans le même sens, datée du 1^{er} septembre 1630 (ABS, tiroir 93, No 140) ; dans une autre (ABS, *ibid.*, No 143), Jost pria son cousin (Vettern) Magéran d'intervenir en sa faveur (20 oct. 1630).

³⁸⁸ Cf. Rott, IV, p. 455.

³⁸⁹ Cf. Grenat, pp. 268 et 271. — Selon de Rivaz (*Opera Historica*, V, p. 304), le 17 septembre, le colonel am Büel et le capitaine Allet seraient venus vers lui, dépourvus de toute lettre de créance, pour lui demander s'il voulait se contenter de l'autorité spirituelle, et reconnaître les Valaisans comme un peuple libre, souverain, et de gouvernement démocratique. Ils lui laissaient une heure pour répondre. — L'évêque leur aurait remis une lettre pour le Bailli et demandé conférence avec les dizains et le Chapitre. Le même jour, la Diète aurait posé une question analogue, demandant réponse définitive.

Mais la présence du colonel am Büel peut paraître douteuse au regard du recès du 15 novembre 1630 (de Courten IV, p. 317).

H. Jost a laissé un récit en latin de ce qui se passa sur le St-Bernard. L'original, aux archives de l'évêché, a été copié par Gremaud (documents inédits, vol. 17, p. 522) et Grenat en a donné une traduction (p. 268 sqq.).

Les «Hautes Autorités» finirent par lui proposer une Conférence à Sembrancher, où il devait venir absolument seul³⁹⁰.

Hildebrand Jost ne trouva aucune hôtellerie à Sembrancher. Il logea au manoir d'Etiez, chez noble Balthasar Fabri³⁹¹. Il y subit trois semaines de pénible détention, gardé à vue et privé du conseil de n'importe quel ecclésiastique.

Le 30 novembre, la conférence commença enfin. Les patriotes, de fort mauvaise humeur, ne voulurent pas entendre parler de l'état de droit qui existait sous les prédécesseurs de Jost. Ils répétèrent que le pays s'était libéré au prix de son sang, que les privilèges épiscopaux provenaient du bon vouloir des patriotes et non de la fable de la Caroline, par laquelle Adrien II de Riedmatten avait déjà tenté d'asservir son pays.

Jost rétorquait que ses droits régaliens reposaient sur une paisible possession et sur des titres authentiques. Mais, voyant qu'il n'y gagnait rien, le prélat déclara qu'il allait quitter le Valais. Ce à quoi les députés des dizains s'opposèrent violemment.

On en était là après deux jours de conférence. Le troisième, les patriotes reprochèrent à leur pasteur d'avoir arraché à l'empereur la confirmation des droits régaliens et d'avoir voulu les assujétir à sa Majesté. Heureusement que le peuple n'en savait rien encore !

Là-dessus, les patriotes demandèrent à l'évêque Jost de les reconnaître, sur l'heure, francs-patriotes, de renoncer aux diplômes impériaux, qui devraient leur être livrés, et de ratifier tous les articles de 1613.

L'évêque s'y refusa.

Ils lui présentèrent alors un écrit, dressé par Magéran, et contenant, dit Jost, «leurs injustes demandes». Ils s'efforcèrent de le lui faire signer. Ils menacèrent de dévoiler au peuple les trahisons de l'évêque au profit de l'empereur et d'exciter tout le pays contre son chef.

Jost finit par signer, «mourant de raim, et malgré le nonce», ajoute Rott³⁹².

³⁹⁰ H. Jost était accompagné du doyen Pierre Furrer et du chapelain Pierre Tornéry.

P. Furrer avait écrit plusieurs lettres au Bailli, dans le but de regagner le Valais, mais en vain (de Courten, IV, p. 311 sqq.). Le 8 novembre (nouveau style), jour où Jost dut comparaître à Sembrancher, le doyen rencontra les patriotes assemblés à Martigny (Grenat, p. 273). Magéran lut quelques griefs contre lui, puis il fut condamné à l'exil. — Il ne revint en Valais que sous la bure du capucin, après avoir pris le nom de Père Ignace.

Quant à l'aumônier Tornéry, il fut expulsé à son tour (Grenat, p. 275).

³⁹¹ Grenat, p. 268. — M. Rossi dit que Magéran avait acquis ce château, peut-être avant 1630 déjà, de Barthélemy et de Ferdinand Fabri (*op. cit.*, p. 14).

³⁹² Rott, IV, p. 456. — Cette pièce figure aux Archives du Valais (carton 61, No 3). Elle est datée du «zwölfften des Weinmonats unseres calenders, in Eyttiez». Elle porte le petit sceau de l'évêque, et son contenu correspond parfaitement aux «injustes demandes» dont parle l'évêque. Elle est suivie de garanties fournies au prélat par le

L'évêque put regagner Sion en décembre 1630, nous dit Bérody³⁹³, et Rott précise que ce fut le 3 de ce mois³⁹⁴. Ces dates sont indiquées d'après le nouveau calendrier, c'est donc au plus tôt le 20 novembre, ancien style, que l'évêque revit sa capitale. L'opinion de Grenat³⁹⁵, selon laquelle on le laissa aussitôt convoquer une diète, la dernière réunie sous son autorité, ne nous semble pas probable. En effet, le recès sur lequel se fonde cette assertion est daté du 15 novembre ancien style³⁹⁶.

Dès lors, Hildebrand Jost ne fit plus beaucoup parler de lui dans les diètes valaisannes.

Au début de l'année 1633, le 9 janvier, Michel Magéran, devenu Bailli en diète de juin 1631³⁹⁷, après démission de Jean Roten, obtint de l'évêque et du V. Chapitre une renonciation authentique et définitive à la Caroline. Cette pièce est bien reproduite par Grenat³⁹⁸. On la retrouve à la suite d'une confirmation de la Caroline, faite par l'empereur Ferdinand II, le 26 novembre 1624. Une copie, datée de 1635, figure sur l'acte du 29 avril 1627, où le même empereur renouvelle sa confirmation³⁹⁹.

Tous ces actes ne furent point signés sans objections de la part du nonce⁴⁰⁰ et Rott nous apprend⁴⁰¹ que, le 20 décembre 1630, H. Jost lança un manifeste contre les conditions qui lui avaient été imposées à Sembrancher.

Le 22 décembre 1637, le Chapitre dut encore confirmer la renonciation à la Caroline⁴⁰².

Bailli et par la Diète, mais sans date ni signatures. Cette dernière partie n'est donc qu'une copie. — Nous voyons que le texte de cet acte avait été médité depuis un certain temps.

³⁹³ Bérody, *Chronique*, p. 111 : «Illustrissimus ac reverendissimus Hildebrandus Jodocus, non absque difficulti ac frequenti suffragio per illustres Dominos pro ipsius reintroductione dato, ex oppido S. Brancherii, a domo Dominorum d'Ittiez, ubi per mensem residerat, Sedunum non minimâ DD Vallesianorum comitente catervâ contendit».

³⁹⁴ Rott, IV, p. 456.

³⁹⁵ Grenat, p. 275.

³⁹⁶ de Courten, IV, p. 317. — Rott dit cependant (IV, p. 456) : «l'évêque put entrer à Sion aux acclamations de la Diète et fut appelé pour la dernière fois à présider ses délibérations. Tout ceci était dû au zèle des capucins et à la récente (?) conversion de Magéran, et au fait que ni le nonce ni les cantons n'étaient intervenus. — La source de cette information est une lettre de «Scotti à Barberini».

La dernière lettre de convocation portant le sceau de l'évêque Jost est datée du 2 juin 1631, au moment où l'on nomma Magéran Bailli du Valais (*ABS*, 205/63). C'est la dernière lettre de convocation, écrite par un évêque, qui se trouve dans les archives de la bourgeoisie de Sion.

³⁹⁷ de Courten, IV, p. 341.

³⁹⁸ Grenat, p. 283 sqq.

³⁹⁹ Archives du Valais, carton 21, No 8.

⁴⁰⁰ Grenat, p. 284.

⁴⁰¹ Rott, IV, p. 457. Cette pièce se trouve aux archives du Vatican. S'agit-il du récit de l'évêque, mentionné plus haut ?

⁴⁰² Archives du Valais, carton 61, No 5.

16. Considérations sur les griefs faits par les patriotes à leur évêque H. Jost

Qui veut pénétrer le sens véritable des différends qui opposèrent l'évêque Jost aux patriotes du Valais, doit étudier les interminables griefs que ces derniers rédigèrent en 1619 et en 1627 ⁴⁰³.

Lorsqu'ils font allusion à des faits connus, nous les trouvons dépourvus d'objectivité. Mais ils seraient précieux pour qui voudrait reconstituer la petite histoire et les mœurs du Valais à cette époque.

Nous tenterons ici simplement de grouper les principaux chefs d'accusation.

On reprochait à H. Jost d'intervenir personnellement dans l'exercice de la justice, et d'organiser les tribunaux sans tenir compte du système coutumier du Valais, c'est-à-dire des compétences du Bailli, des châtelains et des autres juges subalternes.

L'évêque bouleversait tout au moyen des fiscaux, fonctionnaires qui dépendaient directement de lui, et auxquels il attribuait des compétences que l'on considérait comme abusives ⁴⁰⁴.

Bien plus, H. Jost jugeait sans appel, voulait évoquer toutes les petites causes devant son tribunal, «contrairement aux décrets d'Adrien

⁴⁰³ A notre connaissance, en 1619, il n'y eut qu'une rédaction collective de griefs, due à la plume de Zuber, au nom des VII dizains (de Courten, III, p. 665). — On en trouve une traduction contemporaine, en français, aux *ABS*, tiroir 93, No 138.

Ces articles ont été communiqués à l'ambassadeur Miron (de Courten, III, p. 670) A leur sujet, Jost s'écria : «Même s'ils avaient été véridiques, il convenait de ne pas dévoiler ainsi la honte du père».

Il ne faut pas confondre les griefs de 1619 avec ceux qui furent composés lors des disputes de 1627 : le «pays» et les dizains rédigèrent séparément des exemplaires que l'on retrouve en bien des lieux (de Courten, III, p. 729 sqq., 745 sqq., IV, p. 65. — *ABS*, 204/14, p. 1 sqq., etc.). Grenat (p. 261) les qualifie à bon droit de longs et fastidieux. — A leur sujet, voir encore Rott, IV, p. 142 sqq.

⁴⁰⁴ L'évêque s'est beaucoup plaint de mauvais traitements dont ses fiscaux étaient victimes (*Gallia Christiana*, XII, *instrum.* 33). On les renvoyait avec injures. — En 1619, son propre frère, le fiscal Jean Jost, est critiqué : «Par mesmes moyens, ses phiscaux, nommément Jean Jost, a prins des gens d'honneur par le collé, leur mettant le poing devant le nez, disant : les patriotes ont dépouillé l'évesque du manteau avec la Caroline mais avant qu'il passe trois ou quatre années, il fault qu'il se passe aultrement, ou mon frère ne sera plus évesque».

En 1627, les trois fiscaux sont Lagger, Perrig et Columbin. — Le nom de ce dernier figure en maintes pièces conservées aux archives de Torrenté. — Les recès de 1647 (de Courten, IV, p. 730) disent que Columbinus avait été «secrétaire et garde du sceau (*sigler*) de l'évêque Jost. Etabli depuis trente ans à St-Maurice (donc depuis 1617), il demande à être reçu franc-patriote, ce qui lui est accordé de bon cœur.

En 1619, on disait que l'évêque avait voulu «tollire la judicature temporelle au seigneur Baillif et officiers des dizains ou communes par publication de ses mandatz». — En 1627, l'évêque persévérait à «envoyer des mandements sous menace d'excommunication», empiétait sur la juridiction du Bailli, des gouverneurs et des juges ordinaires.

II de Riedmatten». On ajoutait que, dans les procès pénaux, il jugeait arbitrairement, et que ses fiscaux procédaient à des enquêtes irrégulières dans les procès de sorcellerie et d'autres maléfices.

En 1627, on précisait que Jost faisait les citations, dans la capitale, sans tenir compte des coutumes, car on voyait son fiscal ou son chapelain faire les criées au lieu que ce fussent les huissiers.

Pas de doute, l'évêque jouait au juge suprême, bouleversait l'ordre judiciaire. N'allait-il pas jusqu'à se dire possesseur du majorat de Conches, du seul fait qu'il était Haut Seigneur ?

Bien pis, il jugeait mal. Les «scandales judiciaires» révoltaient la conscience délicate des patriotes. Quant aux pauvres notaires, ils se voyaient taxés de manière féroce. Le moindre prétexte suffisait à leur casser la plume ⁴⁰⁵.

En 1619, l'évêque s'était refusé à payer le Bailli et ses familiers. En 1627, on trouva qu'il convoquait trop de diètes inutiles, alors qu'il se refusait à réunir celles qui étaient indispensables. Ses lettres de convocation étaient souvent divergentes.

A en croire les patriotes, Hildebrand Jost se livrait au népotisme, pillait les gens hospitalisés, punissait les peccadilles mais se refusait à sévir contre les gens d'Eglise, qui commettaient des crimes très graves. Ne violait-il pas le secret des confessions pour soutirer de fortes amendes ?

Il percevait les péages, mais n'entretenait ni les routes, ni les digues du Rhône ⁴⁰⁶. Il s'adjugeait les cristaux qu'on trouvait à Conches, les mines et autres droits appartenant aux patriotes, tels que le droit de gracier et de légitimer les bâtards, au nom de ses droits régaliens.

Qui pourra dire que l'administration de Hildebrand Jost fut absolument exempte de griefs ? Mais il était trop clair que les patriotes n'étaient pas impartiaux, car ils voulaient supprimer tout ce qui restait de la juridiction épiscopale.

Une seconde constatation peut être faite au moyen de ces documents : en 1619, plus qu'en 1627, on critiquait l'administration spirituelle de notre prélat.

Certes, le clergé ne se convertit pas d'un seul coup, lors du synode de 1626 par exemple. Mais nous ne pouvons imaginer que Hildebrand Jost ait soutenu les vices de ses prêtres. Toutes les accusations enregistrées doivent s'interpréter en ce sens : l'évêque entendait maintenir

⁴⁰⁵ On trouve aux archives du Valais (carton 69, fasc. 8) une sorte de «Reformatio curiae» édictée par H. Jost en décembre 1615. — Cette ordonnance n'a pas fait l'objet de griefs spéciaux, mais un tel genre d'édit, destiné à mettre un peu d'ordre dans le prétoire ne pouvait que déplaire aux libres patriotes.

⁴⁰⁶ Cf. de Courten, IV, p. 82.

le principe de l'immunité des clercs, ou bien, il tentait d'arracher d'honnêtes ecclésiastiques à de graves calomnies ⁴⁰⁷.

La part de l'exagération étant faite, il faut retenir quelques critiques moins invraisemblables.

Nul doute que H. Jost ne tint aucun compte des articles de 1613 : ils étaient radicalement nuls à ses yeux et aussi sacrilèges que la renonciation à la «Caroline».

Dès lors, on pouvait l'accuser de «se nommer par escript Seigneur du Haut et du Bas-Valais, contre anciennes coutumes et usances...» On prétendait que son frère avait voulu transformer l'évêché et le Chapitre en bailliage (*Vogty*). «Il nomme tels patriotes clients et il se parangone au roy de France et les patriotes aux sujets du dict roy... n'a voulu recognoître les patriotes gens francs et libres... a dit que luy est le chef et le pays ses membres», etc., etc.

En 1627, on lui reprocha de s'intituler Prince du St-Empire et d'emprunter les titres de «*Hochwürdig, Durchleuchtig*», etc., de jouer au seigneur absolu, de contester aux Valaisans leur conquête de la liberté au prix de leur sang ⁴⁰⁸.

On supportait très mal la violation de l'article de 1613 concernant le Bailli : Jost lui disputait son siège et son droit de suffrage en diète. On lui reprochait en outre de percevoir encore le *spolium*, contrairement à ces articles, de prétendre au produit des confiscations, d'exclure de la diète des patriotes «sous prétexte qu'ils n'étaient pas lettrés». Enfin, il ne contribuait pas aux frais des exécutions capitales. Il attirait les Jésuites et les Capucins, contrairement au «Landfrieden» de 1550 et au recès de 1613. Il se mêlait d'affaires d'Etat qui ne le concernaient pas.

Dès 1627, le problème des réconnitions de fiefs-liges devint un grief perpétuel : le fiscal Jean Jost ou le commissaire «welche» Vannerus, ignorant tout à fait l'allemand, essayaient toutes les injures des Sédunois ou des Haut-Valaisans ⁴⁰⁹.

Les patriotes ne voulaient pas non plus laisser à l'évêque l'assermentation des gouverneurs de Monthey. Quant aux bailliages de Lœtschen et de Niedergesteln, ils causaient aussi des querelles incessantes.

L'essentiel du débat portait donc sur les points soulevés lors de la capitulation de 1613, et sur ces fameux articles que H. Jost ne voulait observer.

Quant au clan réformé, il est évident que la réforme catholique, dans l'esprit du Concile de Trente, ne pouvait manquer de l'exaspérer.

⁴⁰⁷ Cf. de Rivaz, *Opera Historica*, XVIII, p. 243.

⁴⁰⁸ L'évêque répliquait assez justement que les sujets du roi de France n'avaient jamais fait de conquêtes que pour leur roi.

⁴⁰⁹ Bérody, dans sa *Chronique* (p. 113), dit que ce dernier était originaire de Vienne en Dauphiné et qu'il mourut en 1631.

Dès 1619, on trouvait mauvaises les innovations de l'évêque, en matière de droit matrimonial, par exemple l'interdiction des alliances clandestines ou entre parents à un degré prohibé. La censure des livres hérétiques ne plaisait pas à tout le monde. On en voulait au prélat d'éditer «des mandatz inusités soubz peines de ban inouyes sur les chaires des églises» ⁴¹⁰.

En 1627, les accusations étaient plus précises : on rappelait que le Concile de Trente n'était pas encore accepté dans le pays ⁴¹¹. Quant aux mesures de police, prises pour simplifier les enterrements, le Bailli Roten soutenait qu'elles allaient ruiner tout esprit de piété chez le citoyen. Il en allait de même du nouveau calendrier ⁴¹² !

Les «règles nouvelles» concernant l'Eucharistie, la Pénitence, l'Extrême-Onction, les Baptêmes, les baptistères, les ornements d'église ou les processions, voilà autant de pierres de scandale pour les patriotes respectueux des traditions des ancêtres ⁴¹³.

Il était encore plus facile d'exploiter les maladresses politiques de Hildebrand Jost pour le représenter comme un traître et pour le déclarer déchu de ses fonctions.

En 1619 déjà, on lui reprochait ses tentatives d'entrer dans l'alliance française, ou «d'engager l'évêché pour pouvoir plaider à l'encontre du pays».

Depuis 1615 n'avait-il pas encore favorisé le parti espagnol, dénigré sa patrie à l'étranger et finalement résigné aux mains du pape ?

Si l'on en croit les patriotes, l'évêque aurait voulu semer la division dans les dizains de Sion et de Brigue, aurait excité le peuple en arrivant à Loèche sans s'annoncer aux autorités. Il aurait installé des ecclésiastiques sans consulter les laïques, se serait livré à la simonie, etc.

Nous ne pensons pas que les patriotes se prenaient au sérieux ⁴¹⁴. Mais toutes ces calomnies, toutes ces interprétations faussées révèlent les causes de la mauvaise humeur des patriotes. Et il en restait tou-

⁴¹⁰ Une lettre de Barthélemy Allet (*ABS*, tiroir 92—94, No 102) montre l'accueil que l'on réservait aux circulaires de l'évêque ! — H. Jost répondait simplement : «Est-ce innover que d'envoyer des mandements pour le maintien de la religion et du bon ordre ?» (de Courten, IV, p. 94).

⁴¹¹ de Courten, III, p. 738.

⁴¹² de Courten, IV, p. 115.

⁴¹³ de Rivaz (*Opera Historica*, XVIII, p. 239) montre comment l'évêque se plaignait de l'opposition perpétuelle à toute réforme : «Il y a des livres hérétiques, on fait des enterrements sans lumière ni eau bénite, à toute heure, comme pour une bête... ils reçoivent le Saint-Sacrement sans Confession, «ne faisant aucune différence d'avec leur pain et leur fromage». (Le document cité par de Rivaz se trouve à Paris). — Il ne doit pas être exact que le droit matrimonial était trop sévère : on peut voir ce que le nonce écrivait à Furrer en 1629, aux archives du Valais (carton 67, fasc. 9, No 8) : «j'ai appris par expérience qu'en Valais, dans les dispenses matrimoniales, il fallait être large».

⁴¹⁴ En voici la preuve : en 1627, ils objectaient que l'évêque refusait d'enrayer les opérations usuraires. — Or, on peut voir dans les recès (de Courten, III, p. 692), que le

jours quelque chose dans le peuple. Ce dernier, bon catholique, mais plein de déférence à l'égard de la Haute Autorité, devait s'irriter contre l'évêque en écoutant la lecture de ces griefs aux assemblées communales.

Il n'était pas difficile d'exciter les gens simples : à Sion, par exemple, on soulignait que l'Eglise possédait plus du tiers des propriétés foncières⁴¹⁵, mais qu'elle refusait de participer aux charges qui en découlaient.

Il n'était pas difficile non plus de montrer que la juridiction ecclésiastique empiétait sur le domaine temporel⁴¹⁶.

Grenat a peut-être exagéré en ne discernant dans tous ces griefs que de la « haine hérétique »⁴¹⁷. Le régime de la principauté ecclésiastique pouvait, sans doute, présenter des inconvénients. Mais on s'en prenait bien moins à un régime qu'à une personnalité détestée. Ces griefs sont, pour une grande part, de la critique démagogique et un grave manque de respect vis-à-vis d'un prélat catholique⁴¹⁸.

Il est néanmoins très remarquable que l'on n'ait jamais reproché à ce jeune évêque un écart de conduite personnelle. En de telles circonstances, c'est un témoignage très sérieux de sa haute vertu, dont l'historien Boccard a fait le plus grand éloge⁴¹⁹.

Chapitre s'était opposé à la suppression des censes qu'il percevait régulièrement, mais dont le taux, comme celui de tout impôt, paraissait trop élevé. — Telles étaient les opérations usuraires dont il s'agissait !

⁴¹⁵ de Courten, III, p. 736. — Rott (IV, p. 151) en a retenu quelque écho lorsqu'il écrit : « Les Valaisans, dégoûtés des prêtres, supportaient mal que l'Eglise eût un tiers du pays et le Rhône, l'autre tiers ».

⁴¹⁶ Cf. à ce sujet de Courten, IV, p. 309.

⁴¹⁷ Hildebrand Jost disait, de ces articles lus devant les communes, que c'était « une pierre de scandale propre à faire apostasier le peuple » (Grenat, p. 219 sqq.). — Il y vit un motif de résigner son évêché (de Courten, IV, p. 86) et appela ces griefs « les 70 articles faux et inventés, intentés contre notre personne » (*falsche und erdachte artickell*).

⁴¹⁸ Il existait certes des abus provenant de juridictions féodales enchevêtrées. Mais il s'agirait de savoir si les patriotes songeaient à remédier aux imperfections, souvent intolérables, du régime féodal, ou s'ils songeaient simplement à recueillir la succession des juridictions ecclésiastiques, avec tous leurs défauts.

Or, il semble bien que le grand remède proposé par les patriotes, c'est-à-dire le rachat des fiefs-liges, aurait laissé le taillable dans sa situation antérieure, sous un nouveau maître, avec l'unique consolation de ne plus avoir à se soumettre à des cérémonies jugées « humiliantes ».

⁴¹⁹ Boccard, *op. cit.*, p. 236.

Der Meschler Altar in Leuk

Joseph Schaller

In der altherwürdigen St. Stephanskirche zu Leuk steht seit dem Frühjahr 1932 ein Meschler Altar, — im Volksmunde «der schwarze Altar» genannt.

Vorläufig hat er seine Aufstellung am wuchtigen, innersten, rechten Säulenbündel des Kirchenschiffes gefunden, wo vor der Restauration der Kirche im Jahre 1912 der St. Josephsaltar gestanden. Dort ruht er auf zwei Kirchenbänken und wartet auf die Zeit, in der er später als Seitenaltar seinen endgültigen Platz einnehmen kann.

Die Stifter des Altares sind uns bekannt; eine schöne Inschrift gibt uns sichere Kunde von ihnen. Aber die nähern Umstände seines Ursprunges, der Name seines Meisters, der Ort seiner ersten Aufstellung, die Geschichte seines Lebensganges durch zwei und ein halbes Jahrhundert sind uns noch im Dunkeln verhüllt.

Durch eine längere Korrespondenz mit Herrn Dr. Lehmann, dem damaligen Direktor des Landesmuseums in Zürich, erhielt ich im Sommer 1931 Kenntnis, dass das Landesmuseum sich in Berlin um die Erwerbung eines alten L e u k e r Altares bemühe.

Das erweckte mein Interesse.

Die erbetene Photographie dieses Altares liess erkennen, dass es sich um ein begehrenswertes Kunstwerk handle. Die Direktion des Landesmuseums war einverstanden, dass L e u k wieder in den Besitz des Altares gelange.

In Berlin hatte in den ersten Jahrzehnten nach dem deutsch-französischen Kriege das Sammeln von Kunstwerken einen grossen Aufschwung genommen¹. Bei den kapitalkräftigen Kunstliebhabern häuften sich grosse und wertvolle Privatsammlungen. Bei Auktionen erzielten Kunstschatze erstaunlich hohe Preise, weil amerikanische Konkurrenz für gute Kunst Riesenangebote machte.

¹ Cf. Ad. Donath, *Die Psychologie des Kunstsammelns*.

Zu diesen Kunstsammlern in Berlin gehörte auch der jüdische, frühere Fabrikherr Ludwig Silten. In seiner bedeutenden Sammlung befand sich der Altar des Emanuel Meschler aus Leuk.

Die Anbahnung des Ankaufes.

Die direkten Verhandlungen mit Ludwig Silten verliefen sehr günstig. Das letzte Angebot an das Landesmuseum lautete auf Fr. 7500 ; für Leuk setzte er endlich den Preis herab auf Fr. 6500 ; in diesem Preise war einbegriffen eine geschnitzte Truhe in ital. Renaissance aus dem 17. Jahrhundert, die er sonst immer eigens mit Fr. 500 berechnete.

Der hochwürdigste Herr Bischof Dr. Viktor Bieler gab sein Einverständnis zum Ankauf des Altares mit Schreiben vom 16. März 1932. Der Kirchenrat von Leuk behandelte die Angelegenheit in zwei Sitzungen und ermächtigte mich, den Kauf abzuschliessen, unter dem Vorbehalte, dass die Gemeinde keine Beisteuer zu leisten habe². Eine eröffnete Subskription ergab bald mehr als die Hälfte des geforderten Preises ; eine entstehende Opposition musste mit in den Kauf genommen werden.

Der Altar war angeblich aus Eichenholz geschnitzt und nicht polychromiert, was in der Regel bei solchen Walliserarbeiten dieser Kunstepoche nicht üblich war³. Um mich persönlich zu überzeugen, ob der Altar in Wirklichkeit dem entspreche, was Angaben, Beschreibung und Abbildung erwarten liessen, reiste ich im ausgehenden Winter 1932 nach Berlin.

Berlin lag damals fieberhaft in schwerem Kampfe Hindenburgs mit Hitler, der dem greisen Kriegshelden die Reichspräsidenschaft streitig machte.

Der einstige Fabrikherr L. Silten hatte sein vornehmes Haus mit 5 m. hohen Zimmern und Sälen fast ausnahmslos mit alten, kostbaren Kunstgegenständen aller Gattung ausgestattet. Ein umfangreicher, gedruckter Katalog gab über alles Auskunft. Hatte Silten von der kommenden Judenverfolgung Lunte gerochen ? Oder war in Berlin, wie er schrieb, jetzt «das Geld knapper als irgendwo in der Welt» ? Verschiedene, wertvolle Sachen hatte er schon nach London verkauft. Er wollte umziehen. Bis zum 1. April sollten weitere, grössere Kunstobjekte, — unter andern unser Altar —, veräussert werden. Also hiess es, rasch zugreifen, da Direktor Dr. Lehmann gleichfalls bereit war, den Altar anzukaufen und den Platz für ihn vorgesehen hatte in der obern Kapelle des Landesmuseums.

² Pfarrarchiv v. Leuk, G 79, p. 47.

³ Wohl Chorgestühl, aber fertige Altäre in dieser Fassung sind bei uns nicht bekannt



Der Meschler Altar in Leuk